

Dr MOHAMED LAMINE LY



CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000

SOMMAIRE

A) PREMIERE PERIODE DE MARS 2000 A FEVRIER 2007: DU PARTI-ETAT SOCIALISTE AU PARTI-ETAT LIBERAL, LE TEMPS DES RENIEMENTS	5
1. RISQUES DE "HOLD-UP" SUR L'ALTERNANCE!	9
2. ALLIANCE STRATEGIQUE DU FAL: SUR QUELLE BASE?	12
3. ENTRE LE MARTEAU LIBERAL ET L'ENCLUME SOCIALISTE	14
4. UNE MAJORITE PARLEMENTAIRE ECRASANTE MAIS PRECAIRE!	16
5. METEOROLOGIE POLITIQUE (CONSENSUS FETIDES)	18
6. TRANSITION VERS LA "POST-ALTERNANCE" OU LE DEPASSEMENT DE L'ALTERNANCE	20
B) DEUXIEME PERIODE: DE LA "VICTOIRE ELECTORALE" DES LIBERAUX EN MARS 2007 A LEUR DEFAITE POLITIQUE EN MARS 2010, LE TEMPS DES ASSISES	22
1. ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 2007: VOLS DE NUIT	26
2. SÉNÉGAL: UN SOMMET ISLAMIQUE ET UN ABIME SOCIAL SANS FIN.	29
3. ASSISES NATIONALES : CHANTS DE LIBERTE !	31
4. LOCALES 2009: VERS LA DEFAITE POLITIQUE DE LA « DYNASTIE » DES WADE	33
5. LOCALES 2009 : SE METTRE A LA HAUTEUR DES EXIGENCES POPULAIRES !	35
6. GENOCIDE MORAL	38
7. ASSISES NATIONALES ET DIALOGUE DE SOURDS POLITIQUE	40
C) TROISIEME PERIODE DU 19 MARS 2011 AU 25 MARS 2012 : LE TEMPS DES REVOLTES CITOYENNES	43
1. ILFLOTTE COMME UN PARFUM DE JASMIN SUR GALSEN	49
2. DECLARATION NOCTURNE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR: MENACES SUR LA PAIX CIVILE AU SENEGAL!	51
3. ELECTIONS OU EXPLOSION SOCIALE?	53
4. UN ENTÊTEMENT SUICIDAIRE!	56
5. DISCOURS DU 14 JUILLET: ELECTIONS ANTICIPEES OU RETRAITE ANTICIPEE?	59
6. GOODBYE, ABLAYE!!!	63
7. 1, 2, 3 BENNOO: POUR QUI SONNE LE GLAS ?	65
8. ELECTIONS DE 2012: BENNOO NE SAURAIT ÊTRE UN TREMPLIN POUR DES POLITICIENS REFORMISTES!	69
9. INVESTITURE DE WADE: APRES BEN ALI, MOUBARACK ET KADHAFI, A QUI LE TOUR?	73
10. VERS... LE « TROISIEME REICH » SENEGALAIS?	75

11. TREIZE CANDIDATS ET UN FANTÔME!!!	77
12. SENEGAL : TOLERANCE ZERO POUR LES DERIVES FASCISTES!	79
13. SENEGAL: VERS L'INGOUVERNABILITE?	81
14. DEUXIEME TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE: CHASSEZ L'INTRUS!	83
15. QUELLES PERSPECTIVES APRES LA DÉFAITE DU CAMP LIBÉRAL?	86
D) QUATRIEME PERIODE : A PARTIR DU 25 MARS 2012, LE TEMPS DES RUPTURES ATTENDUES	89
1. ASSISES NATIONALES: UNE TRANSITION MAL ENGAGEE?	92
2. QUEL PROGRAMME POUR LA LISTE DE BENNOO BOKK YAKAAR?	95
3. BENNOO BOKK YAKAAR ET LES LEGISLATIVES: UNE SIMPLE QUESTION D'APPROCHE!	98
4. QUELLES RAISONS POUR L'ABSTENTION MASSIVE LORS DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 1er JUILLET 2012?	100
5. SENEGAL: PEUT-ON CONJURER L'APOCALYPSE ?	101
6. APRES LE REMANIEMENT, ALLER RESOLUMENT VERS LA RUPTURE VERITABLE !	104
E) ANNEXES	106

A PROPOS DU LIVRE

Cet ouvrage est un recueil d'articles couvrant une période allant de mai 2000 à novembre 2012, correspondant aux deux mandats de notre inénarrable " président spécial ", qui nous aurait donné envie de rire, s'il ne nous avait pas souvent fait pleurer à chaudes larmes, pendant les douze longues années, au cours desquelles, il a dirigé notre pays. Néanmoins le focus a été davantage mis sur les deux cent soixante-dix-sept derniers jours de ce « règne controversé » jours allant du 23 juin 2011, date de la grandiose manifestation citoyenne devant l'Assemblée au 25 mars 2012, date du verdict final de l'élection présidentielle sénégalaise. Il aura donc fallu au peuple sénégalais, neuf longs mois d'une gestation laborieuse, pour se défaire d'un président, qui bien qu'ayant épuisé ses deux mandats légaux voulait rempiler à nouveau, contre vents et marées.

Ce florilège comprend trente-cinq contributions, toutes rédigées par le Dr Mohamed Lamine LY dit Issa, qui n'en a signé que sept de son propre nom et dix-sept autres sous le surnom de Nioxor Tine. Pour les autres, il a utilisé divers pseudonymes : Fadel, Moussa Ngom, Philippe TackoWar et Samba Sène. Presque tous ces écrits ont été publiés sur <http://nioxor.over-blog.com/> et beaucoup d'entre elles sont parues dans des quotidiens dakarois ou sur des sites web sénégalais (leral.net, senenews.com, nettali.net, pressafrik.com...etc.).

En 2000, le peuple sénégalais venait de sortir de terribles années d'ajustement structurel, qui avaient exacerbé la demande sociale, mais qui étaient néanmoins marquées par certains acquis sur le plan de la démocratie représentative et celui de l'implication de forces politiques diverses à la gestion des affaires publiques. C'est d'ailleurs cela qui facilitera la survenue pacifique de l'Alternance historique de mars 2000, sous la pression populaire appuyée par les partis d'opposition. Après avoir fait sauter le verrou du Parti-Etat socialiste cinquantenaire, qui avait pris le Sénégal et son président en otage, WADE et ses alliés disposaient, désormais d'énormes potentialités d'instauration d'une bonne gouvernance et d'une véritable émergence économique. Hélas, très vite, tous les hommes de raison se rendirent compte, que les électeurs sénégalais n'avaient pas choisi l'homme qu'il fallait pour conduire les ruptures attendues, mais devaient se contenter d'un président par défaut, qui fera main basse sur toutes les institutions de la République.

Nous espérons, qu'au fil des contributions d'un simple militant politique – et non politologue – qu'est l'auteur, qui milite depuis plus de trente ans au PIT-Sénégal, les lecteurs se feront une petite idée de la gouvernance wadiste, qui a failli faire basculer notre beau pays dans l'horreur.

**A) PREMIERE PERIODE DE MARS 2000 A
FEVRIER 2007: DU PARTI-ETAT
SOCIALISTE AU PARTI-ETAT LIBERAL,
LE TEMPS DES RENIEMENTS**

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 6

Après des décennies de lutte pour un scrutin transparent, l'élection présidentielle de 2000 a finalement satisfait à des normes minimales de régularité, malgré un fichier électoral tronqué et sous la contrainte du mouvement démocratique et populaire, permettant ainsi l'Alternance au sommet de l'Etat. Moins deux mois après le 19 mars 2000, certains observateurs avertis de la scène politique s'étaient rendu compte, que le Président WADE avait déjà tourné le dos aux engagements auxquels il avait souscrits dans le cadre du programme de la CA2000. Visiblement, le leader du PDS sous-estimait l'importance des questions institutionnelles, aidé en cela, par la dislocation du pôle de gauche.

C'est ainsi qu'on parlera de [risques de hold-up sur l'Alternance](#), braquage qui aura réussi au-delà des espérances de ses initiateurs pour le plus grand malheur du peuple sénégalais. Les patriotes véritables se sont désolés du fait, que la classe politique, à quelques rares exceptions, semblait se satisfaire d'un simple changement d'hommes à la tête de l'Etat, au lieu d'œuvrer pour une rupture radicale avec l'ancien mode de gouvernance du parti « socialiste ».

Vint alors le référendum sur la nouvelle constitution, qui allait susciter beaucoup de déception au sein des forces de gauche. En effet, hormis l'octroi de droits d'accès à la propriété pour des femmes, (sans leur garantir une réelle indépendance économique), la Constitution de WADE a surtout raffermi le pouvoir présidentiel, comme le montrent les quelques mesures suivantes :

- Maintien des prérogatives accordées au gouvernement et à son chef, qui sont chargés de matérialiser les desideratas du Président de la république, qui, seul, détermine la politique de la Nation (article 42) ;
- Fragilisation du Premier Ministre qui peut aussi bien être victime d'un vote de défiance ou d'une motion de censure de la part de l'Assemblée (article 86), que d'un limogeage de la part du Président de la République (article 49)
- Primauté de la fonction présidentielle sur celle dévolue à l'Assemblée Nationale pouvant être dissoute (article 87), par un décret présidentiel après les deux premières années d'existence, contrairement aux promesses d'instauration d'un régime parlementaire
- Dépendance du pouvoir judiciaire par rapport à celui exécutif (conseil supérieur de la magistrature sous la coupe réglée du Président de la république, maintien du ministère de la Justice).

Certains thuriféraires wadistes, surfant sur l'euphorie de début de règne commencèrent à délirer, en parlant [d'alliance stratégique du FAL](#), oubliant que les reniements et la conception très personnalisée du pouvoir de leur mentor compromettaient irrémédiablement les bénéfices qu'un processus démocratique véritable aurait pu tirer de la diversité des classes et couches sociales impliquées dans son avènement.

Le régime du président Wade, va profiter d'un état de grâce exceptionnellement long, après la chute du pouvoir du parti socialiste honni, qui n'arrivait à trouver de réponses ni à la problématique de la demande sociale, ni aux enjeux de l'approfondissement de la démocratie. Le refus du président

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 7

WADE d'initier les ruptures attendues va compliquer la tâche aux patriotes et démocrates sincères, qui, comme pris entre deux feux, [entre le marteau libéral et l'enclume socialiste](#), tenteront d'attirer l'attention des masses populaires sur le dévoiement en cours du processus de rénovation démocratique initié, le 19 mars 2000.

Lors du référendum du 7 janvier 2001, on a pu observer 94% d'approbation de la constitution sur un taux de participation de 65,74 %. Seuls trois partis (PIT, JëfJël, MDS_Niax_Djarignou) avaient appelé au boycott du scrutin référendaire, tous les autres, y compris le parti socialiste avaient appelé à voter la nouvelle constitution proposée par le président WADE. Ce contexte d'unanimité béat n'a fait que consolider les velléités dictatoriales du nouveau Président, qui s'attelait déjà à poser méthodiquement les jalons d'un « despotisme éclairé » ou « césarisme démocratique », comme il l'a avoué en 2003, dans une livraison du Figaro. Après avoir abusivement renforcé la composante majoritaire du mode de scrutin, au détriment de celle proportionnelle, promu la transhumance, en débauchant des centaines de responsables du parti socialiste, Wade va rompre avec tous ceux qui osaient contester son leadership, notamment son Premier Ministre Niasse, le 03 mars 2001, un peu plus de trois mois après le limogeage d'Amath Dansokho, le 23 novembre 2000. Il créait toutes les conditions de sa mainmise sur l'Assemblée Nationale, obtenant ainsi [une majorité écrasante, mais précaire](#).

Le dimanche 28 août 2005, alors que Dakar et sa banlieue étaient sous les eaux pluviales, subissant de très graves inondations, le Président Abdoulaye Wade tiendra un discours à la Nation, au cours duquel, il annonce son fameux plan Jaxaay. Craignant d'être sanctionné lors des élections législatives initialement prévues pour le mois d'avril 2006, Me WADE, s'adonnant à un exercice de [météorologie politique](#), décide du report de ces législatives, qu'il décide de coupler avec les prochaines présidentielles de 2007. Il faut dire, qu'à l'époque, le parti démocratique sénégalais connaît de sérieuses difficultés liées, entre autres à l'affaire des Chantiers de Thiès et à plusieurs départs de ses responsables les plus en vue. Il invoque alors comme prétexte, l'affectation du budget initialement prévu pour l'organisation du scrutin au soutien des populations sinistrées et à la restructuration des zones inondables.

Le naufrage du Joola a cristallisé la mal-gouvernance et l'amateurisme du nouveau pouvoir libéral, préférant consacrer 18 milliards à la réparation de l'avion présidentiel au lieu d'acquérir un deuxième moteur à 250 millions de francs, au profit du seul bateau assurant la liaison Dakar-Ziguinchor. Le Premier ministre d'alors, Mme Mame Madior Boye fera office de fusible, malgré son excès de zèle et son dévouement aveugle pour quelqu'un qui ne le méritait visiblement pas.

Le 6 novembre 2002, Idrissa SECK sera promu au rang de Premier Ministre, marquant ainsi ce qui devait être la restitution à un Parti Démocratique Sénégalais, qui commençait à douter et à piaffer d'impatience, de sa suprématie sur toutes les autres formations politiques. Pour rappel, depuis son accession au pouvoir, le parti du Président n'était jamais allé seul aux élections et la Coalition SOPI, à laquelle, il était partie prenante, était même devenue minoritaire dès avril 2001, n'ayant engrangé que

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 8

49,6% des suffrages, lors des élections législatives d'avril 2001. Idrissa Seck, ayant succédé à MameMadiorBoye (mars 2001 – 4 novembre 2002), dirigera deux gouvernements, dans lesquels siégeront la LD et AJ/PADS et sera finalement limogé de la Primature, le 21 avril 2004, sur la base d'un fatras d'accusations inextricables de détournements de deniers publics puis d'atteinte à la Sûreté de l'Etat. Face à l'instabilité gouvernementale chronique, au malaise social et aux tiraillements incessants entre membres du PDS, le moment semble venu d'évoluer vers de nouveaux concepts, comme celui de "[transition vers la post-alternance](#)"

1. RISQUES DE "HOLD-UP" SUR L'ALTERNANCE!

Après l'euphorie de la victoire du front pour l'alternance, le 19 mars dernier, le peuple sénégalais renoue avec le train-train quotidien et la grisaille habituelle. Pour les pantouflards, dont je suis, qui regardent beaucoup le petit écran, ce sont presque les mêmes scènes avec remplacement de certains acteurs par d'autres.

Certains se demandent encore, en entendant d'anciens barbouilleurs d'affiches ou autres maires obèses parler à la radio, si quelque chose s'est vraiment passé le 19 mars dernier. On verrait volontiers ces fossoyeurs de l'économie nationale, là-bas vers Fongolembi en train de casser des pierres dans des camps de redressement. Ah démocratie bourgeoise, quand tu nous tiens!

Et dire que c'est la reddition hâtive et sans condition d'un kleptomane électoral à un général à la retraite qui nous aura privé d'une révolution populaire.

Laquelle aurait créé des conditions plus propices à une alternance véritable. Ainsi, les partis alliés auraient pu fusionner en un vaste Front Populaire pour la Sauvegarde de la Nation. Une période transitoire de cinq ans aurait pu suivre, basée sur un programme alternatif de gauche, auquel des libéraux repentants auraient pu se rallier sans grande difficulté, suivant en cela l'héritage de Pierre-Mendès France.

Durant cette transition, des élections législatives transparentes auraient pu être organisées, opposant le Front et les nostalgiques du banditisme institutionnel d'avant le 19 mars, du moins ceux d'entre eux qui auraient échappé aux camps de pierre.

Mais voilà! Un coup de fil diabolique a transformé notre grandiose révolution de mars en simple match amical à l'issue duquel, le vaincu félicite le vainqueur. Cela ne nous facilite nullement la tâche.

Mais comme nous sommes dans un monde, qui depuis le 9 novembre 1989, a changé de base, il va bien falloir faire avec.

Comment se présente donc la situation?

Le 19 mars marque l'amorce d'un processus de changements démocratiques venus à maturité, auquel ont participé les couches sociales les plus diverses.

Il en découle une hétérogénéité politique du front pour l'alternance. L'analyse des rapports de force politiques s'établit comme suit.

On note un affaiblissement évident du parti du nouveau président. Son année sabbatique sur les bords de la Seine ne serait pas tout à fait étrangère à cette situation.

Cela n'exclut pas pour autant une perte de vitesse latente des partis alliés du pôle de gauche, victimes de l'effet « Niasse », exactement comme cela avait été le cas en 1998 avec l'effet « Djibo ».

La percée de l'AFP relève presque du miracle politique, mais elle est redevable pour beaucoup à la forte personnalité de Moustapha Niasse, dans un contexte de crise politique majeure du pouvoir en place incapable à faire face à la demande sociale croissante.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 10

L'URD, qui dès le départ se voulait un rempart contre les partis d'opposition face à l'érosion continue de l'électorat du parti socialiste a surestimé le charisme de son leader face au désir profond de changement qui animait le peuple sénégalais. Elle se retrouve aujourd'hui réduite à ce qu'elle était au départ: un courant de pensée au sein d'une famille socialiste maintenant laminée avec le prestige en moins.

Les candidats ayant misé sur la carte religieuse ou confessionnelle auront eu le mérite de permettre aux électeurs de clarifier le débat politique sur la laïcité dans le sens d'une séparation nette entre religion et Etat, même si la nécessité d'une réconciliation de la classe politique avec les valeurs de la religion dominante se trouve posée.

Malgré leur patriotisme, leur probité et leur courage indéniable, les deux candidats restants ont toujours donné l'impression d'un nombrilisme excessif, là où une œuvre qui demandait le concours de toute la Nation était en chantier.

S'il est une leçon à retenir de ces élections, c'est qu'elles ont plus traduit une volonté de rupture avec les 40 ans de règne socialiste caractérisé par l'accroissement de la pauvreté que d'adhésion explicite à des objectifs programmatiques clairement définis.

C'est ce que semble insinuer le nouveau président, quand il affirme que le débat sur les réformes institutionnelles n'intéresse que les intellectuels. Mais si on est d'accord que la période de transition est bien trop courte pour régler le problème de la demande sociale, elle peut permettre, cependant, de poser les jalons pour l'édification d'un Etat de droit caractérisé par une gouvernance de qualité. Un Etat où la responsabilité citoyenne sera promue au rang de valeur cardinale, empêchant toute possibilité de retour en arrière ou de désordre institutionnel grave nécessitant l'intervention de forces occultes tapies dans l'ombre.

Car il ne faut pas se voiler la face: les risques existent bel et bien.

Il n'est qu'à voir la fébrilité du nouvel homme fort pour insuffler de nouvelles bouffées d'oxygène à son parti, qui doit faire l'apprentissage d'un fonctionnement autonome en même temps qu'il s'initie à la gestion du pouvoir.

Malgré la réputation d'homme sérieux, intègre et patriote dont il est auréolé, Moustapha Niasse arrivera difficilement à venir à bout des vices que son parti héritera forcément du «vivier socialiste», défauts dont il est difficile de se défaire en six mois, d'autant que l'AFP est redevenue parti de gouvernement.

Victimes, tour à tour de l'effet « Djibo », puis de l'effet « Niasse », les partis de gauche ont été bien inspirés de créer le pôle de gauche, ce qui permet de recrédibiliser les valeurs de gauche bien implantées dans notre pays. Elles ont cependant été mises à mal par de longues années de querelles stériles sans oublier l'effondrement inattendu du camp du socialisme. Les quelques postes ministériels obtenus à la faveur de l'Alternance ne suffiront pas à soutenir la concurrence face aux énormes moyens matériels et financiers et aux solides amitiés internationales dont peuvent se prévaloir

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 11

les dirigeants des autres partis présents sur le terrain politique. C'est pourquoi, leur unique salut réside dans l'unité en vue la responsabilisation des travailleurs et des masses populaires qui se trouvent être leur seul rempart.

Pour conjurer les risques de hold-up de notre révolution démocratique par des forces revanchardes, il importe de ne pas sous-estimer l'adversaire.

YOFF, LE 11 mai 2000

2. ALLIANCE STRATEGIQUE DU FAL: SUR QUELLE BASE?

Il m'a été donné de lire dans la presse ces derniers jours, des articles de certains membres du FAL, véhiculant une opinion tendant à installer durablement notre pays dans une ère de règne du front pour l'alternance pour le "plus grand bonheur de nos populations". Certes, l'ardeur de certains néophytes "unitaristes" est bien compréhensible. Ralliés de la dernière heure, quand d'éminents barons du PS eux-mêmes abandonnaient le navire en perdition, ils tiennent aujourd'hui des discours dont la finalité ultime et logique semble être de saborder leurs propres partis pour se fondre dans un parti démocratique sénégalais, qui, d'une part a lui-même du mal à trouver ses repères et d'autre part, n'en demande pas tant.

La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si l'alliance stratégique du FAL constitue la meilleure formule pour mener notre pays sur la voie des changements venus à maturité. A la lumière des neuf mois de l'alternance, un certain nombre de constats s'impose.

Les bénéfices que le processus de l'alternance aurait pu tirer de la diversité des classes et couches sociales impliquées dans son avènement ont été annihilés par une conception très personnalisée du pouvoir. Le refus d'opérer les ruptures nécessaires à la survie politique de l'Alternance a brouillé les pistes et contribué à ragaillardir le camp des vaincus, qui a bien compris que le nouveau pouvoir ne disposait d'aucun plan de vol concerté. Cela explique la frilosité des couches moyennes et petites bourgeoises, quant à la nécessité de la lutte pour l'approfondissement de la démocratie, combat dans lequel les larges masses semblaient insuffisamment impliquées. En effet, au-delà du non-respect des promesses présidentielles, se pose la question de l'appropriation par les masses populaires des programmes de la CA2000, puis du FAL, ce qui aurait constitué la meilleure garantie du respect de ces engagements. Cette faiblesse de la mobilisation populaire a conduit au reniement par des dirigeants de certains partis politiques de leurs convictions antérieures.

C'est ce qui nous amène à dire qu'une des conditions essentielles de l'approfondissement de la démocratie dans notre pays (qui était la clé de voûte des changements attendus dans la période de transition), au-delà de la plus parfaite des constitutions, semble être de réconcilier éthique et politique.

Il est plus que temps que la classe politique sénégalaise apprenne à évaluer l'action politique en termes d'objectifs programmatiques à atteindre et non en termes d'avantages matériels ou de renforcement du pouvoir personnel de tel ou tel dirigeant politique. Cela doit se traduire dorénavant par le refus de s'impliquer activement dans des entreprises politiques de quelque nature que ce soit, si elles ne sont pas fondées sur des programmes et protocoles dûment signés et pas seulement préfacés. Cela permettra de garder une marge de manœuvre et une liberté de critiques positives ou négatives des actions gouvernementales.

Il est, à cet égard, encourageant de constater que les secteurs les plus liés aux intérêts bien compris des travailleurs et de la jeunesse aient été les principaux fers de lance de la lutte contre

le hold-up de l'alternance en cours, à travers le soi-disant référendum, dans lequel chaque force politique met le contenu qui lui plaît.

C'est à cause de toutes ces raisons qu'il me semble qu'une alliance stratégique du FAL ne peut exister que sur la base des éléments suivants:

- programme commun clair et précis sur des objectifs politiques identifiés qui serviront de base au travail politique de propagande en lieu et place des promesses mirobolantes pour s'attirer les bonnes grâces d'un électorat "désespéré".
- liberté pour les différents partis de se fondre dans le parti de leur choix ou de continuer à exister de manière autonome (front organique ou constitué de plusieurs entités distinctes)
- révision constitutionnelle pour équilibrer les différents pouvoirs et neutraliser les velléités de réinstauration du parti-Etat.

Telle est la modeste contribution d'un citoyen qui appelle le peuple sénégalais à s'opposer à la récupération politicienne de sa bataille pour le progrès social et la démocratie.

YOFF, le 03 janvier 2001

3. ENTRE LE MARTEAU LIBERAL ET L'ENCLUME SOCIALISTE

Les élections du 29 Avril 2001 risquent d'être les plus ouvertes dans l'histoire politique de notre pays. Mais le préalable incontournable pour un scrutin apaisé réside dans le retour des autorités du Ministère de l'Intérieur à une attitude neutre et républicaine. Les errements constatés lors du référendum de Janvier 2001 ne sauraient être excusés par l'unanimité ambiante de l'époque, ni par l'intérêt objectif de la quasi-totalité de la classe politique à des manœuvres frauduleuses garantissant un taux de participation élevé.

L'apathie de l'opposition "socialiste" ajoutée à l'aplatissement de la plupart des partis du FAL lors du référendum, avait fini par endormir l'ONEL, qui devant la réapparition de la pensée unique, s'était assoupi, à force de se demander, à quoi il pourrait désormais servir.

La bénédiction apportée par le ministre de l'Intérieur aux actes de banditisme institutionnel tendant à invalider la liste du parti socialiste à Tivaouane et à autoriser l'utilisation du portrait du président de la République sur le bulletin de vote de la liste "WAD" a fini par convaincre les sénégalais que, comme par le passé, l'administration seule ne pouvait en aucune manière garantir la sincérité du scrutin.

Les forces de l'alternance grisées par la fraîcheur des bureaux ministériels climatisés et victimes d'indigestion, à force d'avaler des couleuvres présidentielles, seront paradoxalement ramenées à la raison par l'Institution, qui des années durant, avait systématiquement entériné tous les coups de force électoraux du parti "socialiste". Il faut dire que le pouvoir "dioufiste" n'est jamais allé aussi loin et surtout pas de manière aussi grossière.

Le refus du pouvoir wadiste de mettre en œuvre les dispositions du programme de transition doublée de son intolérance manifeste à l'égard de toute force politique, qui refuse de se soumettre à lui, a généré une situation politiquement hybride qui risque d'accoucher d'une situation très complexe au soir du 29 Avril 2001.

Trois de cas de figure sont à envisager:

- la coalition "NOPI" a la majorité: les sénégalais vont découvrir l'autre et véritable visage de WADE, c'est à dire une démocratie musclée selon le principe du "mout ba mot". On assistera à la naissance d'un nouveau parti-Etat, qui pourra bénéficier de l'expertise des "taupes socialistes transhumantes".
- les partis se réclamant de la social-démocratie en additionnant leurs élus ont la majorité: la révolution démocratique initiée par la victoire du 19 Mars tourne court. Le parti "socialiste" et ses "taupes transhumantes" cachées dans l'AFP et la coalition "NOPI" empêchent la rectification du cours de l'alternance pour aller sur la voie de changements réels.
- Ni les partis de la coalition "NOPI" ni ceux se réclamant de la social-démocratie n'ont la majorité et ont besoin de l'appoint des forces de gauche pour former un gouvernement. Ici, nous pensons avant tout à la liste PIT-MSU mais aussi à celle de AND-JËF, qui devra, à ce moment-là, s'être réveillée de son long sommeil d'après-alternance.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 15

Pour consolider la cohésion nationale et obtenir des changements réels, il faudra éviter deux pièges:

- réhabiliter prématurément le parti "socialiste", qui refuse de procéder à une autocritique sincère et continue de se réclamer de l'héritage dioufiste en faisant l'impasse sur 40 ans de gestion désastreuse,
- refuser de tendre la main aux forces saines, au sein de la Coalition « NOPI », qui se sont elles-mêmes rendu compte du déficit de démocratie et de transparence dans la marche des affaires de l'Etat et du dévoiement de l'alternance en cours.

Il est encore possible d'empêcher le hold-up de l'alternance en faisant un bon usage de sa carte d'électeur!

YOFFE, le 02 avril 2001

4. UNE MAJORITE PARLEMENTAIRE ECRASANTE MAIS PRECAIRE!

Ainsi donc, en ce 29 Avril de l'an de grâce 2001, le Sénégal, notre pays aura changé de majorité parlementaire avec près de 89 députés issus de la Coalition "Sopi"!

Au-delà de la popularité réelle, dont jouit encore Me Abdoulaye Wade, cette situation peut être expliquée par plusieurs facteurs:

- le phénomène de la transhumance, qui a conduit d'anciens caciques du parti socialiste à mettre leur expertise avérée en matière de manipulation et d'achat des consciences au service des nouvelles autorités,
- la mise sous le boisseau, sur injonction du nouveau maître des lieux, du projet d'édification d'un grand parti de gauche, avec comme conséquences, la capitulation précoce et conséquente des uns et la passivité hésitante des autres, qui auront appris à leurs dépens, les risques inhérents à la pratique du double jeu en politique,
- l'esprit extrêmement conciliant de la plupart des partis membres du FAL et de l'opposition "socialiste" lors du référendum du 7 Janvier 2001, qui a permis au président de la République d'accroître ses pouvoirs et de conserver son poste de secrétaire général, dans le but de s'impliquer activement dans la dernière campagne en vue des élections législatives,
- la complicité active d'une AFP, à l'époque, pleine d'illusions, quant à l'adoption du mode de scrutin inique, en régression sur le code électoral consensuel de 1992. Le manque de clarté des positions de ce même parti sur une alliance post-électorale éventuelle avec les "socialistes" a fait surgir le spectre du retour aux affaires d'une famille "socio-démocrate" réunifiée,
- l'utilisation des positions et moyens conférés par le pouvoir d'Etat, alliant les intimidations à des promesses mirobolantes de nomination à des postes de responsabilité, sans oublier la distribution d'espèces sonnantes et trébuchantes à des paysans affamés au décours de la désastreuse campagne agricole,
- l'usage de la carte confrérique, dont témoignent les scores "senghoriens"(près de 80%) réalisés dans le département de Mbacké

C'est tout cela qui explique la discrétion, voire l'embarras de la nouvelle majorité pour exprimer sa joie après sa victoire, contrairement à l'euphorie observée à l'issue du scrutin du 19 Mars 2000. Tel un voleur de "ndeund" (tambour), qui se demande avec perplexité, où jouer de l'instrument qu'il a habilement subtilisé!

Il faut dire que, même si le président a fait mieux que le candidat, passant de 31% au premier tour de l'élection présidentielle de 2000 à 49%, la question que se posent les sénégalais est celle de savoir quel est donc le niveau de représentativité réel du parti du président.

La deuxième interrogation qui préoccupe les citoyens de notre pays consiste à se demander quelles sont donc les forces sociales qui se sont regroupées au sein de la coalition "Sopi" et quel dessein nourrissent-elles pour la nation sénégalaise.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 17

Force est de constater que la base sociale du régime de l'Alternance, telle qu'on pouvait l'évaluer au lendemain du 19 Mars 2000, s'est rétrécie au plan quantitatif passant de 60% à 49%.

Elle a également perdu en qualité, car si, à l'époque, elle reposait sur un programme de transition soutenu par des forces sociales populaires et progressistes, elle est actuellement sous-tendue par des montages politiques ayant la bénédiction d'anciens barons "socialistes" et de nouveaux larbins de "gauche", qui feront tout leur possible pour étouffer les espérances populaires nées de la victoire du 19 Mars 2000. En prévision des turbulences que la politique "sopiste" ne manquera pas d'occasionner, la seule solution viable consiste à développer une résistance aux mesures antisociales en gestation.

Il s'agira de travailler pour une véritable alternative de gauche, transcendant les états-majors politiques, loin de la Coalition "Sopi" condamnée à se désagréger, mais aussi des forces "socialistes" du passé, qui durant cette année de transition auront montré toutes leurs limites.

YOFF, mai 2001

5. METEOROLOGIE POLITIQUE (CONSENSUS FETIDES)

-  Mars 2000, sous un soleil radieux et déjà printanier, l'Alternance survient, incarnant tous les espoirs d'un peuple. Une large coalition s'est regroupée autour du nouveau président. Les députés de l'opposition, encore majoritaires au Parlement, mais intimidés par l'ampleur de la victoire du SOPI, déclarent à qui veut les entendre, qu'ils ne feront rien pour gêner le nouveau pouvoir. La voie semble largement ouverte pour mettre en œuvre le programme de la CA2000, prévoyant entre autres, l'adoption d'une nouvelle constitution pour raccourcir le mandat des députés et instaurer un régime parlementaire.
-  Mais le temps devient brumeux, traduisant les désaccords qui se font jour sur la poursuite des objectifs politiques de l'Alternance. Le nouveau maître des lieux semble plus intéressé par le renforcement de son propre parti que par la matérialisation du programme, sur la base duquel, il a été élu. Au lieu de miser sur l'élan populaire ayant permis la survenue de l'Alternance pour aller vers des politiques de rupture, les nouvelles autorités préfèrent parier sur le recrutement de mercenaires transhumants supposés être des porteurs de voix.
-  A la veille des élections législatives, le ciel se couvre complètement: l'alternance est dévoyée. La base sociale du nouveau régime a changé de nature et le programme politique ayant servi de base à son avènement est déjà relégué aux oubliettes. Il s'agit notamment de l'approfondissement de la démocratie par l'instauration d'un régime parlementaire et la séparation des pouvoirs, de l'assainissement du mode de gestion des affaires publiques...etc. La nouvelle feuille de route du pouvoir libéral est largement inspirée par les transhumants. Le mode de scrutin subit des manipulations, en vue de privilégier la composante majoritaire et la loi électorale allègrement violée, à cause de l'immixtion injustifiée du président de la république.
-  Après les élections législatives de 2001, une instabilité météorologique durable va s'installer dans notre pays. Ces élections consacrent, en effet, la perte de majorité de celui qui était appelé à devenir le leader bien aimé d'une révolution démocratique et qui préférera rester le chef d'une maffia sectaire. Les Sénégalais vivront successivement plusieurs calamités, dont la tempête ayant entraîné le naufrage du Joola, la famine en zone rurale, l'invasion de criquets, l'épidémie de choléra et enfin les inondations épouvantables de cette année.
-  Le parti du président, qui n'est déjà plus celui que les Sénégalais avaient porté au pouvoir, est en pleine déliquescence. Infiltré par des transhumants et géré selon le bon vouloir du prince, il s'est transformé en un gigantesque GIE, qui brade notre patrimoine foncier, pille nos ressources financières, regarde impassible notre peuple -c(h)olérique – se noyer dans les eaux pluviales et usées. Même nos morts, censés reposer en paix dans les cimetières de la banlieue ne sont pas à l'abri de la grande tourmente, qui secoue notre pays depuis bientôt cinq ans.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 19

Notre pays est devenu une immense décharge de MBEUBEUSS, aussi bien à cause de l'accumulation des ordures ménagères que sur le plan des mœurs politiques.

- 🌿 Dans ces conditions, l'appel des autorités à différer pour des raisons de «météorologie politique », les élections législatives pour les coupler avec celles présidentielles et à regrouper toutes les forces vives de la Nation pour lutter contre les calamités, que leur mauvaise gestion a générées ou aggravées, ne peut avoir que des relents fétides.
- 🌿 En mars 2000, toutes les conditions d'une grande et saine coalition pour sortir notre pays de l'ornière étaient réunies. En fin 2005, le peuple sénégalais souhaite tirer toutes les leçons du contre-exemple qu'a constitué le règne du président WADE, lors de la prochaine ère politique, qui sera ouverte par la défaite du camp libéral aux prochaines élections.

Yoff-Mbenguène, septembre 2005

6. TRANSITION VERS LA "POST-ALTERNANCE" OU LE DEPASSEMENT DE L'ALTERNANCE

L'alternance survenue le 19 mars 2000 n'a jamais été une fin en soi, mais simplement un moyen de résoudre les problèmes liés à la demande sociale pressante, qui a d'ailleurs eu raison du défunt régime « socialiste ». Or, à l'évidence, aucune des questions sociales brûlantes léguées par le régime précédent n'a encore trouvé de solution satisfaisante. Bien au contraire, la situation de crise aiguë régnant dans notre pays, surtout au niveau du monde rural amène beaucoup de nos concitoyens à se poser la question suivante : « A quand la fin de l'alternance ? ». C'est dire que le moment semble venu d'évoluer vers de nouveaux concepts.

Près de 41 mois après la survenue de l'alternance, après 3 gouvernements, 55 ministres et un « livre-révéléateur », il semble que le régime du Président WADE est en train de payer pour tous les raccourcis qu'il a cru devoir emprunter, à la faveur de l'état de grâce prolongé, que quarante éprouvantes années de régime « socialiste » ont rendu possible.

Des divergences de plus en plus prononcées se font jour au sein du pouvoir, dont la personnalisation excessive a permis l'implication de la famille présidentielle dans le jeu politique. Ces divergences pourraient, à terme, induire une défiance de certaines franges de la majorité parlementaire contre un gouvernement concocté par la famille présidentielle, au mépris des rapports de force au sein du parti au pouvoir et de la coalition, qui le soutient.

D'un autre côté, les politiques libérales mises en œuvre depuis le 19 mars 2000 génèrent des turbulences sociales dévastatrices, entraînant une défiance populaire de plus en plus prononcée vis à vis du pouvoir de l'Alternance, dont la marge de manœuvre se réduit inexorablement comme une peau de chagrin.

En définitive, le régime présidentiel institué après le référendum du 07 janvier 2001, a montré toutes ses limites :

- on note la persistance de l'instabilité gouvernementale, malgré la présence à la station primatoriale de personnalités, dont le dévouement au président ne devrait faire l'objet d'aucune contestation,
- l'écrasante majorité parlementaire acquise par les amis du président grâce à des tripatouillages de la loi électorale ne semble exercer aucun effet stabilisateur sur le cadre institutionnel. On assiste plutôt à une léthargie parlementaire, résultant de l'absence de contrôle sur le responsable de la détermination des politiques de la Nation. Cela réduit le parlement à une chambre d'enregistrement, susceptible d'être dissoute à tout moment par un président de la république, qui réussit, sans l'aide de personne, à renverser lui-même ses gouvernements.

Cela montre simplement, que la question du cadre institutionnel transcende aussi bien les personnalités de ceux qui ont en charge les destinées de la Nation et des liens qui peuvent les unir, que

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 21

l'ampleur des majorités réelles ou fictives, dont peut (peuvent) disposer leur(s) formation(s) politique(s) au niveau du parlement.

Face à la gravité du problème, un simple remaniement ministériel pour ouvrir le gouvernement à d'autres forces politiques est loin de régler la question.

En réalité, tout le monde doit se convaincre que la phase de transition vers la « post-alternance » est bel et bien ouverte.

Si un gouvernement d'union nationale doit vraiment être mis en place, sur la base d'un programme à respecter, il devra s'atteler aux tâches suivantes :

- atténuer les conséquences sociales néfastes des politiques actuellement mises en œuvre, surtout au niveau du monde rural
- étudier les voies et moyens d'une révision constitutionnelle réduisant les pouvoirs du Président de la République et rendant le Premier Ministre responsable devant une institution parlementaire réhabilitée.

Cela permettra de mettre notre pays dans de meilleures conditions pour faire face aux multiples défis et contraintes sur la voie du développement véritable et du progrès social.

YOFF, le 23 août 2003

**B) DEUXIEME PERIODE: DE LA "VICTOIRE
ELECTORALE" DES LIBERAUX EN
MARS 2007 A LEUR DEFAITE POLITIQUE
EN MARS 2010, LE TEMPS DES ASSISES**

Le débat sur la régularité des élections présidentielles du 25 février 2007 n'a pas lieu d'être, si on considère l'achat massif de conscience, à une échelle quasi-industrielle, auquel se sont adonné le parti démocratique sénégalais et ses alliés. Chefs religieux, militants des partis d'opposition, mandataires de la CEDA, fonctionnaires de l'administration territoriale ont sinon bénéficié des largesses des dignitaires libéraux, tout au moins subi des pressions inouïes, dans le but de permettre la réélection du président WADE au premier tour.

Ce qui a été déterminant dans la reconduction du président sortant, c'est davantage la division des partis de l'Opposition avec quatorze candidats déclarés et la passivité dont ils auront fait montre devant les manœuvres des libéraux (rétention de cartes électorales, situation plus que confuse dans les centres de vote de Touba, dans le Fatick, aux Parcelles Assainies, prolongation exagérée des opérations de vote occasionnant [des vols de nuit](#), ...)

L'organisation du sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), qui s'est tenue à Dakar du 7 au 14 mars 2008 à Dakar, a joué un grand rôle dans la réélection du président WADE en février 2007. De par les innombrables chantiers ouverts et la circulation de flux financiers, dont il s'avèrera, plus tard, qu'il s'agissait davantage de pillage du Trésor public national et de recyclage d'argent sale que de financement de la part des pays arabes, on a relativement réussi à faire miroiter des "mirages islamiques" à des citoyens pleins de bonne foi et désireux de laisser le "Vieux terminer ses chantiers". Par ailleurs, la tentative de faire de ce sommet une rampe de lancement pour le "prince héritier", Karim Wade, va lamentablement échouer. Les observateurs n'ont pas manqué de faire le parallèle entre les chantiers de l'ANOCI et ceux de Thiès. C'est précisément le désir du Président de l'Assemblée Nationale de l'époque (actuel Chef de l'Etat), qui est à l'origine de sa disgrâce et de sa traversée du désert jusqu'aux élections présidentielles de 2012, qui ont vu son accession à la magistrature suprême.

La meilleure preuve du décalage entre une victoire électorale supposée être éclatante et un malaise social persistant a été donnée par les marchands ambulants de Dakar, considérés depuis toujours par l'élite politique, comme des encombrements humains. Le 22 novembre 2007, ils vont, en effet, faire reculer un pouvoir encore auréolé de sa victoire au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 et disposant de 131 députés sur les 150 que comptait l'Assemblée Nationale. On se trouve donc en face d'une dualité : [un sommet islamique et un abîme social sans fin](#).

Il devient alors, de plus en plus urgent, pour les forces d'opposition politique de faire une introspection et d'inventer une nouvelle manière de s'opposer à une autocratie en gestation.

C'est ainsi que le Front SiggilSenegaal, en accord avec la société civile et une partie de l'opposition parlementaire, lance les Assises Nationales, qui ont été perçues par les militants de gauche et les démocrates sincères de notre pays comme une bouffée d'oxygène. Face aux dérives wadistes, qui ne constituent qu'une accentuation des recettes éculées du défunt régime socialiste, les forces

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 24

démocratiques et/ou de gauche avaient du mal à justifier leur compagnonnage avec des partenaires, qui assumaient toujours quarante années de soumission servile aux puissances occidentales, de mal-gouvernance et de tripatouillages aussi bien de la loi électorale que de la Loi Fondamentale. Les socialistes refusaient obstinément de procéder à une autocritique sincère par rapport à leurs pratiques politiques tant décriées, sans parler des conséquences à tirer sur le plan du personnel politique.

L'article – [Assises Nationales : Chants de liberté](#)– publié une semaine après la cérémonie d'ouverture des Assises Nationales, le 1er Juin 2008 est un hymne à la modestie, à l'humilité, à l'autocritique et à la priorisation des intérêts de la Patrie sur ceux partisans.

Les partis d'opposition et la société civile reprennent la main face à un pouvoir de plus en plus isolé. Il est même possible de jouer aux apprentis sorciers, en prédisant une [défaite politique de la « dynastie des Wade lors des locales de mars 2009](#).

Nous sommes près d'une semaine après la disparition du Grand Maodo, le 25 janvier 2009. Ce grand patriote, qui a été le meilleur symbole d'attachement aux intérêts de la Patrie, a la victime innocente et parfois naïve d'un complot de l'impérialisme international et de ses laquais locaux. A sa sortie de prison, en mars 1974, il reconnaît ses erreurs d'appréciation et s'allie avec le PAI, en fondant le journal AND SOPPI, qui aura apporté une contribution significative au départ de Senghor et à l'ouverture démocratique survenue en 1981, avec la reconnaissance de tous les partis politiques par le nouveau président Abdou Diouf.

La persécution dirigée contre Macky SALL, quatre ans et demi après la cabale organisée contre Idrissa SECK était sans doute liée au désir de plus en plus manifeste du Président WADE de procéder à une dévolution monarchique du pouvoir au profit d'un fils biologique moins méritant et loin d'avoir le profil de l'emploi. Si on y ajoute le malaise social persistant consécutif au pillage des ressources publiques, les innombrables scandales financiers et fonciers, il était évident que le pouvoir libéral allait au-devant d'une défaite politique majeure, d'autant que les partis d'opposition, en initiant les Assises Nationales, faisaient une offre politique plus consistante et plus alléchante.

La "[victoire amère](#)" des libéraux aux élections locales de mars 2009, commande aux patriotes de [se mettre à la hauteur des exigences populaires](#) et marque le début de la fin pour le régime libéral, de plus en plus contesté, non seulement à cause des velléités de dévolution monarchique du pouvoir, dont on l'accuse, mais aussi de la non-satisfaction de la demande sociale, qui avait été fatale au régime socialiste. La Coalition SOPI fait moins de 40% des voix et a perdu dans toutes les grandes villes et agglomérations significatives. Néanmoins, l'Opposition, malgré son implication dans la dynamique citoyenne des Assises Nationales n'est pas irréprochable. Elle fait montre de péchés habituels que sont la volonté d'accaparement et d'hégémonie, sans oublier le clientélisme, toutes choses qui, en les faisant ressembler aux politiciens libéraux, contribuaient au discrédit de la classe politique dans son ensemble.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 25

Devenu politiquement minoritaire, le président Wade, au lieu de prendre des mesures politiques idoines, comme cela se fait dans toutes les démocraties "majeures" – en participant au processus des Assises Nationales ou en faisant des concessions politiques significatives – choisit de s'enfoncer dans les méandres de la corruption et de la mal-gouvernance (affaire Alex Segura) et devient le parrain de personnages controversés et haut en couleurs (comme Dadis Camara).

Nous sommes dans la période où se déroulent le massacre du 28 septembre 2009 par la junte militaire guinéenne, l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Barack Obama, la remise d'une mallette bourrée de billets de banque à Alex Segura, les délestages intempestifs de la SENELEC, les inondations en banlieue. Devant l'ampleur de la souffrance populaire, il est permis de parler de [génocide moral](#).

C'est cela qui conduit le khalife général des Tidianes à appeler la classe politique à l'apaisement et à la concertation, à l'occasion du Gamou de l'année 2010. Néanmoins, des difficultés apparaissent, évoquant un [dialogue \(de sourds\) politique](#), liées au fait que WADE persiste dans son entêtement à instaurer une dévolution monarchique au profit de son fils (promu Ministre d'Etat, titulaire de plusieurs portefeuilles ministériels) et de son refus de prendre au sérieux le processus des [Assises Nationales](#), qui est sur le point de s'achever. Il y a également que les "Assisards" eux-mêmes peinent à mettre en pratique les généreuses idées qu'ils professent au niveau des collectivités locales qu'ils gèrent désormais.

1. ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 2007: VOLS DE NUIT

Les sénégalais ont voté et bien voté, même si au bout du compte, ils auront voté pour rien du tout ! Il y a certes, que le « dolli » nous fait courir le risque d'une overdose de « Sopi » avec naufrages, inondations, délestages, ruptures de stock de gaz et de carburant, renchérissement des prix des denrées de première nécessité. Mais la nouveauté pour ce mandat, c'est que la victime, préalablement éclairée par sept années de wadisme, semble être consentante.

UN VOTE ALIMENTAIRE ET VRAIMENT UTILE !

Le scrutin aurait été on ne peut plus transparent de l'avis même d'observateurs étranges, qui auront surtout observé durant la journée alors que les opérations de vote se sont prolongé tard dans la nuit, bien au-delà de l'heure du dîner. Et que dire d'une encre indélébile volatile spécialement conçue pour n'occasionner aucun dommage sanitaire à nos braves électeurs, surtout s'ils avaient envie de voter plusieurs fois. Les bureaux fictifs, la possession de plusieurs cartes d'électeurs, la supervision téléphonique par un ministre zélé de la République des opérations de corruption de présidents de bureaux de vote, de mandataires de la CEDA ou même de représentants de partis de l'opposition, l'octroi de visas aux bouillants jeunes hommes de Kayar, les enveloppes contenant le bulletin du candidat de la coalition Sopi 2007 échangées à Fatick contre des espèces sonnantes et trébuchantes, la promesse d'électrification de villages dans le Ndiambour, rien que chimères développées par des socialistes revanchards, qui dans toute leur vie n'ont organisé qu'une seule élection régulière, celle ayant permis leur éviction du pouvoir. Certaines mauvaises langues affirment même qu'il y aurait plusieurs cas d'indigestion en pays sérère, suite aux dîners copieux consécutifs à la rémunération d'un vote vraiment « utile ». Il est quand même curieux que l'arrêté ministériel prolongeant les opérations de vote jusqu'à 22H n'ait pas suscité plus de commentaires, alors que la phase la plus délicate des opérations électorales consiste précisément à dépouiller les bulletins de vote. La retransmission à la radio des premiers résultats pendant que certains électeurs continuaient de voter n'a-t-elle pas influé d'une manière ou d'une autre sur les résultats, en permettant à la Coalition Sopi 2007 de remobiliser ses électeurs, quitte à les faire revoter plusieurs fois, sans compter le découragement des électeurs de l'opposition face à des tendances aussi lourdes en faveur du candidat sortant. Il serait en tout cas riche d'enseignements, de procéder à une analyse des listes d'émargements et d'empreintes digitales à la suite d'un échantillonnage judicieux. Nul doute que la meilleure heure pour dépouiller les résultats des bureaux fictifs doit se situer entre minuit et quatre heures du matin, à l'heure où les génies malfaisants rôdent dans l'obscurité. Au total et comme le reconnaissent les « dollistes » eux-mêmes, il n'est pas interdit de frauder aux élections, l'essentiel étant de ne pas se faire prendre !

MAJORITE SOCIOLOGIQUE ET DECOMPTE DES VOIX

Si les élections ne sont pas considérées comme une fin en soi, mais simplement comme un moyen de constituer de nouvelles équipes bénéficiant d'une représentativité accrue et d'une plus grande adhésion

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 27

des masses populaires, on peut dire que le scrutin de Dimanche n'aura été qu'une prolongation du mandat présidentiel grâce à l'ingéniosité et au manque de scrupules des groupes dirigeants du parti au pouvoir, qui n'en ont pas encore fini avec l'accumulation primitive de capital mal acquis. Ainsi donc, l'élection n'a pas réussi à se faire le reflet des mutations sociologiques en cours dans notre pays depuis l'accession du Pape du Sopi au pouvoir depuis un certain 19 mars 2000.

Le rejet massif de la politique économique et du mode de gouvernance libéraux visible tout au long de ces dernières années par une instabilité permanente au sein de l'appareil gouvernemental, du parti-Etat et de la société dans son ensemble n'a pu se traduire par l'émergence d'une alternative crédible au pouvoir en place et cela pour plusieurs raisons, la principale étant la mise en avant d'ambitions personnelles aux dépens de programmes de rupture. S'y ajoute le refus persistant de certains cercles de l'opposition à tirer les véritables leçons de l'Alternance survenue en 2000, en termes de défiance vis-à-vis du régime socialiste quarantenaire et léthargique ainsi que de méfiance à l'endroit des personnels politiques l'ayant servi. Il faudra trouver la formule pour que les sénégalais n'aient pas l'impression, en changeant le régime de Wade, qu'ils retournent à la case départ, au risque de se voir ravir la vedette par de nouveaux et jeunes escrocs politiques, ce qui pose la question du choix d'hommes nouveaux et surtout celle d'adoption d'orientations nouvelles au sein de l'ancienne élite au pouvoir. Quant aux partis de l'ancien pôle de gauche, ils semblent gagnés par l'électorisme ambiant, se forment des destins présidentiels utopiques, au regard de leur représentativité actuelle et négligent leurs tâches d'éducation et de mobilisation des travailleurs et des masses populaires. Ils n'accordent pas toute l'attention nécessaire à l'évolution insidieuse de notre pays vers une démocratie de type censitaire (caution trop élevée, frais de campagne exorbitants) qui risque de les écarter de la compétition électorale, comme cela est déjà arrivé avec le RTA-S et le MRDS. Est-ce cela qui explique, qu'ils soient plus prompts à s'allier à des libéraux et à des socio-démocrates, à qui ils ressemblent de plus en plus par ailleurs, qu'à essayer de se regrouper et de proposer au peuple sénégalais une véritable alternative de gauche ou de peser de manière plus significative dans leurs alliances avec d'autres forces politiques.

NE PAS METTRE TOUS LES ŒUFS DANS LE MÊME PANIER !

Voilà donc le président « prodige » que nous envierions quelques pays limitrophes reconduit dans ses fonctions. Les cœurs fragiles devront encore supporter le stress d'un règne chaotique où les remaniements se font à toute heure de la journée, où les auditions à la DIC font partie intégrante des programmes d'excursions des journalistes et hommes politiques.

Aucun risque, cette fois, que le président trahisse les espoirs du peuple ou les termes d'un programme signé avec des partis de gauche. Il dispose désormais d'un droit de vie ou de mort sur tous les citoyens, à commencer par les leaders de l'opposition auxquels il promet l'emprisonnement. Il faudra bien sûr récompenser les membres de sa grande coalition constituée d'une soixantaine de partis, y

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 28

compris tous les leaders religieux qui auront lancé des « ndigëls » explicites ou voilés, même si cela n'aura pas permis de gagner Médina Baye ou Thiès.

Loin d'avoir été un plébiscite en faveur du candidat du « Dolli », il ressort de l'analyse sommaire des résultats du scrutin que 234690 voix de moins auraient envoyé le président Wade au deuxième tour. Cela correspond à peu près au nombre de cartes non distribuées ou au nombre d'inscrits du département de Mbacké qui a connu de sérieux problèmes d'organisation pendant la journée électorale du 25 février 2007 et où le candidat Wade a réalisé des scores très importants.

La constitution d'une liste unique basée sur le programme de la Coalition Populaire pour l'Alternative permettra à l'opposition de gagner la majorité des départements aux élections législatives prochaines.

Notre président « prodige » n'aura alors qu'à se soumettre ou à se démettre !

Yoff, le 05 mars 2007

2. SÉNÉGAL: UN SOMMET ISLAMIQUE ET UN ABIME SOCIAL SANS FIN.

Après un sommet islamique organisé de manière aussi peu orthodoxe que pas catholique, revoilà donc la dynastie Wade face au peuple sénégalais!

Les mesures de sécurité drastiques frisant l'Etat d'urgence, ont eu comme premier résultat visible et palpable, celui d'avoir apeuré certains dirigeants arabes, à la conscience troublée par leur proximité avec les intérêts de l'impérialisme américain.

La mise en congé forcée des élèves, étudiants, enseignants et de l'ensemble des travailleurs, qui se demandent encore pourquoi le sommet n'a tout simplement été organisé un week-end, semble suggérer que le dispositif sécuritaire digne d'un sommet du G 8 ciblait plus une menace intérieure virtuelle qu'un hypothétique danger venant de Al-Qaïda, dont certains des soutiens, bailleurs et autres taupes participaient très probablement à la conférence.

Le climat social délétère et les manœuvres politiques machiavéliques en vue du report des élections locales sont en eux-mêmes porteurs de déflagrations sociales, d'autant que des émeutes ont été récemment rapportées dans des pays géographiquement et culturellement très proches de notre pays.

Les chantiers inachevés de l'OCI, qui en rappellent d'autres, ont fini d'exaspérer les Sénégalais, qui, à l'instar de leurs députés et du président de l'Assemblée nationale, aimeraient également être édifiés sur l'utilisation des milliards engloutis par le sommet de l'OCI. Une manière de "mettre fin aux rumeurs colportées" par la presse ainsi que par les oppositions citoyenne, extra- et intraparlamentaire.

C'est cela qui fait du report des élections locales, à la veille du sommet islamique, un indice probant du fait que le pouvoir libéral a raté son pari de faire de cette manifestation, le point de départ du processus d'intronisation du prince héritier de la dynastie Wade, ce qui, en soi, est déjà un détournement d'objectif que nombre d'observateurs étrangers ont constaté et que la morale religieuse réprouve fortement. C'est dire qu'au-delà des convictions intimes des uns et des autres, les organisateurs de la Conférence islamique au sommet ont fait montre de mœurs politiques aux antipodes des valeurs qu'enseignent l'Islam et les autres grandes religions et philosophies de notre époque.

Rien d'étonnant à cela, quand on sait que les véritables musulmans et hommes de Dieu de toutes confessions, si nombreux dans notre pays n'ont pas été réellement impliqués dans l'organisation du sommet et n'ont été sollicités qu'au dernier moment, alors même que le processus montrait des signes de faiblesse. Quant aux oulémas et lettrés musulmans, qui n'ont que peu de choses à voir avec un sommet éminemment politique, certains d'entre eux se sont vu confiner dans le rôle de lecteurs de Coran grassement rémunérés ou de coursiers du prince héritier, chargés de l'agitation et de la propagande en direction du sommet.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 30

Leurs prières pour éviter au Président et à son héritier une déception lors de la conférence islamique semblent n'avoir pas été entendues par les dieux, très probablement occupés à soulager la misère des couches populaires de notre pays, plongées dans un abîme sans fin.

YOFF, le 15 mars 2008

3. ASSISES NATIONALES : CHANTS DE LIBERTE !

“Ne voudrais-tu pas m’aider à chanter ces chansons de liberté ? Parce que tout ce que j’ai, ce sont des chansons de rédemption...” D’après Bob Marley – Redemption song

La défaite du parti socialiste aux élections présidentielles de mars 2000 a été généralement attribuée à son incapacité à résoudre deux questions majeures :

- Celle de la demande sociale pressante malgré de réels efforts d’assainissement des finances publiques, selon les normes et desiderata des bailleurs de fonds et
- celle de l’approfondissement de la démocratie en dépit de l’adoption d’un code électoral consensuel, qui avait permis à l’opposition de réaliser vers la fin des années 90, des avancées certaines dans sa représentation au sein des institutions étatiques (Assemblée Nationale, Collectivités locales), lui permettant d’envisager très sérieusement l’alternance au sommet de l’Etat.

Force est de reconnaître que la victoire de l’alliance électorale de l’opposition relevait davantage d’une volonté de mettre fin à 40 ans de règne socialiste que d’adhésion explicite à des objectifs programmatiques clairement déterminés.

Le programme de la CA 2000 n’est-il pas resté jusque-là quasi-confidentiel, parce que la grande majorité de ses initiateurs semblaient s’en être détournés, sur injonction du président nouvellement élu ?

Outre les manœuvres d’intimidation ou de corruption opérées contre tous ceux qui pensaient s’opposer au bon vouloir du Prince, n’est-ce pas parce que la quasi-totalité des acteurs du champ politique et de la société civile, (y compris d’éminents acteurs des présentes Assises) semblaient comme envoûtés par les combines du Président Wade, que le vote quasi-unanime de la Constitution du Président Wade (aux antipodes des principes d’approfondissement de la démocratie) lors du référendum du 07 janvier 2001 a été possible ?

Est-il permis de penser que ce sont les quarante années de règne du Parti-Etat socialiste, auquel on militait moins par conviction idéologique que par opportunisme pragmatique, qui n’auront pas aidé à la différenciation idéologique au sein du champ politique sénégalais ?

Cet état de fait n’a-t-il pas facilité le refus des autorités d’après-alternance d’opérer les ruptures nécessaires à la survie politique de l’Alternance, ce qui a brouillé les pistes, entraînant une absence de lisibilité des différents projets politiques en compétition ?

Cela n’a-t-il pas ainsi permis la transhumance massive de responsables socialistes vers les prairies bleues ?

Les vaincus du 19 mars 2000 ne pêchent-ils par excès d’orgueil en ce qu’ils continuent de refuser de procéder à une autocritique sincère, en se réclamant de l’héritage UPS-PS et en faisant l’impasse sur le rejet par le peuple sénégalais des pratiques politiques du régime socialiste quarantenaire ?

Les multiples retouches à la Constitution dans la période pré-alternance (amendement Niadiar Sène, érection d’un Sénat, suppression de la limitation des mandats présidentiels, défenestration de présidents d’assemblées nationales...) n’ont-elles pas constitué de mauvais exemples pour des politiciens mal intentionnés ? Le pouvoir wadiste n’est-il pas un bon élève du régime de Diouf, même s’il a beaucoup moins de génie ?

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 32

Les partis de l'ancien pôle de gauche n'ont-ils pas négligé leurs tâches d'éducation et de mobilisation des travailleurs et des masses populaires ?

La dispersion des partis d'opposition n'a-t-elle pas favorisé le coup de force électoral de février 2007 ? Au bout de huit années de règne du président Wade, qui était censé résoudre les questions liées à l'approfondissement de la démocratie et à la demande sociale, on se doit à la vérité de reconnaître que notre pays a reculé sur ces deux questions. S'y ajoute que des phénomènes tels que l'impunité des auteurs de crimes aussi bien crapuleux qu'économiques consacrée par la loi EZZAN, la boulimie foncière, la discrimination entre religions et confréries, la violation des droits des travailleurs doublée de la corruption de certains leaders syndicaux, la destruction systématique de moyens de subsistance des couches les plus vulnérables (paysannerie pauvre, acteurs de l'économie populaire urbaine et informelle) et la création artificielle d'une caste de nouveaux riches ont conduit notre pays au bord de la désintégration sociale.

Le mode de gestion autocratique des affaires de la Cité et la perte de confiance des acteurs politiques dans le processus électoral ne laissent entrevoir aucune perspective de sortie pacifique de la crise multisectorielle traversée par notre pays.

Peu importe par ailleurs que la faute en incombe entièrement ou partiellement au pouvoir libéral. Ce qui compte, c'est qu'on rende au peuple sénégalais le droit - dans le pire des cas- de se tromper encore une fois, comme il l'a fait en 2000 en choisissant, en toute liberté, les programmes et les dirigeants qu'il pense aptes trouver une véritable solution de sortie de crise.

C'est là tout le sens des Assises, qui en privilégiant l'approche « bottom-up » (du bas vers le haut) font précisément des couches populaires les véritables arbitres du jeu politique face à une élite (partis politiques, société civile, ancienne et nouvelle générations...) qui porte une lourde responsabilité dans l'impasse dans laquelle se trouve actuellement notre pays et qui pense que l'heure de la rédemption a sonné !

YOFF, le 08 Juin 2008

4. LOCALES 2009: VERS LA DEFAITE POLITIQUE DE LA « DYNASTIE » DES

WADE

Au moment où le pouvoir libéral amorce la dernière ligne droite menant vers sa décadence et sa déchéance ultimes, il n'en continue pas moins d'user de ses vieilles recettes consistant à manœuvrer et à se servir de l'appareil d'Etat pour neutraliser des adversaires, qui risquent de lui disputer l'électorat traditionnellement acquis à la mouvance libérale. En témoigne la cabale organisée contre l'ancien directeur de campagne du candidat Wade aux élections présidentielles de février 2007, ex-premier ministre et ex-président d'une Assemblée, dont la naissance était frappée, dès le premier jour du sceau de l'illégitimité.

S'il est une leçon à retenir de la disparition du président Mamadou Dia, auquel nous rendons un hommage sincère, c'est bien qu'il a eu le courage politique de procéder à une autocritique franche, contrairement non seulement aux différentes composantes de la famille socio-démocrate, si pressés de revenir aux commandes de l'Etat sénégalais, mais aussi aux anciens Premiers Ministres du Président Wade, dont on n'arrive pas toujours à déterminer, si leurs divergences d'avec leur ex-mentor sont d'ordre crypto-personnel ou relèvent de désaccords profonds et substantiels sur la conduite des affaires de l'Etat sénégalais.

Le dernier communiqué du gouvernement sur la situation scolaire, venant à la suite de l'admirable lutte des imams de Guédiawaye et des légitimes revendications de la jeunesse kédovine est révélateur de l'état d'esprit du gouvernement libéral qui semble se replier sur la défensive, reconnaissant aux partis d'opposition, que le président n'hésitait pas, il n'y a guère longtemps, à qualifier de poltrons et de couards, l'initiative de luttes sociales si importantes qu'elles méritent d'être traitées en conseil des ministres.

La bienveillance dont bénéficiait le pouvoir libéral au niveau du peuple sénégalais, s'est volatilisée face à une situation sociale dramatique, occasionnée par un état de quasi-banqueroute financière, essentiellement due au train de vie dispendieux de l'Etat et aux coûts exorbitants induits par un clientélisme politique onéreux. L'ampleur du dérèglement des finances publiques, se manifestant entre autres par une colossale dette intérieure remet au goût du jour les plans d'ajustement structurel de triste mémoire !

Dans le même temps, le pouvoir libéral acculé se voit contraint de dévoiler les mécanismes de transmission illégale du pouvoir à un héritier politique illégitime, mécanismes contre lesquels des secteurs de plus en plus larges du pouvoir libéral émettent les plus sérieuses réserves. C'est ainsi que se développent des scissions et de nouveaux courants aux dépens du parti libéral dominant, qui se trouve dans l'incapacité d'absorber de nouvelles forces mises à disposition par de vieux complices discrédités et censées le fortifier. Les multiples listes parallèles et autres mouvements de défiance que ce soit à Diourbel, Oussouye ou aux Parcelles Assainies sont là pour

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 34

attester, qu'au-delà des chapelles politiques, le Sénégal qui a connu plusieurs Républiques dans la période pré-coloniale (au Fouta, chez les Lébous...), n'est pas prêt pour accepter l'instauration d'une nouvelle dynastie, dont le seul mérite aura été de faire reculer notre processus démocratique de plusieurs décennies, de défigurer notre Constitution et de mettre les finances publiques dans un état lamentable !

Les prochaines élections locales de mars 2009 offrent à l'opposition l'occasion d'une « **dernière confrontation démocratique** » avec le pouvoir libéral, dont les sénégalais ont fini de se détourner. Il faudra donc, après la tenue d'élections régulières, tirer toutes les conséquences politiques d'une défaite politique du pouvoir libéral.

Cela induit en premier la recherche de consensus forts au sein de la classe politique, mais aussi de la société civile tels qu'ils pourront émerger des Assises Nationales (regroupant l'ensemble des forces vives de la Nation, à l'exclusion du pouvoir libéral et de ses satellites) sur la voie d'un gouvernement de transition vers de véritables consultations électorales libres et démocratiques, d'où seront issues des Institutions fortes, légales, légitimes et aptes à remettre le pays sur la voie d'un développement économique durable.

YOFF, le 1^{er} février 2009

5. LOCALES 2009 : SE METTRE A LA HAUTEUR DES EXIGENCES POPULAIRES !

UNE “VICTOIRE AMERE” DES LIBERAUX

Malgré les allégations du ministre de l'Intérieur, selon lesquelles, la Coalition SOPI 2009 serait sortie victorieuse des récentes élections locales avec 38,73% des suffrages exprimés et 56,71% des collectivités locales, l'opinion communément admise au sein de la classe politique, toutes sensibilités confondues, est que le président Wade et son régime viennent d'essayer une défaite politique majeure. Ce qui, par ailleurs, ne clôt pas le débat sur la fiabilité du fichier électoral en raison même de la nature locale du scrutin, dont l'importance est moindre que celle de la future élection présidentielle de 2012. C'est pourquoi, il est indispensable comme le reconnaît le Chef de l'Etat lui-même, lors de son discours à la Nation, à la veille de la fête de l'Indépendance de 2009, de “surveiller ce fichier” après l'avoir testé et validé.

Il n'est pas inutile de rappeler que le gouvernement libéral aura, au cours de ces deux dernières années, multiplié les embûches sur le chemin menant vers les élections locales, allant des multiples reports arbitraires des dates du scrutin au morcellement de la carte électorale en passant par le refus de se plier aux règles du jeu telles qu'édictees par les organes de régulation, que ce soit la CENA (forclusion des listes de la coalition SOPI 2009 à Ndoulo et Ndingy) ou la CNRA (couverture par la R.T.S. de la prétendue tournée économique du président Wade à la veille du scrutin).

Il n'a pas toujours été possible à l'opposition, dont le personnel politique avait perdu ses positions antérieurement acquises au Parlement, à la suite du boycott héroïque des dernières élections législatives, de disposer de la logistique et des moyens matériels et financiers nécessaires pour aller aux quatre coins du pays, acquérir toutes les pièces administratives utiles à la confection des listes dans toutes les collectivités locales, collectivités dont le nombre avait été démultiplié lors de la dernière réforme territoriale. C'est cela qui explique l'absence de listes des partis d'opposition dans plus de cent collectivités locales. C'est dire l'incongruité des calculs de la CAP21, qui se proclame arithmétiquement vainqueur d'élections où elle aura subi une lourde défaite politique reconnue par le président Wade himself, qui dit dans son discours du 03 avril avoir compris le message exprimé par les électeurs à savoir «le besoin de changement réel dans la gouvernance et une satisfaction des besoins populaires ».

Même si le taux de participation global estimé à 55,69 % paraît acceptable, il semble qu'on ait plus voté ou plus “fait voter” en zone rurale, là même où le contrôle citoyen a été le moins draconien et où les possibilités de fraude étaient donc les plus aisées.

L'UNITE DANS LA DOULEUR

La constitution des listes elles-mêmes a été pénible au niveau de tous les partis et de toutes les coalitions, essentiellement à cause de rivalités stériles ne portant que sur des questions de positionnement. Au bout du compte, le choix des candidats a davantage répondu à des critères de répartition des quotas entre forces politiques, qu'à la nécessité de confectionner une liste cohérente comprenant des personnalités connues pour leur dévouement à la cause de leur communauté et

reposant sur de solides bases programmatiques et un esprit d'équipe. La boulimie des partis politiques, dont la voracité était inversement proportionnelle à leur représentativité réelle, aura d'ailleurs empêché en maints endroits la jonction avec des secteurs importants et dynamiques de la société civile.

MAJORITE NE RIME PAS TOUJOURS AVEC REPRESENTATIVITE

La recherche de consensus forts constitue la meilleure démarche dans le cadre de la gouvernance locale. Or, cette dynamique est fortement compromise par le mode de scrutin majoritaire à un tour qui, s'il permet effectivement à la liste arrivée première d'obtenir une majorité stable au sein du conseil municipal, ne règle pas du tout le problème de légitimité et de représentativité des conseils de collectivités locales. L'instauration d'une proportionnelle intégrale ou à défaut d'un scrutin majoritaire à deux tours, obligerait les différentes forces en présence à s'entendre sur un projet consensuel réaliste et non populiste, loin des préoccupations politiciennes de toutes sortes. Plaçant le citoyen et lui seul au centre des préoccupations des conseils de collectivités locales, la négociation permettrait de garantir la durabilité des actions au niveau local et de prendre en compte la diversité des divers pôles de pouvoirs locaux, afin de développer des procédures d'échanges, de concertation et de négociation entre ces pôles d'influences.

Même si les présidents des collectivités locales nouvellement élus essaient de trouver une parade consistant à convoquer, après leur "victoire électorale", des fora ou ateliers pour élaborer de manière "consensuelle" un programme de développement de leur collectivité locale, certains d'entre eux, surtout ceux proches des milieux du pouvoir sont rattrapés par leurs pratiques d'achat de conscience ou de clientélisme politique, qui ne les prédisposent aucunement à une démarche participative ni à une mobilisation communautaire si indispensables pour conduire des fora et autres Etats Généraux dans telle ou telle collectivité locale.

L'éviction des leaders naturels de la communauté par des responsables politiques "préfabriqués" à coups d'espèces sonnantes et trébuchantes, crée un hiatus entre la démocratie représentative formelle (telle que symbolisée par le processus électoral) et la légitimation de l'action publique locale par le développement de la participation communautaire et la construction progressive de la citoyenneté.

Par ailleurs, on a noté, au-delà des forces politiques traditionnelles, une intrusion de nouvelles forces. Si on peut se féliciter des progrès enregistrés par des listes citoyennes et/ou écologistes, on peut s'inquiéter de la kyrielle de listes de candidatures confectionnées sur des bases communautaristes et/ou ethnocentristes, qui ont pu fausser le sens de cette consultation électorale. Cela pose la nécessité d'encadrer la légitime revendication des organisations de la société civile de participer sans aucun parrainage d'organisations politiques aux élections locales, en raison des risques de renforcement des tendances séparatistes ou centrifuges dans certaines régions de notre pays.

EFFORTS VERS L'UNITE DE L'OPPOSITION

Après les errements de la présidentielle de 2007, au cours de laquelle, l'absence d'unité de l'opposition aura facilité le hold-up électoral de la Coalition SOPI, face à l'indifférence générale d'un électorat désorienté, l'opposition a eu à subir les douloureuses conséquences de son courageux boycott des législatives face à un pouvoir libéral, qui ne lui a fait aucun cadeau, mais qui a été rattrapé par la

détérioration de la situation sociale et son isolement croissant dû à ses violations répétées des principes de bonne gouvernance.

Cela a conduit l'opposition parlementaire et la société civile à se rapprocher de plus en plus des positions de l'opposition extra-parlementaire "boycotteuse", qui libérée de l'effet anesthésiant du parlementarisme bourgeois et de plus en plus impliqué dans les batailles autour de la défense des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance, lancera l'initiative des Assises Nationales. Ainsi, le ras le bol généralisé contre la détérioration du pouvoir d'achat des larges couches populaires et la mal-gouvernance devront faire le lit de profondes convergences pour mettre en pratique les conclusions issues des Assises Nationales, au sein des nouveaux espaces politiques conquis par l'opposition et la société civile.

Il faudra s'opposer, dans le cadre d'une "nouvelle camaraderie", de manière ferme mais sans aucune animosité, aux rivalités stériles de certains partis membres de la coalition de Bennoo Siggil Sénégal, qui ne semblent pas avoir tiré toutes les leçons de leur mésaventure de février 2007, de même qu'ils doivent rompre avec leurs velléités hégémoniques et placer leurs aspirations étroitement partisans après la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir libéral.

Au plan du renouvellement du personnel politique, il faudra également prendre en compte l'irruption sur la scène politique d'une nouvelle génération de managers (hommes politiques, leaders de la société civile). Il y a aussi la nécessité pour tous les partis politiques d'en revenir à des normes de fonctionnement plus en adéquation avec la maturité citoyenne, dont le peuple sénégalais a une nouvelle fois fait preuve.

La coalition Bennoo Siggil Sénégal, victorieuse dans plusieurs collectivités locales importantes de notre pays doit comprendre, qu'elle sera dorénavant redevable devant les électeurs de la politique locale au niveau des collectivités qu'elle a gagnées, dans la mesure où il y a une co-responsabilité entre les Institutions aux niveaux central, régional et local.

YOFF, le 21avril 2009

6. GENOCIDE MORAL

Regardons les choses en face!

Le « père spirituel de Dadis » est congénitalement inapte à mener un dialogue politique avec les forces de l'opposition démocratique. Combien de fois n'a-t-il pas « fusillé » des opposants?

Certes pas avec des « kalachnikov », comme le 28 septembre dernier en Guinée ! Mais avec des mallettes pleines de billets de banque ! Avec des promesses de nominations à des postes de ministres, députés, sénateurs ou PCA ! Avec des menaces de convocations à la DIC, de séjour à la Citadelle du Silence ! Si vous ne le croyez pas, demandez donc à Alex Segura ! Demandez donc à ces « pseudo-marabouts », dont certains iront jusqu'à oublier l'heure de prière du Vendredi, pendant que d'autres ne prendront même pas le temps d'enterrer leurs morts avant de se lancer dans des batailles de succession ! Demandez aux anciens « socialistes », aux faux progressistes, aux actuels « rewmistes » et même aux maoïstes et ex-apparatchiks ! Autant de « cadavres politiques et moraux », qui n'osent et ne peuvent même plus se regarder dans la glace ! Combien de « zombies » nous entourent ! Bien que respirant encore, ils ont perdu toute leur humanité victime de « coups de poignards virtuels » innombrables et fatals.

Qu'attendent donc les Nations-Unies pour reconnaître le « génocide moral » qui se déroule sous nos yeux ? Quand est-ce qu'une « force d'interposition morale » viendra-t-elle pour empêcher l'extermination éthique de notre peuple ? Quelle différence entre un « tyranneau africain » exterminant son propre peuple et le Président d'une Nation hautement civilisée et démocratique exterminant les peuples irakien et afghan ? Pourquoi le Prix Nobel de l'Ethique n'est-t-il pas attribué ? Et quand est ce que l'heureux bénéficiaire, qui ne devra pas être le président d'une Nation en guerre contre des peuples pacifiques, interviendra-t-il pour demander la destitution des pouvoirs corrompteurs et génocidaires « moraux » ?

Quelles peines devra-t-on appliquer aux « violeurs de constitutions » ? Que risquent ceux qui se seront rendus coupables de banaliser les Institutions ? N'y a-t-il rien de prévu pour ceux qui sont responsables d'instabilité gouvernementale chronique ? Que dire de la ségrégation basée sur la préférence confrérique ? La patrimonialisation et le népotisme peuvent-ils être passés par pertes et profits ? Le pillage du patrimoine foncier des communautés et collectivités serait-il un délit mineur ?

Les inondations dues à des pluies naturelles ou artificielles et l'obscurité due à des délestages planifiés ou intempestifs empêchant le peuple sénégalais de se livrer à des actes de « dévotion et de réflexion profonde » durant le mois béni de Ramadan ne revêtent certes aucune importance particulière. Sortir des chars de combat contre des manifestants excédés, tenaillés par la faim et la soif durant le mois béni du Ramadan ne veut rien dire du tout, même si sous d'autres cieux, les terroristes les plus impitoyables observent une trêve.

S'abstenir de se servir des nouveaux espaces politiques conquis à la faveur des élections locales du 22 mars 2009, comme de tremplins et de leviers pour le développement des luttes sociales et

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 39

politiques dans les grands centres urbains peut être considérée comme une démarche de « haute portée républicaine ». De même que l'est le fait de quémander un dialogue politique à un pouvoir, qui en l'absence de pression populaire significative, continue à fouler aux pieds les normes et principes d'une démocratie digne de ce nom.

En attendant une bavure « politiquement et internationalement incorrecte » des forces de sécurité ?

YOFF, le 17 Octobre 2009

7. ASSISES NATIONALES ET DIALOGUE DE SOURDS POLITIQUE

D'une certaine manière, les Assises Nationales ont d'abord eu une fonction de « ndeup national » devant permettre à certaines franges de la classe politique de faire acte de rédemption et de régler leurs comptes avec une conscience troublée au cours de vies antérieures tumultueuses. C'est ce qui rend irrecevable le discours de certains socialistes nostalgiques, cherchant à nous décrire la période pré-alternance de 2000 en des termes élogieux. Or, c'est précisément l'incapacité du régime de DIOUF à résoudre les questions liées à la demande sociale et à l'approfondissement de la démocratie et à juguler le phénomène de la corruption, qui a été à l'origine de sa défaite. Les socialistes défaits ont fait preuve d'un fair-play digne de respect, qui ne devait pas, pour autant constituer un sésame pour une absence de reddition de comptes des responsables les plus en vue et empêcher de procéder à une évaluation politique des quarante premières années de notre "indépendance nationale".

MAGNANIMITE OU AUTO AMNISTIE ?

Il faudra simplement retenir, que la supposée magnanimité des nouvelles autorités de l'Alternance désireuses de jeter à la poubelle de l'Histoire les crimes économiques et de sang, comme l'illustre la loi EZZAN, peut maintenant être comprise comme "alibi par anticipation" pour leur pillage inégalé des ressources foncières, minières et touristiques, sans oublier les agressions et autres bavures policières. Ainsi, ils ne vont pas hésiter, une seule seconde, à propulser d'anciens barons socialistes, connus pour être des délinquants économiques notoires à la tête des instances de leur Parti ou de prestigieuses institutions gouvernementales, dans le seul but de se maintenir au pouvoir, en poursuivant et en amplifiant les pratiques de clientélisme politicien et de violation des normes de fonctionnement démocratique de la Nation, autant de questions sur lesquelles le régime socialiste précédent, sous la pression des forces démocratiques, avait fini par opérer certains reculs.

Le non-respect des termes de l'accord signé avec les Partis de la CA2000 et la non-prise en compte des aspirations populaires pour une réponse plus appropriée à la demande sociale et aux enjeux de l'approfondissement de la démocratie ont conduit le pouvoir wadiste dans une impasse, qui le fait de plus en plus ressembler une dictature centrafricaine.

On a voulu faire de l'Alternance une fin en soi, et non un mode de respiration normale de toute démocratie digne de ce nom. Plusieurs projets, dont le plus en vue est celui pompeusement baptisé « Monument de la Renaissance Africaine », mais aussi le grand flop constitué par la répétition générale de la grande manifestation pour le Cinquantenaire de nos Indépendances, l'implication systématique des membres de la famille présidentielle dans la marche des affaires de la Nation, les innombrables retouches à la Constitution sont autant d'indices traduisant une régression démocratique majeure dans notre pays.

L'intrication de plus en plus prononcée entre affaires d'Etat et questions religieuses et l'entêtement à vouloir mettre en place une dynastie à la togolaise semblent plus militer pour un affrontement des forces sociopolitiques dans des termes qu'il est impossible de cerner à l'heure actuelle que pour une pacification du champ politique, malgré ce qu'en pensent certaines forces maraboutiques.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 41
BENNO SIGGIL SENEGAL FACE A LUI-MÊME!

L'unilatéralisme dans la gestion du processus électoral et le mode solitaire de gestion du pouvoir doublé d'une absence de lecture des signaux politiques provenant des masses populaires ont conduit le pouvoir libéral dans un isolement total.

A contrario, les forces politiques d'opposition, dans une approche de dépassement remarquable, de concert avec d'importantes franges de la société civile et du patronat local ont réussi à rassembler diverses couches de la société et à mener à bien l'entreprise citoyenne exceptionnelle que constituent les Assises Nationales.

Curieusement, dans le même temps, pendant la période pré-électorale ayant précédé le scrutin du 22 mars, la constitution des listes de candidats s'est réalisée dans la douleur. Des rivalités stériles ne portant que sur des questions de positionnement et de répartition de quotas entre forces politiques, ont pris le pas sur les exigences de confection d'une liste cohérente avec des personnalités connues pour leur dévouement à la cause de leur communauté et reposant sur de solides bases programmatiques et un esprit d'équipe.

La défaite politique essuyée par le camp libéral au soir du 22 mars 2009 de même que les bonnes performances électorales réalisées par les forces sociales gravitant autour des Assises est un indice probant de la pertinence de la nouvelle démarche adoptée par les partis du Benno Siggil Sénégal. L'approche inclusive, l'exigence de transparence, l'éradication du clientélisme politicien, la consolidation de la démocratie participative sont quelques-uns des points d'accord issus des Assises, mais que les nouvelles Collectivités Locales dirigées par Benno ont dû mal à traduire dans les faits. Or, les Sénégalais, qui ont fait preuve de suffisamment de maturité en mettant le holà sur les lubies monarchistes de Wade suivent de très près et de manière critique la pratique politique des forces politiques se réclamant de la dynamique des Assises, dont certaines n'ont pas toujours été exemptes de reproches lors des mandats qu'ils ont eu à exercer, avant ou après l'Alternance, et même dans un passé très récent. C'est pourquoi, il faut saluer les efforts du Comité National de Pilotage (CNP) du 6 MARS 2010, qui visent à œuvrer pour la relance du travail des Assises Nationales, « dont les conclusions constitueront la vision des parties prenantes au bilan du cinquantenaire de l'indépendance du Sénégal. » Seul un engagement ferme et sérieux sur la Charte de gouvernance démocratique ainsi que la volonté politique de matérialiser les conclusions des Assises, aux niveaux local, régional et national permettront aux Sénégalais d'identifier les forces désireuses de se battre pour un changement véritable dans notre pays. Et comme le dit si bien Justin MENDY : « Non, les Assises Nationales ne sont pas terminées ! »

COMMENT EN FINIR AVEC LA DYNASTIE WADE?

La candidature unique reste la plus efficace pour mettre fin au règne de WADE, dans la mesure où un pouvoir politiquement minoritaire peut fausser le jeu démocratique classique par la neutralisation des forces féodales et religieuses, des leaders syndicaux, de l'administration territoriale et des forces de sécurité nationale, que ce soit par l'intimidation, la flatterie ou la corruption. Néanmoins, l'unité des

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 42

forces d'opposition autour d'un programme pertinent devra constituer le socle sur lequel devra être bâtie une alternative démocratique, populaire et civile. Ce programme devra être centré sur les conclusions des Assises en vue d'opérer les changements démocratiques venus à maturité depuis plus d'une décennie, mais bloqués par le pouvoir wadiste.

La saine concurrence entre les diverses forces politiques de notre pays, loin de constituer un sujet de préoccupation entre dans le cadre normal de la vie politique dans tous les pays. Cette compétition, pour pouvoir se dérouler dans des conditions d'équité, nécessite cependant des préalables excluant l'accaparement de l'appareil d'Etat par le parti au pouvoir, comme c'est le cas actuellement au Gabon, au Togo et dans notre pays, pour ne citer que ceux-là. Tant que les conditions d'une bienveillante (et toujours relative) neutralité de l'appareil d'Etat, ne sont pas réalisées, il est illusoire de penser que les joutes électorales se feront dans la régularité et la transparence.

Il reste maintenant à savoir si ce sont les questions de personnes ou celles ayant trait à l'adoption commune d'un programme alternatif cherchant à évincer le régime wadiste du pouvoir, qui sont à l'ordre du jour dans la longue marche de notre peuple vers toujours plus de liberté, de justice et de bonheur.

YOFF, le 13 mars 2010

C) TROISIEME PERIODE DU 19 MARS 2011
AU 25 MARS 2012 : LE TEMPS
DESREVOLTES CITOYENNES

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 44

Le contexte, en ce mois de mars 2011 est marqué par l'émergence du mouvement Y'EN A MARRE, né deux mois auparavant, la chute du régime de Ben Ali en Tunisie et les affrontements épiques à la place TAHRIR en Egypte, sans oublier la crise ivoirienne. Au plan intérieur, on note un bouillonnement lié à l'approche des élections présidentielles de 2012. Sidy Lamine Niasse, dirigeant du groupe de presse Walfadjri, la coalition BennooSiggilSenegaal regroupant plusieurs partis d'opposition, les jeunes de Y'EN A MARRE et le PDS envisagent d'organiser des rassemblements, le 19 mars 2011, pour fêter l'an XI de l'Alternance. On note également une implication de plus en plus marquée de personnalités de la société civile dans la bataille pour le respect de la Constitution et contre la candidature illégale et illégitime de WADE. L'inconscient collectif des peuples africains en général et sénégalais en particulier, est fortement marqué par le printemps arabe. C'est ainsi, qu'outre le désir de reproduire la symbolique de Tahrir à la Place de l'Indépendance de Dakar, [il semble flotter comme un parfum de jasmin sur Galsen.](#)

Le samedi 19 mars 2011, peu après minuit, Mr Cheikh Tidiane SY, ci-devant, tout puissant Ministre d'Etat, ministre de la Justice, Garde des Sceaux annonce la découverte "d'un complot visant à la réalisation d'un coup d'Etat tué dans l'œuf". Et de citer les noms de jeunes militants de partis d'opposition censés avoir trempé dans cette conspiration imaginaire, parmi lesquels Cheikh NDAO, responsable des fans club de Walfadjri, Moustapha Ndiarré FAYE, responsable dans Mouvement National des Etudiants Socialistes (MNES), Hervé Bangar du MEEPIT, etc. [La déclaration nocturne du ministre de l'Intérieur](#), apparaît aux yeux de l'opinion comme irresponsable, d'autant qu'elle n'aura aucune suite juridique tangible, donnera lieu à de vigoureuses protestations des partis d'opposition et organisations de la société civile. Les différentes manifestations prévues se dérouleront, comme prévu et sans violences ni heurts, démontrant ainsi la maturité des citoyens sénégalais.

En juin 2011, le Président WADE fait adopter en Conseil des Ministres un projet de loi constitutionnelle instituant « le ticket de l'élection simultanée au suffrage universel du président et du vice-président de la République » et permettant au ticket venant en tête de l'élection et réunissant au moins 25% des suffrages exprimés de remporter la compétition électorale, ce qui équivaut à la suppression de fait du deuxième tour de l'élection présidentielle. Cette tentative de "coup d'Etat constitutionnel" était une reconnaissance de fait, par le président WADE de ce que les élections locales avaient déjà montré, à savoir que le PDS était devenu minoritaire. Cette forfaiture constituait un jalon de plus vers la dévolution monarchique du pouvoir à un héritier, que WADE envisageait de se choisir. Mais le peuple souverain opposera une fin de recevoir catégorique à cette grossière tentative d'escroquerie politique, en cette mémorable journée du 23 juin 2012, en sommant les libéraux de choisir entre des [élections \(pacifiques\) ou l'explosion sociale.](#)

Après la journée historique du 23 juin 2011, le camp libéral, au lieu de tenter de dénouer cette crise politique majeure et inédite depuis mars 2000, persiste dans le déni de la réalité et un [entêtement](#)

[suicidaire](#). Evoquant tour à tour l'effet de surprise ou la manipulation d'une jeunesse naïve par des politiciens cyniques, ils promettent de se venger de l'affront que leur aurait infligé le peuple souverain !

En vérité, cette atmosphère insurrectionnelle, venant après la défaite politique subie par les libéraux, lors des élections locales de mars 2009, ne faisait que traduire le ras-le-bol du peuple sénégalais devant tous les abus subis pendant les onze dernières années.

Le président WADE, traumatisé par la révolte citoyenne du 23 juin 2012, s'était littéralement emmuré dans son palais pendant trois semaines. Ceux qui espéraient, qu'au sortir de sa retraite, il allait revenir à la raison, poser des actes majeurs, comme le limogeage de ses ministres controversés, sa propre démission ou la renonciation à un troisième mandat, vont vite déchanter. Ce 14 juillet va désormais symboliser le jour du Grand Reniement pour Abdoulaye Wade, qui en postulant pour un troisième mandat renie sa déclaration publique faite au lendemain des présidentielles de 2007, devant toutes les télévisions du monde et dans laquelle il avait confirmé, qu'il entamait son deuxième et dernier mandat. Il ira jusqu'à défier l'Opposition, en proposant l'organisation d'élections anticipées. En réponse au discours provocateur d'un tyran en fin de règne, certains secteurs de l'opinion lui posent la question suivante : [élections anticipées ou retraite anticipée ?](#)

[GoodbyeAblaye](#) comme d'autres auraient dit Goodbye Lénine ! Il est venu le temps des adieux, monsieur le Président ! La journée du 23 juillet 2011 était attendue autant par le pouvoir libéral que par l'Opposition. Elle intervenait, en effet, juste un mois après la fameuse journée du 23 juin 2011, au cours de laquelle, le peuple mobilisé devant l'Assemblée Nationale avait contraint le régime wadiste à battre en retraite. Il s'agissait, donc, de savoir, surtout après la mise sur pied du Mouvement du 23 Juin (M23) matérialisant la jonction des partis politiques de l'Opposition avec le mouvement citoyen et les organisations de la société civile, s'il s'agissait d'un simple accident de parcours comme semblait le croire Me WADE ou d'une lame de fond dans le processus de prise de conscience citoyenne. C'est durant le meeting libéral à la VDN, que le Président WADE, après avoir tergiversé sur l'opportunité de limoger le Ministre de l'Intérieur, a finalement décidé d'ériger la Direction des Elections en ministère autonome.

Au fur et à mesure que l'inéluctabilité de la défaite du camp libéral apparaissait même aux yeux des observateurs politiques les moins avertis, les partis d'opposition vont dévoiler au grand jour leurs appétits de pouvoir. Devant la scission du regroupement originel en 1,2, 3 Bennoo (s), on en est à se demander : [pour qui sonne le glas ?](#) Malgré l'accord historique du 28 mai 2011 sur la Candidature de l'Unité et du Rassemblement, scellé par une trentaine d'organisations politiques, les leaders de Bennoo Siggil Senegaal, auront beaucoup de mal à s'entendre sur les critères de choix du candidat unitaire de l'Opposition. Paradoxalement, ce sont des personnalités ou organisations se réclamant de la gauche, qui seront les premières à fragiliser la dynamique unitaire, ce qui ne sera pas sans

conséquences sur l'issue finale des élections présidentielles de 2012, remportées précisément par l'un des candidats les plus sceptiques vis-à-vis de la candidature unitaire.

Le découragement gagne de plus en plus les militants de l'Opposition, quant à la réalisation de la Candidature de l'Unité et du Rassemblement au sein de Bennoo originel. Ils clament haut et fort que [Bennoo ne saurait servir de tremplin à des politiciens réformistes](#), qui semblent perdre de vue les objectifs politico-institutionnels (notamment l'application des conclusions des Assises Nationales) visés par la large Coalition regroupant les partis de gauche, les organisations de la société civile et le mouvement citoyen et dont la compétition électorale ne recouvre que certains aspects. Néanmoins, il apparaît de plus en plus clairement, qu'au-delà des contingences basement électoralistes, il sera difficile pour tout pouvoir issu des prochaines élections de faire fi des acquis engrangés par le peuple sénégalais, en matière de prise de conscience citoyenne.

Au fur et à mesure qu'approchent les élections présidentielles de février 2012, les événements s'accroissent. Recevant une délégation d'hommes politiques, le mercredi 21 décembre 2011, le cardinal Théodore Adrien Sarr met en garde la classe politique sénégalaise. Pour lui, il n'est pas impossible, que ce qui est arrivé en Côte d'Ivoire puisse se produire au Sénégal. Ragaillardi par l'incapacité de BennooSiggilSenegaal à trouver un candidat unitaire, le président Wade et les forces occultes, qui le soutiennent, déroulent leur feuille de route. C'est ainsi que l'investiture du non-candidat Wade est retenue pour le Vendredi 23 décembre 2012. La veille, des groupes de nervis répartis dans plusieurs véhicules supposés appartenir au PDS, vont se rendre chez des leaders de l'Opposition, en l'occurrence Bathily et Niasse, qu'ils vont mettre en garde et menacer publiquement. Ensuite, ils iront agresser la mairie de Mermoz-Sacré-Cœur, où ils rencontreront une farouche résistance, qui se terminera par un lourd bilan : la mort de Ndiaga Diouf et plusieurs blessés graves. Devant tant de cynisme de la part du pouvoir libéral, il est permis de s'interroger de la manière suivante : "[Après Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, à qui le tour ?](#)". Interrogation, qui ne semble pas être du goût de certains proches alliés du pouvoir, membres de la CAP21.

Le ton monte ! Le Conseil Constitutionnel va délibérer dans quelques jours sur la validité de la candidature du président sortant, Abdoulaye WADE. Le M23 multiplie les manifestations pacifiques à Dakar et dans les villes de l'intérieur. Nul doute que des tendances, sinon fascisantes, du moins extrêmement autoritaires se font jour au sein de la galaxie libérale. Allons-nous [vers...le troisième Reich sénégalais ?](#)

La question du boycott des présidentielles, en cas de participation du non-candidat WADE, commence à effleurer les esprits. Les révolutionnaires romantiques se mettent à rêver du Grand Soir, de la transformation du processus électoral en processus insurrectionnel. Mais il semble bien, encore une fois que les citoyens sénégalais, si peu écoutés par leur élite politique, avaient d'autres solutions à faire prévaloir, qui soient plus conformes à notre histoire politique et à nos traditions démocratiques. Par dépit de n'avoir pu empêcher la validation, le 27 janvier 2011, de la candidature anticonstitutionnelle,

illégal et illégitime du président Abdoulaye Wade, la jeunesse sénégalaise le déclare "mort" dans un refrain, qui tout en étant empreint d'humour, n'en traduisait pas moins une réalité tangible. Le héros du 19 MARS 2000 pouvait bien être considéré comme étant symboliquement mort, rattrapé par l'absence d'éthique et d'idéal. Aussi mort que Lumumba, Sankara, Che Guevara continuent de vivre parmi nous et de nous inspirer chaque jour davantage ! C'est bien pour cela que pour les électeurs sénégalais, il y avait [13 candidats et...un fantôme](#) !

Jamais campagne électorale n'aura été aussi mouvementée ! En lieu et place des débats programmatiques, le peuple sénégalais a eu droit à des émeutes sauvagement réprimées, avec à la clé, une dizaine de morts. Les alliés de Wade, soucieux avant tout de conserver les privilèges indus, qu'ils ont acquis à l'ombre tutélaire de leur mentor, n'osent lui dire la vérité et se font ainsi complices d'une dictature rampante. Certaines forces maraboutiques connues pour leur amour immodéré pour les voitures 4 X 4, les passeports diplomatiques et les mallettes d'argent se réfugient derrière la célébration de fêtes religieuses pour prêcher le fatalisme et la soumission au décret – non pas divin -, mais wadien, par l'acceptation du verdict illégal d'un Conseil Constitutionnel corrompu. Et les patriotes de s'écrier en chœur : "[Tolérance zéro pour les dérives fascistes](#) !", lançant ainsi un appel à toutes les forces démocratiques de bouter dehors le Monstre et sa clique, pour empêcher, coûte que coûte un troisième mandat du Président WADE.

A trois jours du scrutin présidentiel, l'Opposition dans toute sa diversité, n'arrive pas à accepter le diktat du président Wade, appuyé par un Conseil Constitutionnel et des forces de répression aux ordres. Non content d'imposer sa candidature illégale, il empêche aux candidats des partis d'opposition de battre campagne dans certaines parties du département de Dakar (notamment, la mythique Place de l'Indépendance). Reconnaissons humblement que le leadership des différentes Coalitions de l'Opposition a été déficient, que la riposte à l'arbitraire du régime libéral n'aura été ni coordonnée ni harmonisée et que notre pays semblait s'acheminer [vers l'ingouvernabilité](#). Pendant que certains tenaient coûte que coûte à braver l'interdit qui pesait sur les manifestations à la Place de l'Indépendance, d'autres, dont l'actuel locataire du palais présidentiel, déroulaient tranquillement leur campagne électorale, en se disant que la meilleure façon de neutraliser la candidature de Wade était de le battre électoralement. Entre ces deux positions extrêmes, il y a eu toutes les variantes intermédiaires, certaines coalitions procédant même à une division du travail entre la campagne électorale classique et les manifestations de rue.

Enfin, les Etats-Unis et l'Union Européenne, qui semblaient avoir déjà misé sur certains candidats réformistes avaient des positions ambiguës, que ne pouvait justifier la seule inquiétude à propos de la sécurité de leurs ressortissants. C'est ainsi que, malgré toutes ces menaces qui pesaient sur le scrutin, les acteurs politiques, rejetant la médiation d'Obansanjo, engageront la bataille finale. Une fois encore, le peuple sénégalais déjoue tous les pronostics, dont ceux de votre fidèle serviteur, annonçant une situation post-électorale apocalyptique. L'autocrate autiste, qui pendant des mois avait tenu en haleine

son peuple et l'opinion internationale est défait, sans coup férir. Personne ne parierait plus un sou troué sur sa victoire au deuxième tour. Certains rugissent : "[Chassez l'intrus !](#)"

La classe politique, trop occupée dans ses repositionnements autour du nouvel homme fort, ne se rend pas compte, qu'en avalisant le résultat du scrutin, elle réduit la portée de toute la dynamique citoyenne, qui a accompagné la lutte contre le troisième mandat de Wade. De fait, la Coalition BennooBokkYakaar, va se constituer sans aucune garantie programmatique.

Quelques voix, vite étouffées, tentent d'adresser une alerte aux forces de gauche, qui déjà en 2000, avaient été abusés par le président WADE, afin qu'ils puissent avoir leur propre agenda politique et cessent de privilégier l'alliance (qui peut parfois être nécessaire) avec des partis de la mouvance socio-démocrate ou d'obédience libérale sur l'élaboration d'une véritable plateforme de gauche.

Face à la quasi-certitude de la victoire de Macky SALL, on pouvait se permettre de spéculer sur [les perspectives après la défaite du camp libéral](#). La plupart des leaders de la nouvelle Coalition présidentielle BennooBokkYakaar, étaient devenus beaucoup moins critiques par rapport aux méfaits du présidentielisme, d'autant qu'ils s'entendaient encore assez bien avec le nouveau locataire du palais de l'avenue Léopold S. Senghor. Ils vont donc s'inscrire résolument dans la perspective de gestion concertée du pouvoir avec un Président de la république, qui ne semblait pas faire de la refondation institutionnelle, une de ses principales préoccupations. Pourtant, ces hommes politiques avaient passé près d'une année, lors des Assises Nationales à théoriser une nouvelle gouvernance et s'étaient ensuite engagés, aux côtés du mouvement citoyen et des organisations de la société civile dans la révolution citoyenne, qui avait finalement eu raison de la folie meurtrière de l'ancien homme fort du régime libéral, laquelle révolution était encore loin d'être terminée, car n'ayant même pas encore commencé.

1. IL FLOTTE COMME UN PARFUM DE JASMIN SUR GALSEN

Dans ce pays béni, où reposent tant de saints et tant de grands hommes, ce pays aux traditions électorales solidement ancrées et pluricentennaires,

Ce pays, dont les premiers dirigeants préférèrent la soumission servile à la rupture radicale d'avec l'ancienne puissance coloniale,

Ce pays dont les patriotes et cadres nationalistes furent évincés au profit de laquais serviles de l'impérialisme,

Ce pays où le « parti senhorien unifié » prit le pas sur la démocratie multipartisane,

Ce pays où les partis de contribution ne réussirent pas à contenir l'ardent désir de changement,

Ce pays où le multipartisme intégral servit de paravent à la mise en œuvre des recettes diaboliques des officines financières de l'impérialisme,

Ce pays où, au bout de vingt années de manœuvres tortueuses les « socialistes » furent défaits par le Parti de la Demande Sociale,

Ce pays où le SOPI se transforma très vite en NOPI,

Ce pays où l'exaltant projet d'approfondissement de la démocratie devint un funeste dessein d'installation d'une clique maffieuse,

Ce pays où les plans d'édification d'un Etat de droit doté de procédures exemplaires de dévolution du pouvoir furent vite ensevelis sous les décombres d'une Constitution rétrograde, en perpétuel remodelage,

Ce pays, dont le code électoral consensuel fut dénaturé par des manipulations électroniques et maléfiques du fichier électoral dans le but de perpétuer une dynastie naissante,

Ce pays où l'Islam et le pannégrisme ont servi de prétexte à l'enrichissement d'une famille d'escrocs usurpateurs,

Ce pays, dont les ambitions d'accélération de croissance et d'émergence, se heurtent à l'arrogance et à l'incompétence de nouveaux parvenus,

Ce pays, dont les terres confisquées par les colons, restituées lors de l'indépendance formelle, sont maintenant bradées et accaparées, par les pontes libéraux avec la complicité de spéculateurs étrangers et étranges,

Ce pays où le régime libéral procède à un redécoupage de certaines collectivités locales, sur la base d'intentions malveillantes de hold-up électoral,

Ce pays réputé terre de savoir depuis des temps immémoriaux est devenu une poudrière scolaire et universitaire,

Ce pays, qui aspirait à la Civilisation et aux Lumières, mais qui se trouve relégué dans les affres de l'obscurité et de l'obscurantisme,

Ce pays, où certains partis d'opposition, malgré la défiance ouverte des classes populaires à l'endroit du pouvoir, privilégient leurs intérêts étroitement partisans,

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 50

Ce pays, où les syndicalistes sont passés de la participation responsable à une démission irresponsable,

Ce pays, où certains marabouts se laissent de plus en plus tenter par les démons du dollar-roi ou de l'euro-roi,

Ce pays, où anciens militaires et fils de bonne famille s'immolent,

Ce pays, où les jeunes rappeurs en ont marre,

Ce pays, où des patrons de presse, anciens amis du prince héritier et du fou de la République, appellent à la Révolution,

Dans ce pays, flotte désormais une forte odeur de jasmin !!!!!!!!!!!

Médina, le 17 mars 2011

2. DECLARATION NOCTURNE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR: MENACES SUR LA PAIX CIVILE AU SENEGAL!

Au moment où tout le peuple sénégalais s'apprête à fêter dans la diversité et la responsabilité, l'anniversaire de l'Alternance, des nuages inquiétants sont en train de s'amonceler sur notre Pays.

Tout laissait pourtant croire avec l'intervention du ministre de l'Intérieur dans la soirée du 18 mars, que le gouvernement s'était résolu, même si c'était à contre-cœur, à autoriser les marches des différents groupes, qui en avaient fait la demande.

D'ailleurs, même le Préfet de Dakar, qui nous avait habitué à des interdictions systématiques des demandes de marches, surtout celles émanant de l'opposition, avait publié toute une série d'arrêtés autorisant les marches du groupe de presse Walfadjri, du mouvement Y'en a marre, de la mouvance présidentielle et de l'opposition regroupée au sein de Bennoo Siggil Senegaal.

A défaut de pouvoir régler les questions brûlantes liées à la demande sociale, le pouvoir de Wade semblait se résigner à lâcher du lest sur le droit de manifestation et de marche, inscrit en bonne place dans la Constitution de 2001.

Grande fût alors notre surprise d'entendre sur une radio de la place et à la RTS, vers 00H30, une étrange déclaration de Mr Cheikh Tidiane SY, actuel ministre de la Justice du Sénégal et qui aurait été un ancien conseiller du dictateur Mobutu.

Non content d'annoncer la découverte un complot visant à renverser le régime libéral, samedi, à l'occasion de l'anniversaire de l'alternance, il a fait également état de tenue de réunions, dont le but serait de « planifier un dispositif précis de subversion active et de déstabilisation des institutions par la violence ». Et Mr Sy de pointer un doigt accusateur sur TEKKI et Bennoo Siggil Senegaal accusés d'avoir ourdi un complot contre le régime libéral moribond et même de préparer un coup d'Etat.

Ces accusations, qui en d'autres circonstances, auraient fait éclater de rire, sont d'une extrême gravité et dignes des régimes autoritaires que nous avons vu s'écrouler devant nos yeux, devant la détermination des peuples du Maghreb.

Il faut dire que le contexte international actuel est marqué par les injonctions des puissances occidentales à leurs marionnettes africaines et arabes, qu'elles ont toujours armées et soutenues contre leurs peuples, à respecter les droits d'opinion et de manifestation. Cela, non pas à cause d'une subite reconversion au respect des valeurs humaines, mais à cause de leur crainte morbide de voir des régimes radicaux prendre la place des cliques maffieuses de leurs « anciens » amis dictateurs.

Toujours est-il que le scénario infernal concocté par les stratèges libéraux risque de s'écrouler devant la farouche détermination du peuple sénégalais à en finir avec onze années de misère sociale !

NON A L'INTIMIDATION!

OUI AU DROIT A LA MANIFESTATION PACIFIQUE!

WADE DEGAGE!!!

Médina, le 19 mars 2011, vers 3H du matin

3. ELECTIONS OU EXPLOSION SOCIALE?

(Where law ends, there tyranny begins. -- William Pitt

TROP, C'EST TROP!

On est de plus en plus enclin à penser, que notre pays est dirigé par des bandits de grand chemin, joueurs de poker impénitents, prêts à “troquer leur vieille mère, leur épouse dévouée ou leur dernière chemise pour une poignée de dollars”.

Tout cela, dans un mépris souverain des règles du jeu !

A l'instar de Butch Cassidy, Billy the Kid, Jesse James et des frères Dalton, ils ont toujours une arme à portée de main, pour abattre les justiciers téméraires qui osent leur faire face, comme l'illustre le tout récent assassinat du jeune maçon Malick Bâ de Sangalkam. En effet, pour tenir le peuple en respect et éviter toute velléité de rébellion face à cet ordre social injuste, les forces de sécurité, qui ont multiplié les bavures pendant cette dernière décennie, ont bénéficié d'une impunité révoltante, dénoncée par toutes les organisations de défense des droits de l'Homme.

Ce ne serait pas la première fois que des institutions policières et judiciaires seraient infiltrées par des organisations maffieuses, comme l'illustre éloquemment le cas de Berlusconi le pervers.

Le pouvoir libéral, reposant sur un groupe d'avocats véreux, sans foi ni loi, se réfugie derrière les forces républicaines de sécurité, la magistrature, l'administration territoriale, certaines forces maraboutiques, etc., dont les velléités d'indignation ont été neutralisées par maintes armes de corruption massive (4 x 4 ; malles d'argent, hausse disproportionnée des salaires des administrateurs civils, des élus locaux et bientôt des chefs de village).

Défendant l'indéfendable, confondant argumentaire politique et plaidoirie judiciaire, leur métier d'avocat les prédispose à faire preuve de beaucoup de tolérance et de compréhension face aux “crimes politiques” quotidiens et répétitifs commis par leur généreux client et non moins mentor, que certains journalistes bien informés accusent de crimes de sang !

Le spectacle affligeant auquel le peuple assiste depuis l'avènement de l'équipe libérale au pouvoir a de quoi faire douter de la nature républicaine du régime en place. Tous les ressorts démocratiques de notre Nation ont été détruits un à un.

Le leadership inhérent à la fonction présidentielle a été mis à mal par une implication intempestive et continue du premier magistrat de la Nation dans toutes les querelles de clocher possibles et imaginables, sans oublier les scandales éclaboussant sa famille et ses proches. L'accueil des nouveaux militants, au lieu de se faire dans les permanences du Parti se tient régulièrement devant les caméras de “Babacar le retraité”, à la salle de conférences du Palais de la République qui a été piétinée dans tous les sens par toutes les espèces possibles et imaginables de transhumants ou « transhumés », recrutés par des mercenaires sans scrupules.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 54

Le Parlement, qui devait symboliser la défense intransigeante des intérêts populaires, s'est métamorphosé en chambre d'applaudissements pour entériner les lubies les plus grotesques du "Pépère de la République".

La Justice, malgré ses soubresauts de la dernière période, s'est essentiellement illustrée, durant la décennie écoulée par son "incompétence" chronique, qui amène le peuple à craindre la validation de la candidature illégale du Président de la République

On assiste de fait à une instrumentalisation des Institutions de la République utilisées de manière déloyale dans le jeu politique classique, tantôt pour caser une clientèle politique pléthorique, tantôt pour effacer des crimes économiques et de sang, tantôt pour procéder à des redécoupages administratifs itératifs ou alors pour apporter des retouches innombrables à une Constitution, que leur régime a pourtant enfantée!

De fait, notre Al Capone national, qui détient le triste record mondial de révisions constitutionnelles, se sert des institutions républicaines vidées de toute leur substance comme certains dictateurs utiliseraient des armes lourdes contre des populations civiles désarmées, pour empêcher, vaille que vaille une remise en cause de l'ordre libéral.

Cette pacification de l'espace politique et social, qui n'est pas une fin en soi, permet aux gangsters libéraux de s'adonner, à qui mieux mieux à leurs jeux favoris, à savoir la spéculation foncière, les dépenses hors budget, les surfacturations, les détournements d'objectifs...

En l'absence de vision et de programme cohérent au profit des populations de notre pays, la clique maffieuse, qui a fait main basse sur les rênes du pouvoir, s'attelle méthodiquement à fausser le jeu politique face à une opposition, au "sang-froid légendaire", qui a élaboré un programme alternatif crédible et semble sur le point de s'entendre sur une candidature de l'Unité.

Conscients des risques qu'ils encourent en cas de perte du pouvoir par leur chef, le pool des avocats ripoux est en train de se triturer les méninges, pour trouver l'astuce qui permettra à une équipe vomie par le peuple de rempiler.

Or, les citoyens de notre pays, admirables devant l'adversité, subissant stoïquement, les délestages intempestifs, la cherté du coût de la vie, les inondations catastrophiques, les multiples grèves tiennent à rester républicains jusqu'au bout. Ils attendent patiemment le 26 février 2012, pour se débarrasser proprement de ces escrocs politiques, qui les auront martyrisés pendant onze longues années. La défaite du camp libéral fera œuvre de salubrité publique. Son improbable victoire ouvrira une ère insurrectionnelle, qui ne prendra fin, qu'après leur fuite à la Ben Ali.

C'est à cause de tout cela que le projet de Loi Constitutionnelle instituant le ticket de l'élection simultanée, au suffrage universel du Président et du Vice-Président de la République et la volonté latente de suppression du second tour de l'élection présidentielle sont perçus comme l'obstruction de la seule issue de secours, qui restait au peuple, pour régler de manière pacifique le sort de l'équipe maffieuse qui le fait souffrir depuis plus d'une décennie.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 55

Les parrainages de Sarkozy et d'Obama n'y changeront absolument rien du tout !

L'écroulement en quelques semaines de dictatures arabes musclées et la subite sagesse de monarques de droit divin, obligés de faire des concessions au peuple souverain devraient amener le Président Wade à méditer sur les voies et moyens d'une sortie honorable, sans effusion inutile de sang.

Au moment même où plusieurs anciens fonctionnaires internationaux, médiateurs reconnus au niveau international dans des conflits pré- et postélectoraux, participent aux élections présidentielles, il serait assez choquant, que des casques bleus soient déployés dans notre pays, en vue d'organiser des élections sincères.

Sans compter que les populations de NGOR ne sont nullement disposées à accueillir au Méridien Président, un quelconque président, qui de par ses propres turpitudes se sera mis dans l'impossibilité de loger au Palais de la République.

Elections régulières ou explosion sociale, messieurs les libéraux à vous de choisir !

Médina, le 18 juin 2011

4. UN ENTÊTEMENT SUICIDAIRE!

Il est plus que temps que le régime libéral fasse une lecture correcte des événements du 23 juin dernier et des émeutes qui se sont déroulées dans l'après-midi et la soirée de ce 27 juin 2011. A défaut, notre pays qui se trouve dans une situation d'« ivoirisation rampante », de quasi-état d'urgence, avec des rumeurs de couvre-feu, risque de basculer dans l'horreur !

Si on considère les mouvements de protestation contre le « ticket présidentiel » comme une réponse négative à un référendum, qu'on n'a pas cru devoir organiser, il va de soi, que la logique commande d'en tirer les conséquences politiques !

Il devient alors évident que les faucons libéraux, qui menacent de se venger contre le peuple (sic), refusent de revoir leur désastreuse politique, qui leur vaut une impopularité attestée par tous les sondages, sont en train de faire fausse route.

Même, d'un point de vue strictement partisan et égoïste, il devient urgent pour les dirigeants libéraux de réhabiliter leur camp politique discrédité par onze années de mensonges, d'atteinte aux droits de l'homme, d'impunité, de non-satisfaction de la demande sociale, de tripatouillages de la Constitution, de fraudes électorales et électroniques, d'utilisation illégale et abusive d'armes de corruption massive, de patrimonialisation du système politique avec des tendances dynastiques, frisant la mégalomanie.....

Il est vrai que le PDS, qui court le risque de se désintégrer, est déjà cliniquement mort. Il donne encore l'impression d'exister, en s'adossant à l'appareil d'Etat, dont il est en train de pomper toutes les ressources en vue de sa campagne électorale. D'où l'impérieuse nécessité de la candidature de la seule personnalité à même de fédérer les différentes branches de la mafia libérale qui nous gouverne. Or, cette candidature est illégale ! Nous en sommes donc arrivés à une situation paradoxale où la survie du PDS est liée à une violation flagrante de la Constitution. Cela est dû au fait que le parti libéral n'a jamais vraiment fonctionné comme il aurait dû le faire. C'est parce que le parti démocratique sénégalais n'a jamais vraiment fonctionné comme un parti politique moderne, mais comme le « Parti du Travail de Corée » de Kim Il Sung, qu'il se trouve dans une impasse existentielle. Le camp libéral se trouve dans la même situation qu'une équipe de football, dont le meilleur joueur a été suspendu, et qui doit néanmoins disputer une finale décisive !

Une autre faiblesse du camp libéral a été l'absence de lecture des signaux politiques émanant du champ politique national. Or, en démocratie, une fois les élections présidentielles terminées, le président élu, pour dérouler sa politique et se maintenir durablement au pouvoir a intérêt à garder un œil attentif sur l'état de l'opinion, les mouvements d'humeur au sein de la société et les résultats des élections intermédiaires. C'est ainsi que le pouvoir libéral n'a pas prêté toute l'attention requise au boycott des législatives de 2007 avec son fort taux d'abstention, à la révolte des marchands ambulants, à sa défaite politique aux locales de 2009, au départ de grands responsables de son parti (Idrissa SECK, Macky SALL, Aminata TALL...), à la multiplication des troubles sociaux face aux délestages de la SENELEC, au non-respect des accords avec les syndicats, aux campagnes agricoles

déastreuses...etc. Sans oublier la réprobation générale contre les tripatouillages constitutionnels, l'impunité et le système patrimonial à tendance dynastique !

Autant de facteurs, qui combinés aux perspectives claires et pertinentes issues des Assises Nationales, ont contribué à isoler le pouvoir libéral, dont le chef de file était disqualifié pour un troisième mandat, par sa propre Constitution « mutilée » !

En l'absence de suivi de l'opinion - ce qui suppose qu'on prenne au sérieux les rapports des Renseignements Généraux- il est difficile d'anticiper sur les situations de crise, comme celle que nous sommes en train de vivre actuellement. Il n'a certes pas manqué de voix au sein même du camp libéral pour tirer sur la sonnette d'alarme. Mais quand on se trouve dans la logique totalitaire d'un Parti-Etat, avec une assemblée aux ordres, on se croit tout permis ! Il va de soi qu'une décrispation de l'atmosphère entre les acteurs de la classe politique s'impose, pour éviter de tomber dans un engrenage fatal. Le parti socialiste et Abdou Diouf ne l'ont-ils pas réussi en 1988-89 ?

Les mesures d'apaisement sur le plan politique peuvent aller d'un simple réaménagement de l'équipe gouvernementale (avec éviction du fils du Président, des ministres de la Justice et de l'Intérieur) en passant par une dissolution du Parlement suivie d'élections anticipées, au départ du premier magistrat de la Nation, obligé alors de trouver un pays d'accueil. Un autre élément important serait la restauration de la confiance des acteurs politiques dans le processus électoral en veillant au remplacement des ministres de l'Intérieur et de la Justice par des personnalités, moins partisans, jouissant de la confiance et de l'estime de toutes les parties prenantes. Mais le préalable à la tenue d'élections régulières dans un climat apaisé réside dans le règlement des urgences sociales, comme celles de l'Energie et du coût de la vie.

Comme dans tout processus de gestion de crise, plus vite on réagit, plus grande est la marge de manœuvre dont on dispose. Il faut malheureusement admettre que pour ce qui est de notre pays, la situation, sans être désespérée, est très préoccupante. Les promesses non tenues, les tripatouillages des textes fondamentaux, les fraudes électorales incluant la corruption de « grands électeurs », des fonctionnaires de l'Administration Territoriale et des magistrats sont autant de facteurs, qui ont érodé la confiance, dont pouvait encore jouir la majorité présidentielle, ce qui se traduit par des contreperformances au niveau des sondages. Dans un tel cas de figure, la solution n'est pas de manœuvrer, encore manœuvrer, toujours manœuvrer...Car, comme l'a dit un éditorialiste d'un grand magazine hebdomadaire dakarois, « la ruse use ! ».

Il s'agit plutôt de restaurer la confiance, non pas seulement pour gagner la prochaine élection (ce qui semble déjà gravement compromis), mais pour revenir aux normes de fonctionnement démocratiques généralement admises dans le monde moderne.

Oui, effectivement le camp libéral a bien heureusement très peu de chances de gagner la prochaine élection présidentielle – ne serait-ce qu'en raison de ses divisions et de l'état de

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 58

désorganisation lamentable dans lequel l'a plongé son secrétaire général! Mais le Sénégal peut, comme en Mars 2000, sortir gagnant de ce nouvel épisode de notre vie politique nationale.

Pour cela, les Sénégalais attendent de leur Président qu'il prenne des décisions courageuses pour régler les urgences sociales, revenir aux normes de fonctionnement de toute démocratie digne de ce nom, dont en premier lieu, l'organisation d'un scrutin sincère dans un climat encore plus apaisé qu'en Mars 2000.

Médina, le 29 juin 2011

5. DISCOURS DU 14 JUILLET: ELECTIONS ANTICIPEES OU RETRAITE

ANTICIPEE?

Trois semaines après l'héroïque journée du 23 juin, le peuple était en droit d'espérer du premier magistrat de la Nation, qu'il fasse preuve de grandeur, qu'il tienne un discours d'apaisement, venant ainsi à bout de ses réflexes de vieil opposant avec tout ce que cela sous-entend, en termes d'agressivité et d'absence totale de mesure !

Exerçant une violence d'Etat inouïe sur la Nation entière, en fragilisant l'Assemblée Nationale et le Conseil Economique et Social, en cooptant des obligés dans un pseudo-sénat, en s'efforçant de corrompre, non sans succès jusqu'à présent, la magistrature, les hauts gradés de l'Armée, l'administration territoriale, et certains dignitaires religieux, le pouvoir libéral n'a récolté, lors de la tempête du 23 juin 2011, que les innombrables vents, qu'il n'a cessé de semer depuis le 02 avril 2000, quand il s'est inscrit dans la dynamique de « stagnation dans la continuité ».

UN DISCOURS LOIN D'ÊTRE RASSEMBLEUR !

Au vu du discours tenu, il s'avère que les avis et conseils prodigués - pour autant qu'il en ait tenu compte- n'auront servi qu'à exacerber la tension sociale ambiante, nous menant tout droit vers un scénario à l'ivoirienne. Tout le monde était prêt à faire preuve de beaucoup d'indulgence à l'endroit de ce gaffeur en série, pour peu qu'il eût fait preuve d'un semblant d'autocritique et renonce enfin à sa candidature illégale !

Mais il finira d'abord par avouer que la constitutionnalisation du « ticket présidentiel » devait servir à recouvrir du manteau de l'honorabilité « un autre crime constitutionnel », à savoir la création d'un poste de vice-président –du reste jamais pourvu- par la majorité mécanique libérale. Autant d'actes législatifs illicites, censés renforcer la démocratie, là où il s'agit en réalité de chercher une planque pour des héritiers potentiels !

Ensuite, il fait volontairement la confusion entre « quart bloquant et quart élisant », selon la formule heureuse d'un élu de Kolda, dans ce qui s'apparente à un faux témoignage devant le Tribunal de l'Histoire. Ce « parjure » sera du reste confirmé en ouolof, sous la forme d'un reniement (wakh waaxeet), pour que tout le peuple puisse bien le comprendre, quand il s'agira de justifier une candidature anticonstitutionnelle et illégale !

Est-il nécessaire de préciser à Mr le Président sortant, que la démocratie véritable ne saurait se réduire à une simple « rivalité de mobilisations », mais doit servir de moteur pour la justice sociale, le respect des droits humains, la bonne gouvernance, autant de préalables indispensables pour le progrès social.

Quant à l'appel du pied en direction des forces de sécurité, il a peu de chances de prospérer, dans la mesure, où le peuple sénégalais dans sa totalité, se rend compte que ce forcing à la Tandja ne correspond aucunement à nos traditions politiques. Le professionnalisme des forces de l'ordre est certes unanimement reconnu, mais elles ont été gangrénées par l'infiltration d'éléments peu recommandables, (les fameux calots bleus). Ensuite, elles se trouvent dans la désagréable position de devoir défendre un ordre social injuste, défini en fonction des intérêts étroits de la mafia libérale et

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 60

porteur d'une violence arbitraire, comme l'ont démontré les événements de Sangalkam et la lutte héroïque de Mbane. On pourra toujours aller expliquer à des extraterrestres ou aux parents de Malick Bâ et d'Abdoulaye W. Yinghou, qu'au Sénégal, devenue terre d'impunité, une simple déclaration suffit pour organiser une marche ! Pour en revenir à la violence observée lors de la journée du 23 juin, les forces de sécurité savent bien que c'est un ancien Ministre de la République, soupçonné d'avoir commandité le saccage de quotidiens dakarois, qui est à l'origine des provocations qui ont abouti aux excès qu'on a pu noter par la suite. Il leur revient donc, à ces forces de l'ordre, d'interpeller les autorités de la République, à commencer par le premier magistrat de la Nation pour qu'elles conduisent une politique plus consensuelle, moins contestée et donc moins susceptible d'engendrer l'émergence d'éléments radicaux et/ou l'infiltration par des provocateurs, qui seraient d'ailleurs à l'origine des pillages des maisons de certains responsables libéraux.

On ne peut dès lors comprendre l'importation de mercenaires et la « bunkérisation », que comme des symptômes d'une sourde mauvaise conscience d'un « criminel récidiviste », qui refuse la perche que lui tend le juge d'application des peines et est déjà en train de planifier ses prochains forfaits. Ah délinquance politique, quand tu les tiens ! Cela finit toujours mal, à la nigérienne ou à l'ivoirienne !

SALAIRES EN HAUSSE MAIS POUVOIR D'ACHAT EN BAISSSE !

L'amélioration substantielle des salaires des magistrats, qui n'a tenu aucun compte de l'équilibre général des salaires dans la Fonction Publique obéissait plus à une volonté d'entrer dans leurs bonnes grâces pour qu'ils étouffent les mille et un scandales de sa famille politique, ferment les yeux sur les multiples entorses au code électoral ou se « rendent incompétents » devant ses innombrables frasques constitutionnelles. S'il est vrai qu'il aura accordé des hausses de salaires inédites dans l'histoire du Sénégal indépendant, il faut également dire que l'augmentation combinée des impôts et des prix des denrées de première nécessité a dramatiquement réduit le pouvoir d'achat de tous les travailleurs et citoyens de ce pays, les rendant quelque peu nostalgiques de la période d'avant alternance, déjà difficile.

CLINS D'ŒIL A LA JEUNESSE REVOLTEE

Quant à la jeunesse sénégalaise, elle aura fait preuve d'une patience excessive à l'égard du régime libéral. Combien d'entre eux se sont lancés dans l'aventure de l'émigration légale ou clandestine ? Plusieurs ont perdu la vie en pleine mer, tentant de joindre d'hypothétiques paradis en Espagne ou dans d'autres pays européens. Concernant la politiquelibérale d'emploi, le sentiment des jeunessénégalais est celui d'avoir été victime d'abus de confiance et d'escroquerie politiques de la part de Wade, lui qui avait fait de cette question, l'axe central de sa campagne électorale de l'an 2000.

OBSCURITE ET OPACITE DE LA GESTION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

La crise de la SENELEC, a eu pour conséquence, l'effondrement de l'attractivité de notre économie, classée au 113^{ème} rang sur 133 pays, par le « Forum Economique Mondial » dans son rapport 2009/10. Les causes structurelles reposent sur le choix l'énergie fossile (pétrole et gaz) comme combustible de base pour produire de l'électricité alors que rien n'indique, à l'heure actuelle, que le Sénégal possède suffisamment de réserves de ces produits pour ses besoins en électricité. Ce choix est

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 61

d'autant plus incompréhensible, que de grandes potentialités en hydroélectricité, d'énormes réserves en biomasse, des sous-produits agricoles, comme la coque d'arachide et la bagasse issue de la canne à sucre existent dans notre pays. Un autre obstacle de taille à la résolution de la crise énergétique dont souffre notre pays se trouve être la spéculation, dont font l'objet les produits pétroliers. En effet, les produits pétroliers occupent depuis 2007, bien qu'étant le premier produit de nos importations, la première place dans nos exportations, dans un contexte de flambée historique du prix du baril. Cette spéculation engendre des recettes fiscales considérables. Mais elle a également des incidences négatives sur les prix de l'électricité et du gaz, qui ne peuvent être supportés par les usagers et autres consommateurs sans une subvention appropriée grâce à un mécanisme de péréquation, auquel les Institutions de Bretton Woods opposent leur veto au nom de la « réalité des prix ».

Une autre problématique évoquée par les associations de consommateurs a trait au taux de maintenance des machines, qui a baissé de moitié entre 2007 et 2010, état de fait a été déploré par les travailleurs de la SENELEC, qui ne pouvaient pas comprendre que la Direction Générale ait privilégié des locations de groupes, à la place d'une politique de maintenance moins coûteuse et plus efficace pour préserver l'outil de travail.

LE TEMPS DES ADIEUX AVEC NDIOMBOR !

Malgré les fanfaronnades et autres bravades des libéraux, qui avouent avoir été surpris par les manifestations des 22, 23 et 27 juin derniers, il s'agit bien d'une nouvelle phase historique devant aboutir à la fin du régime libéral, qui se confond avec le règne autocratique de WADE.

Le principal enseignement à tirer de ces folles journées de Juin, est que Ndiombor a été obligé de dévoiler sa vraie nature au peuple sénégalais, en montrant le peu de valeur qu'il accorde à l'Ethique en général et au respect de la parole donnée en particulier. Son propre parti a tout intérêt à ne plus miser sur lui ! Et ce d'autant que sa candidature illégale va être invalidée par le Conseil Constitutionnel ! Dans le cas contraire, il violerait la loi et provoquerait des troubles sociaux gravissimes, car dans le cas d'espèce, il s'agirait bel et bien d'une violation de la Constitution, comme le confirme amplement le reniement présidentiel.

C'est précisément, parce que le pouvoir libéral et ses affidés s'opposent à tout le reste de la classe politique sur les critères d'éligibilité à la candidature présidentielle, qu'il est illusoire de penser qu'ils pourraient s'accorder sur autre chose ayant trait au processus électoral !

Si on y ajoute la remise en cause brutale de l'expression libre du suffrage universel observé lors des redécoupages administratifs, on est en droit de se demander, si un pouvoir si peu soucieux des procédures démocratiques, si peu imprégné de culture démocratique est qualifié pour organiser des élections fiables et transparentes !

Pour ce qui est des recours pour excès de pouvoir, le peuple sénégalais a déjà tranché, épargnant ainsi à l'Opposition de constater à nouveau, l'incompétence d'un Conseil, victime de conflit d'intérêts, tiraillé entre les services qu'il doit rendre à la Nation et les bienfaits tirés de la « générosité légendaire » de Ndiombor !

Après onze années de mandat d'un « opposant au pouvoir », il faut avouer humblement, qu'il aura donné beaucoup de fil à retordre à l'Opposition. Si on s'en tenait simplement à son mode de

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 62

gouvernance et à son style managérial, son pouvoir n'aurait pas dû dépasser deux à trois ans. Mais grâce à ses recettes machiavéliques, flattant les plus bas instincts d'une clientèle politique, qui avait pris ses habitudes depuis longtemps, il a neutralisé la volonté de changement du peuple exprimé le 19 mars 2000.

Le dialogue politique, auquel il appelle maintenant, lui avait été proposé à l'occasion des Assises Nationales et il avait opposé une fin de non-recevoir !

L'évolution de la situation politique est telle que celui qui devait être l'initiateur et l'arbitre du dialogue politique est devenu le principal élément du contentieux entre acteurs politiques. De par son entêtement à instaurer une dynastie wadienne, alors qu'il compte de nombreux "descendants de rois" parmi ses thuriféraires, il a démantelé lui-même sa formation politique, sevrant ainsi l'Opposition et la société civile d'un interlocuteur pour un dialogue politique véritable.

Pour ce qui est des élections présidentielles anticipées, il ne peut s'agir que d'une retraite anticipée de Ndiombor, ouvrant ainsi la voie à un scrutin apaisé ! Il est plus que temps que les rares patriotes, qui restent encore au sein du camp libéral prennent leurs responsabilités ! Ce n'est certainement pas par la corruption universelle ou la répression tous azimuts que le pouvoir libéral viendra à bout de la crise politique que nous vivons.

Il s'agit plutôt de renoncer à une candidature anticonstitutionnelle, d'annuler les découpages administratifs illégaux, de constituer une nouvelle équipe gouvernementale plus réduite, sans prince héritier ni fossoyeurs de la démocratie électorale, tout en réglant les urgences sociales.

Il est temps d'agir avant qu'il ne soit trop tard !

Médina, le 20 juillet 2011

6. GOODBYE, ABLAYE!!!

Le principal enseignement de la journée du 23 JUILLET 2011 réside dans le fait que nous avons assisté à la victoire de la consolidation du processus de prise de conscience citoyenne par rapport aux vieilles pratiques politiques clientélistes.

DES JALONS SUR LA VOIE DE L'EMERGENCE CITOYENNE !

Le rassemblement du mouvement du 23 juin à la place de l'Obélisque est venu confirmer l'engagement citoyen, qui un mois auparavant secoué les fondements de l'édifice du Parti-Etat libéral. Plus que le nombre de participants, ce qui définit le mieux cette manifestation est la qualité des acteurs et leur représentativité. Toute l'élite intellectuelle, politique, spirituelle et morale de la Nation y était représentée. Des militants aguerris, dont certains ont plusieurs décennies de lutte contre l'oppression coloniale et néocoloniale à leur actif, des hommes politiques repentis après leurs errements passés, des religieux ayant investi le champ social car refusant d'être confinés dans des lieux de culte, sont venus tendre la main à une jeunesse engagée, désintéressée et sincère, qui s'est rendu compte qu'on pouvait lutter en chantant.

Cette assemblée, loin d'être unanime, caractérisée par l'interactivité, de multiples contradictions secondaires, des velléités de concurrence et d'hégémonie s'est retrouvée autour de la nécessité de restaurer les valeurs citoyennes cardinales. Il s'agit essentiellement d'en revenir au respect scrupuleux de la Constitution et des valeurs républicaines.

Dans le droit fil des conclusions des Assises Nationales prônant l'exigence de transparence budgétaire, l'éradication du clientélisme politicien, la consolidation de la démocratie participative, la fin de l'impunité et enfin le consensus des acteurs sur les modalités de dévolution du pouvoir comme gage de stabilité, il ne s'agit rien moins que d'opérer une révolution citoyenne différée par une décennie de « wadisme destructeur » !

POURSUITE DES VIEILLES PRATIQUES POLITIQUES CLIENTELISTES

Le show du PDS à la VDN, avec ses centaines de milliers de figurants convoyés par des cars et chichement rémunérés, nous a ramené, onze ans en arrière en nous rappelant les méga-meetings du candidat malheureux du P« S »! Ministres, députés, sénateurs, présidents de conseils d'administration tous redevables à leur grand manitou de leur brusque changement de statut social ont mobilisé dans leurs « fiefs respectifs » leurs amis, parents, alliés et obligés pour venir assister à la grand-messe libérale !

Il s'agissait avant tout d'exorciser les démons de la révolte citoyenne du 23 juin 2011 et de requinquer un vieillard autiste, peu réactif aux modifications en cours dans le champ sociopolitique. Si ce grand ndeup est susceptible de contribuer à rendre au président une lucidité perdue depuis le 19 mars 2000, il n'aura pas été tout à fait inutile. Même s'il peut paraître grotesque de décider du sort d'un « ministre d'Etat » avec les jeunes militants de l'UJTL/GC, placés aux premières loges, en direct à la télévision

nationale, on ne peut s'empêcher d'y voir un « petit pas en avant ». Mais les patriotes sénégalais attendent beaucoup plus du Président !

Autant on peut comprendre le sentiment de gratitude que ressentent les grands pontes de la mafia libérale à l'endroit d'un homme, qui leur aura tout pardonné et tout donné (même ce qui ne lui appartient pas), autant on ne peut que s'étonner qu'ils puissent subir, aussi stoïquement le manque de respect notoire à leur endroit. Il est temps que les plus courageux et les plus conscients parmi eux mettent fin à la tragédie qu'un octogénaire fait vivre à notre Nation, en ce qu'il s'entête à vouloir se présenter à des élections, alors que la Constitution ne le lui permet pas. Avec le risque de non-recevabilité de sa candidature, qui risque d'être fatal au PDS.

IL EST TEMPS QU'IL « DEGAGE » !

Le choix de l'endroit pour le meeting, la Voie de Dégagement Nord, est prémonitoire des prochaines étapes de l'évolution politique de notre pays ! Aucun mandat d'arrêt n'ayant encore été lancé par le TPI contre Ndiombor (ce que nous ne lui souhaitons pas), il a tout le loisir d'émigrer, comme ses prédécesseurs, vers les pays du Nord. Ce serait, tout à son honneur, qu'il y aille après avoir fait organiser des élections apaisées par des ministres non partisans, dans le respect des procédures démocratiques et partagées par l'ensemble des acteurs, y compris la société civile !

Médina, le 24 juillet 2011

7. 1, 2, 3 BENNOO: POUR QUI SONNE LE GLAS ?

Il est paradoxal qu'au moment où les fondements du Parti-Etat néo-libéral ont été secoués par les secousses des 23 et 27 juin 2011 confirmées par le rassemblement citoyen du 23 juillet 2011, Bennoo Siggil Senegaal connaisse une nouvelle scission, à moins de six mois d'élections capitales pour la Nation sénégalaise. En raison de l'envergure et du sérieux des initiateurs de Bennoo Alternative 2012, qui à défaut de diriger des partis massifs, sont connus pour la constance de leur engagement au service des idéaux de progrès et de toutes les grandes causes nationales, cette scission ne peut être qu'un grand sujet de préoccupation pour tous les patriotes sincères. En effet, comme en 2000, l'affaiblissement du camp de la gauche véritable et des patriotes sincères au sein de Bennoo va faciliter la tâche aux politiciens réformistes.

LES DERIVES DU SOPI.

Pour comprendre les difficultés rencontrées par l'opposition sénégalaise, depuis plus d'une décennie, pour mener à bien sa tâche d'éviction du régime libéral du pouvoir, on ne peut pas ne pas évoquer le poids des quarante années ayant précédé l'avènement de l'Alternance en 2000. Le Sopi, qu'une écrasante majorité de Sénégalais appelaient de leurs vœux en 2000, devait marquer une rupture avec le règne de l'UPS-PS, marqué par la mal-gouvernance, le clientélisme politique et des insuffisances notoires dans la vie démocratique et le système judiciaire. Or, Abdoulaye Wade, au lieu de corriger ces tares du régime socialiste, les a au contraire accentuées et a encouragé le phénomène de la transhumance, en réhabilitant des politiciens socialistes parmi les plus décriés et en refusant de collaborer avec les patriotes vertueux, qui avaient refusé toute compromission avec les socialistes. Il faut reconnaître que la dislocation du pôle de gauche aura grandement facilité la tâche du Président Wade.

MUTATIONS AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE.

Il faut reconnaître que, jusqu'aux élections présidentielles de 2007, les cercles dirigeants de la mouvance socio-démocrate n'avaient pas voulu tirer les leçons de l'Alternance survenue en 2000, en termes de défiance vis-à-vis du défunt régime socialiste et de méfiance à l'endroit des personnels politiques l'ayant servi.

C'est cela qui explique le désarroi des citoyens sénégalais lors de l'élection de 2007, car ayant tourné le dos au régime de Wade, ils ne souhaitaient pas pour autant revenir à la case départ, en élisant des candidats issus de la mouvance socialiste surtout ceux d'entre eux, qui ne manifestaient aucune velléité d'autocritique. Cela n'occulte en rien les fraudes électorales de Wade et de son Ministre de l'Intérieur, qui ont habilement contourné le piège fatal du deuxième tour. La pluralité des candidatures des partis d'opposition n'avait pas permis au peuple de s'approprier la démarche des forces de l'Opposition divisées, qui se sont trouvées dans l'impossibilité de construire un rapport de forces suffisamment dissuasif pour empêcher les fraudes électorales inhérentes à ce type de régime

antidémocratique, clientéliste voire totalitaire. C'est d'ailleurs cela qui a pu expliquer l'émergence de nouvelles figures sur la scène politique, le cas le plus caractéristique étant celui d'Idrissa Seck.

Absents du Parlement à cause de leur boycott des élections législatives, les partis de l'opposition extra-parlementaire se sont retrouvés côte à côte avec la société civile et certains membres de l'opposition parlementaire, pour engager des batailles sur les questions démocratiques et de gouvernance institutionnelle. C'est ainsi que fut lancée l'initiative des Assises Nationales, qui marqua le début de la prise de conscience par le parti socialiste d'une nécessité de la refondation de l'Etat. Ensemble avec les forces de gauche et la société civile, les socialistes ont dressé le bilan des politiques publiques et reconnu que les dysfonctionnements des Institutions de la République dataient de l'année 1960 avec une tendance à concentrer le pouvoir au sommet de l'Etat. Les Assises vont mettre en exergue la nécessité de faire du Sénégal un Etat de droit, un pays où la gouvernance est fondée sur l'éthique, la démocratie participative, la concertation, le respect des institutions et des libertés individuelles et collectives et la défense des intérêts nationaux, bref l'émergence d'une nouvelle citoyenneté.

LE TOURNANT DES ELECTIONS LOCALES DE MARS 2009

Ces élections ont consacré non pas une victoire électorale du Front Siggil Senegaal (désorienté par les découpages administratifs de dernière minute du régime libéral), mais une défaite politique cinglante du camp libéral, sanctionné non seulement pour ses orientations politiques néfastes mais aussi pour ses velléités d'instauration d'une dynastie anachronique. Il s'agissait également pour les citoyens sénégalais de « récompenser » les forces politiques d'opposition pour le dépassement remarquable dont elles avaient fait preuve, de concert avec d'importantes franges de la société civile et du patronat local en réussissant à rassembler diverses couches de la société dans le cadre de l'entreprise citoyenne exceptionnelle que constituent les Assises Nationales.

Paradoxalement, certains partis du Front, tout comme le président Wade, semblent avoir mal reçu le message des électeurs, en ce qu'au lieu d'utiliser les positions nouvellement conquises, pour promouvoir le développement des luttes populaires et infliger des reculs au pouvoir libéral, ils se sont laissés enfermer, à de rares exceptions, dans des logiques étroites du clientélisme partisan, de la routine administrative et de prétendues valeurs républicaines face à un Etat voyou! Cette absence de rupture dans la gestion des collectivités locales a conduit à une absence de lisibilité de la vie politique nationale. Le fait que Bennoo n'a pu consolider ses positions au sein des collectivités locales qu'elle a remportées, permet aujourd'hui à Abdoulaye Wade, malgré la secousse du 23 juin dernier, non seulement d'installer des délégations spéciales un peu partout dans le pays mais surtout de retirer la gestion des ordures aux Collectivités locales.

NOUVELLE DEMARCHE POLITIQUE PAR LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES POPULAIRES

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 67

Il faut que l'Opposition sénégalaise au-delà de l'invalidation de la candidature de Wade prenne en charge les questions telles que les délestages intempestifs de la SENELEC, la cherté du coût de la vie, le décret sur la taxe sur les appels entrants, le limogeage des ministres de l'Intérieur, de la Justice et du fils du Président ...etc., autant d'urgences qui attendent d'être solutionnées avant les élections présidentielles. Cette Opposition réussira-t-elle à remobiliser le peuple pour la mère des batailles, après qu'il aura subi, impassible, toutes ces agressions ?

Pour défaire le pouvoir libéral et convaincre la petite bourgeoisie instable à adhérer sincèrement aux conclusions des Assises Nationales, il importe de développer l'esprit M23, de mettre le pouvoir sur la défensive, surtout que Wade ne semble avoir tiré aucune leçon de ce signal fort de la vie politique nationale. Il s'agira donc, de manière pacifique, sans destruction de biens publics ni privés, en y ajoutant toutes les formes intelligentes de désobéissance civile, en tablant sur le ras-le-bol général du peuple sénégalais, de multiplier les mouvements de protestation en les décentralisant pour contraindre le Monstre et sa clique au départ immédiat ou à l'organisation d'élections transparentes qu'ils sont condamnés à perdre, ce qui permettra de préserver la paix civile. Il ne s'agit donc pas simplement de sacraliser cette date du 23 juin 2011, mais de la considérer comme point de départ d'une nouvelle démarche politique en vue de mettre fin au pouvoir de Wade.

POURSUITE DE LA MOBILISATION CITOYENNE AU DELA DES ELECTIONS !

Ce dont il s'agit véritablement, c'est d'entraîner les masses dans la mobilisation populaire vigilante, seule garante de changements véritables et durables, au lieu d'accorder une importance disproportionnée aux combinaisons politiques, dans une optique strictement électoraliste. C'est pourquoi, il faut d'ores et déjà noter une insuffisance du travail des partis de Bennoo au sein des masses. La collaboration des différents partis de cette coalition dans les communes, quartiers et villages laisse à désirer et n'est pas orientée vers la défense des intérêts locaux spécifiques, mais simplement vers des tâches de convoiement de militants lors de rassemblements politiques ou de supervision du processus électoral. C'est dire que l'irruption des masses sur la scène politique le 23 juin dernier, n'est pas bien perçue par ceux qui se contenteraient bien d'un statu quo institutionnel, au lendemain de la défaite du camp Wade. Par ailleurs, le déficit d'implication des travailleurs dans la lutte contre le régime libéral est liée en partie à la négligence dont font preuve les partis de Bennoo au niveau du travail syndical et on peut même parler d'indulgence par rapport à la bureaucratie syndicale, dont les travers (malversations, collusion avec le pouvoir, entorses graves aux principes de la démocratie syndicale) sont passés sous silence. C'est à la rectification de tous ces travers que les partis de la gauche véritable étaient attendus !

LA CANDIDATURE UNIQUE, SEULE VOIE DE SALUT !

Il est plus que temps d'affronter courageusement la question du candidat unique, au lieu de la différer continuellement. On a comme la vague impression que, contrairement aux apparences, malgré l'accord du 28 mai 2011, les retards observés pour le choix du candidat consensuel sont en rapport

avec le fait que tous les partis de Bennoo n'ont pas la même compréhension du programme de transition ni des conclusions des Assises Nationales.

Il y a d'une part les forces de ce qu'on pourrait appeler la gauche véritable, qui en plus d'être favorables à un régime parlementaire souhaiteraient une rupture avec tous les régimes précédents et la prise en compte de principes d'équité et de justice sociale dans la définition de la prochaine étape politique post-Wade. De l'autre, des politiciens libéraux ou socio-démocrates, pour lesquels, il s'agit simplement d'une compétition électorale comme une autre, et dans laquelle, grâce à leurs parrains extérieurs et leur trésor de guerre amassé lors de leurs passages dans les gouvernements socialistes et libéraux, ils pensent avoir toutes leurs chances de l'emporter. Ils ne comprennent pas trop cette fixation de certains partis de gauche sur la nécessité du changement d'un régime politique qui depuis cinquante années aura causé tant de torts à notre Nation. Sans compter qu'une démarche politique inspirée des idéaux et principes du progrès social n'est pas forcément pour plaire aux couches sociales dont ils sont le porte-drapeau et à leurs parrains occidentaux, qui ont montré au cours de cette année, en Côte d'Ivoire et plus encore en Lybie, de quoi, ils étaient capables, quand leurs intérêts étaient « menacés ».

Concernant Bennoo Alternative 2012, tout militant de gauche peut comprendre leur « impatience révolutionnaire », face à la lenteur d'un groupe de « vénérables leaders », victimes des pesanteurs d'une alliance de près de quarante partis.

A moins de six mois d'élections fatidiques, il urge pour les partis d'opposition d'identifier les partis et mouvements de la société civile qui partagent des points de convergence programmatique, pour prendre en charge les conclusions des Assises Nationales.

Le moment est donc venu de délimiter les camps et que chacun choisisse le sien !

Médina, le 11 septembre 2011

8. ELECTIONS DE 2012: BENNOO NE SAURAIT ÊTRE UN TREMLIN POUR DES POLITICIENS REFORMISTES!

Presque deux ans jour pour jour, après la cérémonie de clôture des Assises Nationales du 23 mai 2009, un accord historique fut scellé, le 28 mai 2011, par une trentaine d'organisations se réclamant de Bennoo Siggil Senegaal. Cet accord consacrait la candidature de l'Unité et du Rassemblement, arme fatale contre le système totalitaire de Wade!

LA CONSTITUTIONNALISATION DU TICKET PRESIDENTIEL, CONSEQUENCE INDIRECTE DE L'UNITE DE BENNOO?

Est-ce pure coïncidence, si quatre semaines plus tard, le projet de Loi Constitutionnelle instituant le ticket de l'élection simultanée, au suffrage universel du Président et du Vice-Président de la République fut déposé sur la table de l'Assemblée Nationale, avec en arrière-pensée, la volonté de suppression du second tour de l'élection présidentielle ? Toujours est-il que le peuple, debout comme un seul homme, fera reculer le pouvoir libéral gagné par le doute, qui dut se replier dans un désordre indescriptible, obligeant ses amis occidentaux à se démarquer par rapport à sa gouvernance désastreuse ! Suite à cette grande victoire politique du peuple sénégalais, hommes politiques et organisations de la société civile, dont celles ayant pour vocation la défense des droits de l'Homme, vont porter sur les fronts baptismaux, le mouvement du 23 juin, avec comme objectif déclaré de s'opposer coûte que coûte à la candidature anticonstitutionnelle de Wade. Ce développement fulgurant du mouvement populaire contre la politique libérale anti-sociale et antipopulaire venait couronner quatre années de travail patient d'un noyau de partis d'opposition, qui s'étaient constitués en front après les élections présidentielles de février 2007.

L'INITIATIVE DES ASSISES NATIONALES POUR UNE VERITABLE DYNAMIQUE POPULAIRE ET CITOYENNE.

En effet, suite à leurs désillusions post-électorales, les partis politiques de l'opposition extra-parlementaire, qui pensaient venir à bout d'un Parti-Etat, sans construire une véritable dynamique populaire reviendront à la raison, pour initier, de concert avec des forces de la société civile et une partie de l'opposition parlementaire, un processus citoyen original connu sous le vocable d'Assises Nationales. C'est ainsi que dans tous les coins et recoins de notre pays fut initiée une réflexion autour de quatre objectifs :

- faire l'état des lieux dans les différents domaines et secteurs de la vie nationale ;
- proposer des éléments d'orientation des politiques publiques nationales ;
- réfléchir sur les conditions de refondation non seulement de l'Etat et des institutions, mais aussi de l'économie et de la société, en vue d'atteindre les objectifs visés ;
- fournir l'esquisse d'un nouveau projet de société partagé pour le Sénégal.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 70

Des concertations furent ainsi conduites dans le cadre des huit commissions thématiques et des consultations citoyennes organisées dans les 35 départements du Sénégal et dans la diaspora sénégalaise (France, Etats-Unis d'Amérique, Canada).

Un diagnostic objectif des dysfonctionnements institutionnels, qui remontent à l'accession de notre pays à la souveraineté nationale, surtout après la crise de 1963 a été posé et mis sur le compte de « la nature de nos institutions et d'une gestion du pouvoir calquées sur le modèle de la Cinquième République française ». Les Assises Nationales vont identifier les problèmes liés à la mal-gouvernance, à la récurrence des révisions constitutionnelles et à la tendance à concentrer le pouvoir au sommet de l'Etat.

En mars 2009, la Coalition des partis politiques, qui avait pris l'initiative d'organiser les Assises Nationales infligera une défaite politique mémorable au pouvoir de Wade, ce qui pouvait être interprété comme un encouragement par le peuple sénégalais de la nouvelle démarche inclusive, faite d'autocritique et d'humilité empruntée par Bennoo.

LE SCENARIO PESSIMISTE

Des quatre scénarii théorisés par les experts des Assises Nationales (tendancier, pessimiste, modéré et optimiste), force est de constater que c'est le scénario pessimiste, qui semble de plus en plus s'imposer.

En effet, les multiples grèves de travailleurs pour non-paiement de primes (particulièrement ceux de l'Education et de la Santé) sont là pour dénoter de réelles tensions de trésorerie dues entre autres raisons au racket du plan Takkal, que les bailleurs de fonds (Agence française de développement, Banque mondiale, Banque islamique de développement, Banque ouest-africaine de développement...) n'accepteront de financer qu'à cause de la création du Fonds de soutien à l'énergie garanti par l'Etat.

Par ailleurs, comme l'ont établi les experts lors des Assises Nationales, le principal instrument de politique économique de l'Etat sénégalais se réduit au budget alimenté par les taxes, l'impôt et l'emprunt. A un point tel que Wade fils s'est récemment attiré les foudres de l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui lui a interdit d'entériner la nouvelle hausse de la redevance d'atterrissage que le Sénégal envisageait d'appliquer.

D'innombrables dossiers de blanchiment d'argent sont découverts et traités de manière discrétionnaire par la CENTIF, dont celui de la société Myna récemment évoqué par la presse.

Enfin, la situation électorale reste caractérisée par une incertitude inouïe, qui amène à se poser la question de tenue effective des élections présidentielles à date échue. Il y a d'abord le fait que de larges secteurs de l'opinion, regroupés autour du mouvement du 23 juin, confortés par la quasi-totalité des constitutionnalistes de notre pays récusent la candidature du Président Wade. Cette défiance à l'endroit du candidat déclaré du PDS, va au-delà des partis politiques de l'opposition et de la société civile authentique, en ce qu'elle touche de larges secteurs du pouvoir confrérique et même de certains partis anciennement alliés à Wade. Mais il y a aussi les difficultés des partis d'opposition à présenter

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 71

une alternative crédible, car à côté de la floraison de candidatures fantaisistes ou suscitées, il y a la coalition Bennoo Siggil Senegaal, qui semble vouloir se cacher derrière le M23 et la nécessaire invalidation de la candidature de Wade, pour ne pas avoir à choisir son candidat de l'Unité.

QUID DES IDEAUX DES ASSISES NATIONALES ?

Le peuple des Assises devrait-il, pour autant, renoncer à la refondation des Institutions, à la rectification et à l'approfondissement du processus démocratique après la monstrueuse parenthèse wadiste ? N'est-il plus question de donner une place centrale à la citoyenneté active et à l'éthique de responsabilité, à travers une gouvernance locale effective et efficiente ?

Rien ne pourra empêcher le peuple sénégalais, une fois qu'il se sera débarrassé de la dynastie des Wade de mettre en place des mécanismes de sauvegarde de la Constitution, d'adopter par voie référendaire, en juin 2012, une nouvelle Loi Fondamentale incluant une Charte des libertés, de la démocratie et de la bonne gouvernance dont les dispositions seront quasi-immuables.

Et enfin, n'en déplaie aux dissidents libéraux et aux caméléons de la gauche "caviar", le peuple du 23 juin veillera à ce que la centralité du pouvoir lui revienne à travers ses représentants au Parlement, lequel devra désormais être positionné comme un acteur institutionnel majeur.

A quoi bon alors s'étriper pour une candidature à la présidentielle ?

N'a-t-on donc pas l'intention, comme on veut le faire croire à une jeunesse patriotique, désintéressée et intrépide, telle que symbolisée par Malick Noël Seck et tous ses autres camarades des jeunesses du M23, d'initier une révolution citoyenne et pacifique pour bouter hors du pouvoir la peste libérale ?

LE MONSTRE SEMBLE REPRENDRE DU POIL DE LA BÊTE

Il est à noter que, entre autres effets collatéraux de ces querelles de préséance, certain vieillard devenu dépressif, dans la dernière semaine du mois de Juin dernier, est devenu hilare, ayant retrouvé la joie de vivre ! Certes, il subit encore quelques contrariétés, car « généreux » devant l'Eternel (grâce à sa caisse noire), il voit de plus en plus ses présents déclinés par ses condisciples les plus proches !

D'un autre côté, les pontes libéraux, après le fléchissement de la machine répressive wadiste prise de court par la journée mémorable du 23 juin et les émeutes du 27 juin 2011, deviennent de plus en plus agressifs. C'est ainsi que, constatant leur impopularité croissante, ils ont enrôlé des nervis, acquis des chiens féroces et veulent se substituer à la police anti-émeutes et à la gendarmerie trop molles à leur goût, pour prévenir et contrer toute velléité de révolte populaire engendrée par leurs politiques néfastes et injustes. Comme si on pouvait arrêter la mer avec ses bras !

Nul besoin, cependant, d'être un politologue génial pour constater que, faute de mesures correctives, dont en premier lieu, l'invalidation de la candidature de Wade, tous les ingrédients d'une déflagration sociale incontrôlée sont réunis dans notre pays !

EXISTE-T-IL UNE ISSUE EN DEHORS DES ELECTIONS ?

Concernant la candidature de l'Unité de Bennoo, il devient patent qu'on assiste à des tergiversations d'hommes politiques, qui nous avaient fait croire, qu'ils s'étaient repenti de leurs errements passés,

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 72

malgré leurs velléités hégémoniques notées dans les alliances électorales de ces dernières années. Il importe de retenir que chaque fois que les forces d'opposition sont allées divisées à des confrontations avec le Parti-Etat libéral, elles ont été battues et chaque fois qu'elles ont fait l'effort de s'unir, elles ont infligé des reculs décisifs au régime wadiste.

Dans toute cette confusion, la diffusion des conclusions des Assises Nationales a été sérieusement freinée par l'absence de volonté politique de certains hommes politiques et le manque de motivation de patrons de collectivités locales issus de la Coalition Bennoo, pris dans le tourbillon du clientélisme partisan et de la routine administrative, face à la nécessité d'œuvrer pour le développement des luttes populaires. Il faudrait donc, remédier rapidement à cette insuffisance, en procédant à la vulgarisation des principales conclusions des Assises et surtout de la Charte de Gouvernance Démocratique dans laquelle de larges secteurs de l'opposition et de la société civile se reconnaissent.

C'est pour cela qu'il faut en arriver à ne pas considérer l'élection prochaine comme une fin en soi, mais simplement comme un levier de mobilisation populaire, seule garante de changements véritables et durables. Quelle que puisse être l'issue de ce feuilleton insipide autour de la candidature de l'Unité, les partis de la gauche véritable, la jeunesse patriotique ainsi que les forces progressistes et désintéressées de la société civile doivent s'investir, pour développer le travail de mobilisation au sein des masses en vue d'imposer aux politiciens réformistes, de quelque bord qu'ils puissent être, une fois les élections terminées, la mise en œuvre des conclusions des Assises Nationales.

Médina, le 13 novembre 2011

9. INVESTITURE DE WADE: APRES BEN ALI, MOUBARACK ET KADHAFI, A QUI

LE TOUR?

Les choses sont d'une clarté limpide ! Le cardinal avait averti ! La confrontation est là. Ce n'est pas feu Ndiaga Diouf, de Thiaroye, résidant à Tally Diallo, qui nous démentira ! Il ne peut plus le faire. Il est mort !

Depuis des mois, pour tous les Sénégalais sincères, qui ne cherchent pas à faire un équilibrisme de mauvais aloi, il était évident que les ambitions présidentielles illégitimes de Ndiombor ne pourront se réaliser qu'au prix de destructions inouïes de l'environnement physique, socio-économique, moral et spirituel et même de pertes en vies humaines. Et ce n'est qu'un début !

Tout comme Hitler qui, parvenu « légalement » au pouvoir, a dû traverser la nuit des longs couteaux et la nuit de cristal pour consolider son régime de terreur !

La question que se pose la majorité des sénégalais est la suivante : après son bilan que lui-même et sa cour qualifient d'élogieux, quelles tâches essentielles et urgentes lui reste-t-il donc à accomplir, qui ne puissent être exécutées par la pléthore de frères libéraux ou alliés qui rôdent dans les allées du pouvoir libéral ? A moins qu'il ne s'agisse de questions purement privées, tout à fait personnelles, qui ne concernent que lui-même, ses propres héritiers et ses proches !

A quoi sert donc le Parti "démocratique" sénégalais ? A régler les affaires de la famille Wade pour cautionner une dévolution monarchique du pouvoir, par exemple ?

Pourquoi une République ? S'il s'agit simplement d'avaliser les désidératas d'une seule personne comme en Corée du Nord.

De quelle utilité est la Démocratie, du moment que la seule attitude tolérée est la soumission au Roi, au Prince héritier et à la Reine-Mère ?

Nous sommes face à un Etat, qui s'est transformé en Directoire de campagne d'un "tyran lunatique et autiste" ! La famille présidentielle et ses thuriféraires, (dont la plupart sont des transhumants, qui avaient échoué à faire réélire le candidat socialiste en 2000), n'ont-ils pas confisqué la Télévision Nationale qui, malgré les protestations de journalistes honnêtes, sert de canal privilégié dans la campagne nationale de désinformation en cours.

Toute la nomenklatura libérale, désireuse de prolonger leur propre carrière de parasites et de faire du premier magistrat de la Nation, un "président à vie", est réquisitionnée pour accompagner le clan wadiste dans ses vaines gesticulations, pour faire oublier au peuple sénégalais son douloureux vécu quotidien.

Ainsi, pendant que les étudiants, enseignants, agents de santé, cadres des Impôts et Domaines réclament à l'Etat leurs bourses, salaires et primes, les magistrats se voient gratifier de hausses de salaires disproportionnées et suspectes en cette période pré-électorale. Et pourtant, l'argentier de la République, a été récemment primé par le « Financial Times », malgré la politique économique

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 74

antipopulaire qu'il conduit et qui peut se résumer au triptyque "taxes-impôts-emprunts", pour le bonheur exclusif des officines impérialistes et du pouvoir libéral, auxquels il voue une fidélité, qui est loin d'être désintéressée.

Toutes les couches et classes sociales de notre pays vivent un calvaire quotidien aux antipodes de la propagande du pouvoir libéral, digne des régimes totalitaires les plus vils.

Au moment où les patrons du CNP réclament la baisse du coût de l'électricité, le plan Takkal se révèle être une vaste et coûteuse escroquerie politique, devant permettre aux libéraux de passer le cap difficile des élections. Les gorgoorlu sénégalais tenaillés par la faim et la soif, sont contraints de payer au prix fort leur transport, à cause de la spéculation dont font l'objet les produits pétroliers.

Des clins d'œil suggestifs sont faits à l'endroit de divers secteurs de la vie nationale : la confrérie mouride en faisant du Magal, un jour férié, le monde paysan, pour lequel on envisage de créer une caisse de sécurité sociale et la communauté casamançaise, à laquelle on promet le rapatriement des restes d'Aline Sitoë Diatta. N'est-il pas curieux que la réintégration des policiers radiés il y a plus de vingt-cinq ans ne survienne que quelques semaines avant l'élection présidentielle de février 2012 ? Pourquoi briser le consensus sur le code électoral, en refusant le bulletin unique, au moment même où le Ministre chargé des Elections se déclare prêt pour faire face à tous les scénarii ? Que penser des délires d'un responsable politique libéral sur l'existence de gouverneurs "wadistes" ?

Ce ne sont là que des manœuvres basement électoralistes !

Comme disent les jeunes rappers de Y'EN A MARRE : « Faut pas forcer, Mr le Président ! » Il est temps, pour Vous, d'aller jouir d'une retraite (im) méritée, car votre exercice présidentiel aura coûté si cher à la Nation sénégalaise !

Médina, le 22 décembre 2011

10. VERS... LE «TROISIEME REICH »SENEGALAIS?

Considérons un instant le long et pénible règne du régime BDS-UPS-PS, puis la douloureuse parenthèse monarcho-maffieuse de Wade & Co ! Nous sommes alors en droit de nous interroger sur la troisième étape du développement sociopolitique de notre pays.

Les fruits récoltés du faux Sopi libéral sont bien loin d'avoir tenu la promesse des jolies fleurs du printemps de mars 2000 ! L'option décisive, dont a fait montre le peuple sénégalais pour initier des démarches de rupture en vue résoudre les questions liées à la demande sociale, à l'approfondissement de la Démocratie et à l'indépendance de la Justice a été sabordée par une bande de gangsters libéraux avec l'aide de mercenaires pseudo-socialistes, sans oublier quelques larbins gauchisants.

Vers la fin des années 90, le parti démocratique sénégalais, malgré son affaiblissement imputable à son management erratique et trop dirigiste de même qu'à son idéologie inconsistante et versatile, n'en symbolisait pas moins pour de larges secteurs des couches populaires de notre pays, un espoir tangible de sortir notre pays de l'ornière. C'est ce noyau dur encadré par les partis de gauche, qui servira de locomotive au processus d'éviction du parti socialiste du pouvoir. Mais les premiers actes posés par le pouvoir libéral, prendront la direction opposée à celle des indications du programme de la CA2000, prônant un rééquilibrage des pouvoirs, une justice libre et la satisfaction de la demande sociale. Pour mener à bien son entreprise démoniaque de remise en cause des objectifs politiques de l'Alternance de 2000, le nouveau locataire du Palais sut profiter d'une très longue période de grâce de la part d'un peuple euphorique, qui venait pour la première fois, de se choisir librement ses dirigeants. Comment passer sous silence la bienveillance excessive et naïve dont des dirigeants politiques expérimentés ont fait preuve à l'endroit d'un tyran en devenir, au point de voter, les yeux fermés, une Constitution liberticide ?

Grâce à ces pouvoirs exorbitants tirés de la nouvelle Loi Fondamentale de notre pays, aux tripatouillages du Code Electoral, à l'intimidation des citoyens par une police politique (gestapo ?) aux ordres et à une mécanique huilée de corruption universelle, il lui sera facile de mettre en place un système "totalitaire". L'opposition sénégalaise a pu vérifier par elle-même, en 2007, combien il était difficile, simplement par les dispositions formelles de la démocratie bourgeoise, de se débarrasser d'un régime qui a pris toutes les Institutions de la République en otage.

C'est ainsi que les patriotes de gauche et les militants de la citoyenneté responsable vont initier le Chantier dit des Assises Nationales, censé jeter les bases d'une refondation institutionnelle et même, d'une révolution citoyenne et populaire démocratique. Ce projet généreux ne pourra pas aboutir si sa réalisation ne dépend que de la classe politique actuelle, constituée d'hommes d'appareil incapables de se placer au-dessus des querelles bassement partisans. Le regrettable épisode de la candidature unique est là pour en attester. La façon dont les coalitions électorales sont en train de se constituer indique clairement que les combinaisons d'appareil sont largement privilégiées au détriment de l'engagement à la cause du peuple, qui se débat désespérément, pour desserrer l'étau de la demande sociale. On ne

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 76

peut cependant manquer de signaler que plusieurs candidats ou organisations de la société civile se réclament de la dynamique des Assises, même si seul le capitaine d'équipe du Bennoo Siggil Senegaal a cru bon de s'engager explicitement par le biais d'un pacte et d'un serment sans équivoque.

Il faut dès maintenant tenir un langage clair : Est-il concevable que les élections présidentielles prochaines puissent se tenir avec la participation d'Abdoulaye Wade, dont une troisième candidature est anticonstitutionnelle ? Nous disons non : il faudra refuser de participer à des joutes électorales, si la candidature du président sortant est validée par le Conseil de la Cupidité et du Non-Droit et poursuivre la lutte, avec les moyens appropriés. Le cas échéant, le processus électoral aurait toutes les chances de se transformer en processus insurrectionnel, qui prendrait également en charge les questions liées à la demande sociale et à l'impunité !

Les gredins libéraux, qui semblent avoir pris Ndiombor en otage, veulent –ils suivre les traces du Parti national-socialiste allemand ou Parti nazi, qui s'étant emparé du pouvoir, s'était flanqué d'organisations paramilitaires puissantes (comme les calots bleus ou les nervis du PDS), pour s'imposer par la terreur et instaurer ainsi le régime du troisième Reich, le plus abominable, que l'Humanité ait jamais connu ! Dieu nous en préserve !

Médina, le 22 janvier 2012

11. TREIZE CANDIDATS ET UN FANTÔME!!!

*“Gorgui deena, Gorgui deena, soullène ko !” **

C'est le refrain ironique inlassablement scandé par la jeunesse ardente au cours des diverses manifestations du mouvement des forces vives de notre Nation. Ces jeunes sont évidemment loin de souhaiter la mort de qui que ce soit et surtout pas celle de notre vénérable patriarche, qui malgré ses frasques et gaffes de la dernière décennie, aura quand même contribué à la survenue de la première alternance démocratique dans notre pays après 26 années de combat ! Ils pensent simplement que le moment est venu, pour lui, de faire valoir ses droits à la retraite et/ou d'aller se consacrer à ses obligations religieuses, comme le lui a d'ailleurs conseillé un marabout de Louga.

Ce dont la jeunesse sénégalaise veut parler, c'est non pas de **mort physique** comme celle de Mamadou Diop, victime d'un "assassinat sur la voie publique" sur la Place de l'Obélisque occasionné par un camion-dragon de la "Police Libérale", mais de la "**mort sociale**" de Ndiombor !

N'est-ce pas lui qui s'est "politiquement suicidé", en se reniant publiquement (wax waxeet), le 14 juillet 2011, suite au rejet, trois semaines auparavant, de son projet de Loi Constitutionnelle instituant le ticket de l'élection simultanée, au suffrage universel du Président et du Vice-Président de la République et au refus opposé à sa volonté de suppression du second tour de l'élection présidentielle ? Sous d'autres cieux, Ndiombor serait passible de la Haute Cour de la Justice qui aurait pu le condamner pour parjure. On aurait donc pu parler de "mort sociale" de Mr le Président de la République, qui aurait ainsi pu rejoindre tous ceux qui vivent en marge de la société, dont ils se sentent exclus, notamment les détenus, les prisonniers, les chômeurs, les malades mentaux...etc.

Cette mort sociale le concerne également, en ce qu'il a choisi d'enfreindre consciemment et volontairement les normes républicaines, en violant de manière répétitive la Constitution, qui ne lui donne pas droit à un troisième mandat.

On pourrait aussi parler de **mort spirituelle** : celle de l'âme en état de péché mortel, non seulement celle des dirigeants de la Coalition FAL, mais aussi celle de leurs complices enturbannés ou non.

Enfin, la **mort psychique** viendrait du refus obstiné de prendre en compte les réalités sociopolitiques de notre pays, faisant de celui qui en 2000, a été porteur des espérances du peuple sénégalais, un fou emmuré dans son autisme et qui tel Néron, pourrait mettre notre pays à feu... et à sang !

On ne peut qu'être révolté devant le manque de compassion des responsables libéraux refusant à Ndiombor son droit légitime à jouir d'un repos... salvateur pour la bonne marche du système politique sénégalais.

Certes, le premier magistrat de la Nation est une bête politique infatigable et déconcertante. Il réussit la prouesse d'entrer quotidiennement par effraction dans les chaumières sénégalaises, où il est devenu indésirable depuis bien longtemps. Il est parvenu à domestiquer (par la carotte ou le bâton), nombre de politiciens, de syndicalistes et même quelques marabouts. Il est arrivé à empêcher la jonction des

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 78

mouvements sociaux aussi nombreux qu'inefficients, car divisés et faisant preuve d'un corporatisme étroit.

Il est vrai que "l'opposant au pouvoir" risquerait, une fois retraité, face au sentiment d'éloignement ou même d'abandon du champ de bataille de ressentir un sentiment de solitude si fort qu'il pourrait lui être fatal ! Est-ce pour cela qu'il cherche à nous imposer le prince héritier, ce qui lui permettrait de continuer de gouverner, par procuration, jusqu'au-delà de 100 ans...

En cette nuit de prières et de dévotions, puissent Dieu, Mohamed (PSL) et les autres vénérables prophètes nous en préserver!

*Le vieux est mort, le vieux est mort, il faut l'enterrer !

Médina, le 5 février 2012

12. SENEGAL : TOLERANCE ZERO POUR LES DERIVES FASCISTES!

Ayant hérité d'un système politique, au sein duquel, la classe politique avait pu bâtir une démarche consensuelle, ayant permis l'avènement de la première alternance démocratique au Sénégal, le Monstre et sa clique ont méthodiquement déconstruit les fondamentaux institutionnels de notre Nation, en vue d'installer un régime autoritaire drapé des oripeaux d'une démocratie de façade.

LES FAL 2012 COMPLICES D'UNE DICTATURE RAMPANTE ?

La validation de la candidature illégale et illégitime du président sortant est venue confirmer la faillite politique de la nébuleuse maffieuse dénommée FAL 2012 agglutinée autour de la dynastie wadiste, qui a fini d'étouffer les résidus du défunt parti démocratique sénégalais.

La mort glorieuse, le 31 janvier dernier, dans des circonstances tragiques et hautement symboliques de Mamadou Diop, citoyen modèle devenu martyr sacré de la cause du M23, symbolise au mieux cette phase historique dans la lutte du peuple sénégalais vers la restauration des valeurs républicaines, dans le droit fil des conclusions des Assises Nationales visant la refondation institutionnelle.

C'est dire que la démarche de Wax Waxeet, du temps où il était opposant, de ne pas marcher sur des cadavres pour accéder au pouvoir, semble avoir cédé la place aux bonnes vieilles recettes des dictateurs en fin de règne, qui prônent la soumission servile du peuple à l'arbitraire des puissants, fût-ce au prix de milliers de morts !

Le peuple sénégalais, qui veut encore laisser toutes ses chances à un règlement pacifique de la crise politique créée par l'entêtement de Ndiombor, endure, de manière stoïque la violence institutionnelle exercée sur lui, à travers l'instrumentalisation assumée du Conseil constitutionnel et des forces de défense et de sécurité.

LE M23 PRIS DE COURT ?

La décision arbitraire de validation de la candidature du président sortant – appuyée par les communiqués sibyllins des puissances occidentales et les adresses plus qu'équivoques de certaines personnalités religieuses- semble avoir pris de court le mouvement du M23, au sein duquel, certains acteurs ont un horizon politique très limité par un juridisme étroit, une frénésie électoraliste et un formalisme bourgeois en matière de lutte politique. Nourrissant des ambitions présidentielles individuelles, ils refusent de s'engager dans des processus risquant de compromettre la tenue des élections du 26 février 2012. Les hommes politiques de l'Opposition se trouvent donc tiraillés entre leur devoir patriotique d'en découdre avec l'autoritarisme du pouvoir wadiste et leur réflexe politicien de participer à des élections dans lesquelles, ils pensent encore avoir toutes leurs chances.

Est-ce cela qui explique la « drôle de campagne » à laquelle, nous assistons depuis une semaine, même si tout indique que notre pays s'achemine vers un contentieux électoral à l'ivoirienne, aussi prévisible qu'inéluctable ?

VERS UN SCRUTIN TRONQUE ?

En effet, comment espérer un scrutin apaisé suivi de résultats acceptés par les franges les plus significatives de la classe politique, si d'ores et déjà, le pouvoir libéral et ses affidés s'opposent à tout le reste de la classe politique sur les critères d'éligibilité à la candidature présidentielle ?

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 80

Vu sous cet angle, il n'est pas du tout absurde de prôner le boycott d'une compétition électorale dans laquelle la partialité de l'arbitre constitutionnel et le parti pris du Ministre de l'Intérieur sont établis dès le départ.

C'est tout cela qui montre, a posteriori, la pertinence de la démarche de Bennoo Siggil Senegaal prônant l'Unité et le Rassemblement. Car en réalité, il ne s'agit pas simplement de joutes électorales classiques, pour juger de la représentativité des diverses forces politiques en présence, mais bien d'un processus de restauration de la nature républicaine de l'Etat sénégalais mise à mal par toute une série de révisions « déconsolidantes » de la Constitution et plusieurs lois et décrets scélérats.

Pourquoi s'étonner alors, que des « génies en herbe » politiques, champions de la pluralité des candidatures au sein de l'Opposition soient les premiers à abdiquer devant le coup d'Etat constitutionnel du Monstre ? Dans le même ordre d'idées, n'est-il pas temps pour une certaine presse de se départir d'une prétendue objectivité, et d'une neutralité stérile, au moment où la mafia libérale commet un crime politique majeur, à savoir la mise en place d'un régime dictatorial reposant sur les forces les plus obscures de notre société ?

DEFAITE INELUCTABLE POUR LE NON-CANDIDAT WADE !

Quand la survie de la Nation est menacée, il est du devoir de tout patriote de s'engager, comme le font des jeunes rappeurs d'Y'EN A MARRE, au moins pour le respect de la nature républicaine de l'Etat sénégalais et d'un minimum de normes démocratiques. Les partis politiques n'ont pas plus de responsabilités que les autres forces sociales de notre pays pour s'opposer à l'arbitraire du système wadiste ! Cette lutte est l'affaire de tout Sénégalais pris individuellement !

Au cas où les élections présidentielles devaient se tenir à date échue, il doit aller de soi que le candidat Wade, disqualifié dès le départ, ne peut franchir la ligne d'arrivée !

Le seul résultat à même de ramener la paix civile dans notre pays reste une défaite du camp libéral au premier tour, à l'issue d'un scrutin paisible et transparent ! Toute autre issue plongerait notre pays sinon dans une guerre civile incontrôlée, tout au moins dans une crise politique majeure.

Médina, le 12 février 2012

13. SENEGAL: VERS L'INGOUVERNABILITE?

Plus que quelques jours avant l'ultime bataille électorale contre le monstrueux régime " wadiste " ! Contrairement aux apparences, le plus inquiétant dans la situation actuelle, plus que les nombreuses morts ayant émaillé la campagne électorale, c'est bien la perte de repères qui caractérise notre société, en ces heures cruciales de son Histoire. Ainsi, les principes élémentaires de l'Etat de Droit sont foulés aux pieds par Wade et ses sbires, avec la complicité active ou des protestations de principe d'une Justice anesthésiée.

UN CLIMAT DELETERE, PEU PROPICE A UN SCRUTIN APAISE

Il va de soi que le manque de sérénité constaté durant la période pré-électorale, outre qu'il est susceptible d'effrayer les électeurs avec risque d'un fort taux d'abstention, servira de prétexte à l'intimidation des militants de l'Opposition dans les bureaux de vote par les gangsters libéraux. Jamais la probabilité de survenue d'une crise postélectorale n'a été aussi élevée ! Nous nous acheminons très vraisemblablement vers une tentative de hold-up électoral sous la supervision du Ministre des Chauffards, des Nervis, des Calots Bleus et...peut-être, bientôt des milices...confrériques.

A quoi peut alors rimer ce « cirque électoral », qui frise parfois l'indécence avec le gaspillage effréné des ressources étatiques, au moment où l'Ecole Sénégalaise est paralysée, au moment où les familles modestes ont du mal à assurer leurs repas quotidiens, où l'écrasante majorité de notre peuple vit en dessous du seuil de la pauvreté et où nos braves soldats sont massacrés au Sud du pays?

Comment s'étonner, dès lors, qu'après que le lâche assassinat du jeune et très pieux étudiant Mamadou Diop ait été mis sur le compte d'un accident de la circulation par le chef de la Gestapo wadiste, une grenade diabolique soit lancée dans un lieu sacré ? Cet événement n'a-t-il pas exacerbé l'ire de talibés, déjà outrés par la désastreuse politique du Libéral en chef, qui tel Satan, s'emploie quotidiennement à corrompre les membres des grandes familles religieuses de notre pays ?

L'AMBIGUÏTE DES POSITIONS DE L'UNION EUROPEENNE ET DES USA

Assurément, la situation politique de notre pays n'est pas encore suffisamment alarmante pour l'Union Européenne, qui après avoir « conseillé » à l'opposition républicaine de respecter le verdict illégal et illégitime du Conseil Constitutionnel vient de réaffirmer son attachement à un scrutin apaisé et au respect du calendrier électoral. Pourtant certains responsables du M23 viennent de faire savoir qu'une présidentielle libre et apaisée relève de l'utopie, au vu de la violence électorale observée dans la dernière période. En effet, la dizaine de morts déjà déplorés ne suffit pas encore, aux yeux de nos censeurs occidentaux, pour justifier l'arrêt de ce processus électoral biaisé et l'instauration d'un dialogue politique en vue d'éviter des soubresauts dramatiques à notre pays. La préservation de leurs intérêts économiques mesquins vaut bien une « petite » entorse aux règles de bonne gouvernance universellement admises, particulièrement le respect de la Constitution de notre pays.

LE SCRUTIN NE DOIT PAS SEULEMENT ETRE APAISE MAIS AUSSI JUSTE !

En plus de sa candidature imposée au peuple sénégalais et à la Communauté internationale, le candidat des FAL2012 utilise frauduleusement l'appareil d'Etat, (y compris la Police Nationale), pour corrompre ou intimider les citoyens sénégalais.

C'est ainsi qu'on assiste à l'interdiction par des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur à des candidats déclarés de dérouler leur campagne électorale au niveau du Plateau par des arrêtés illégaux,

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 82

malgré le désaveu de la CENA. On note également des arrestations arbitraires de militants de l'Opposition sous le fallacieux prétexte de port illégal d'armes, alors que les caravanes du candidat du FAL sont escortées par des nervis armés côtoyant impunément la police républicaine.

La police procède à des arrestations, sur instruction du ministre de l'Intérieur, à l'insu du Procureur de la République.

Tout comme Gbagbo qui avait décrété l'état d'urgence, le jour de l'élection présidentielle de 2011 ou Abdou Diouf, qui arrêta ses opposants, au soir du scrutin présidentiel de 1988, le patron du PDS fait convoquer des militants de Rewmi à la DIC, quelques jours avant la date prévue de l'élection présidentielle prochaine.

LA JOURNEE DU 26 FEVRIER 2012 NE SERA PAS UNE JOURNEE ELECTORALE ORDINAIRE.

Au cas où les candidats du M23 décidaient finalement de participer à la mascarade électorale en cours, ce serait très certainement pour épuiser les procédures légales, afin de permettre au peuple d'initier, le cas échéant, un processus insurrectionnel massif vers la révolution démocratique et citoyenne venue à maturité.

Il faudra surmonter le piège de l'ingouvernabilité qui pourrait découler de la crise postélectorale prévisible. Il s'agira ensuite, dans un large front incluant toutes les forces démocratiques et patriotiques, dont Bennoo Siggil Senegaal, de matérialiser les conclusions des Assises Nationales pour le règlement des urgences sociales et la refondation institutionnelle.

Médina, le 24 février 2012

14. DEUXIEME TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE: CHASSEZ L'INTRUS!

L'élection présidentielle, qui vient de s'achever n'aura pas permis aux citoyens sénégalais d'opter sereinement pour le candidat de leur choix et son programme. En effet, la présence de l'intrus Wade autour du banquet électoral et les menaces de fraude électorale ont contraint de nombreux électeurs à s'engager dans la stratégie du vote utile, ce qui a une nouvelle fois biaisé le sens du vote. On aura davantage voté contre le président sortant que pour un des candidats postulants. Par ailleurs, du moment que la candidature de Wade est reconnue par tous, comme étant inconstitutionnelle, l'éthique et la logique voudraient que de nouvelles élections soient organisées, une fois Wade battu, dans des délais négociés par les acteurs politiques.

WADE, UN HOTE INDESIRABLE

L'issue du scrutin du 26 Février 2012, qui a opposé treize candidats et un fantôme est connue : un second tour va prochainement opposer le candidat Macky au génie malfaisant, qui depuis un certain 19 mars 2000, hante les allées de notre République. Ndiombor, comme Gygès[1] et son anneau d'invisibilité, cherche à s'emparer illégalement du pouvoir par des procédés aussi frauduleux les uns que les autres, tels que la violation de la Constitution, le reniement de la parole donnée, la corruption des 5 membres du Conseil constitutionnel, la recherche effrénée de ndigël, l'achat de conscience, la fraude électorale... C'est ainsi que, malgré le fait que des citoyens honnêtes et indignés aient ignoré son "invisible" bulletin de vote, qu'ils n'ont même pas voulu voir, encore moins toucher, les "micro-entrepreneurs" politiques du camp libéral grassement rémunérés et spécialisés dans le convoiement d'applaudisseurs dans les meetings du camp libéral et l'achat de conscience réussiront le triste exploit de lui acheter près de 950.000 voix, ce qui reste d'ailleurs largement insuffisant pour lui permettre de passer au premier tour, la demande ayant été largement supérieure à l'offre. Où sont donc passés les millions de militants et sympathisants libéraux qui, les 14 juillet et 23 décembre 2012, auraient envahi la VDN pour encenser leur leader ? Qu'en-est-il des méga-meetings tenus durant la campagne électorale ? Il faudra que les tenants du pouvoir se résolvent à ne plus considérer comme une adhésion à leurs politiques et programmes néfastes, l'affluence "populaire" à leurs manifestations politiques, qui repose le plus souvent sur de généreuses rétributions et des T-shirts.

UNE OPPOSITION VICTORIEUSE, MAIS TROP HETEROGENE

Ainsi donc, les forces de l'Opposition républicaine auront réussi à mettre en ballottage défavorable le président sortant malgré son entêtement suicidaire, les moyens financiers colossaux mis à sa disposition et tirés du patrimoine national, et la complicité active d'une Police nationale instrumentalisée. Cette opposition républicaine, pour avoir différé plusieurs batailles dont celles contre le limogeage arbitraire de l'ancien président de la CENA, la nomination des membres controversés du Conseil Constitutionnel, le redécoupage des collectivités locales, la réduction drastique du pouvoir d'achat des couches populaires s'est retrouvée, à la veille des élections, devant l'inextricable défi de devoir gérer une campagne électorale et un processus insurrectionnel, de type guérilla urbaine. Cette

gageure ainsi que la nature hétérogène voire hétéroclite de ses divers regroupements, notamment les diverses coalitions électorales et le M23, n'ont pas permis au mouvement démocratique national d'adopter une démarche consensuelle et cohérente. C'est ainsi qu'on va observer une guerre feutrée entre les politiciens pragmatiques déjà en pleine campagne électorale et les "preux chevaliers" de la Place de l'Indépendance, chacun cherchant à s'attribuer le beau rôle avec de forts relents électoralistes. Il aurait pourtant été plus sage de se concerter et de définir une position commune, en partant du rapport de forces réel sur le terrain. La candidature de l'Unité et du Rassemblement, dont le camp de Macky Sall n'a jamais voulu, a été torpillée aussi bien par les prétentions excessives ou l'impatience de jeunes loups aux dents longues du FSD/BJ ou des Bennoo Taxawal Senegaal ou Alternative 2012, que par la rivalité stérile et suicidaire de socio-démocrates d'un certain âge, qui finiront par se diviser en deux autres Bennoo. Drôle d'unité ! Les résultats du premier tour sont venus remettre chacun à sa place et confirmer de manière irréfutable, que moins d'égoïsme et un peu plus de dépassement auraient pu permettre de mener de manière plus efficace et plus homogène la bataille contre la candidature anticonstitutionnelle de Wade ou pour son élimination dès le premier tour, le cas échéant. En effet, le vote utile aurait alors davantage profité au candidat de l'Unité et du Rassemblement.

DES MERITES ET DES LIMITES DU FUTUR PRESIDENT

Le maire de Fatick qui incarne tous les espoirs populaires de mettre fin au régime autocratique de Wade aura fort à faire, après sa victoire du 25 mars prochain. En effet, malgré les qualités qu'on lui prête, il sera forcément handicapé par la jeunesse de son parti et l'afflux massif et prévisible de transhumants du PDS, qu'il n'a pas encore les moyens politiques d'éconduire. De plus, face au lourd héritage wadiste, il risque de bénéficier d'une très courte période de grâce, comme l'indique l'indifférence des syndicats enseignants face à sa demande de trêve pour sauver l'année scolaire. Il faut reconnaître, que dans la dernière période, la classe politique s'est plus focalisée sur les enjeux de pouvoir – pour une fois étroitement liés à la défense de la Constitution et des droits citoyens- que sur les multiples luttes syndicales en cours.

LES FORCES DE GAUCHE INTERPELLEES

C'est le lieu de déplorer le hiatus observé entre les nobles combats politiques autour de la nouvelle citoyenneté et les multiples batailles sociales aussi nombreuses que désordonnées, ce qui interpelle au premier plan les partis de gauche, qui doivent se remettre à la tâche. Il s'agit de débarrasser le mouvement syndical des bonzes corrompus qui le paralysent et d'aider à une meilleure coordination des luttes syndicales, qui doivent s'élever au-dessus du corporatisme stérile et étroit et se hisser au niveau des grandes batailles démocratiques et patriotiques. Il ne doit pas forcément être de l'intérêt des forces progressistes de notre pays, à la veille des élections législatives de Juin prochain, de siéger dans un gouvernement de la Coalition Macky 2012, qui ne semble manquer ni de technocrates ni de cadres politiques de haut niveau. Les forces de gauche doivent éviter les pièges qui auront coûté très cher au défunt pôle de gauche, lors de la première alternance démocratique, en 2000. Il s'agit simplement de

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 85

poser comme plateforme minimale, la satisfaction des exigences incontournables de la nouvelle citoyenneté, afin d'installer notre pays dans une nouvelle ère démocratique caractérisée par la bonne gouvernance et un processus électoral consensuel permettant des alternances sans heurts. Une fois, les élections législatives terminées, rien ne s'oppose à la constitution d'un gouvernement de coalition, pour faire face aux urgences sociales aggravées par la gouvernance wadiste et mener à bien l'ensemble des réformes institutionnelles prévues dans le document final des Assises Nationales.

Il faut reconnaître que les forces politiques de gauche, auxquelles certains observateurs reprochent leur absence de renouvellement et leur immobilisme depuis plusieurs décennies, ont été éclipsées durant la dernière période par le mouvement citoyen conduit par les jeunes rappers de Y'EN A MARRE et les organisations de la société civile. La gauche peut retrouver son dynamisme et son prestige d'antan, en obtenant la majorité absolue aux prochaines élections législatives, ce qui constitue la garantie la plus sérieuse pour la mise en œuvre effective et complète des conclusions des Assises Nationales.

[1] Dans le deuxième livre de La République, Platon raconte l'histoire de Gygès qui trouve un anneau qui lui permet de devenir invisible. Grâce à cette invisibilité, il complotte avec la reine et assassine le roi pour s'emparer du pouvoir.

Médina, le 3 mars 2012

15. QUELLES PERSPECTIVES APRES LA DÉFAITE DU CAMP LIBÉRAL ?

En dépit de ses indéniables talents de "politicien illusionniste" et malgré l'instrumentalisation des forces de sécurité, l'achat massif de consciences, l'émiettement des partis d'opposition et la "prime au sortant", le président Wade, candidat illégitime aux élections présidentielles de 2012, a été envoyé par des électeurs aussi pacifiques que déterminés au second tour de l'élection présidentielle.

PRESERVATION DE LA PAIX CIVILE GRÂCE A LA MATURITE DES ELECTEURS.

La classe politique unanime et les observateurs étrangers se sont félicité de la maturité du peuple sénégalais, qui a non seulement ressuscité un processus électoral bien mal en point, mais aussi évité la survenue d'une insurrection, qui semblait inéluctable. Il demeure constant que les grands enjeux démocratiques et institutionnels, tels que diagnostiqués par les Assises Nationales, restent plus actuels que jamais. En effet, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, loin d'avoir "légalisé" une candidature condamnable, ont placé la mafia libérale devant le tribunal du suffrage universel beaucoup plus fiable que le fameux Conseil Constitutionnel discrédité. Le camp de l'opposition, faute d'avoir su s'unir autour de l'essentiel, n'aura pas réussi à mobiliser conséquemment les masses contre la forfaiture du pseudo-candidat libéral, avant l'échéance fatidique d'un scrutin tant redouté. Tel un nouveau-né, orphelin de mère, obligé de téter le sein de sa grand-mère, la classe politique de l'Opposition s'est donc vue contrainte d'accepter le compromis boiteux proposé par le peuple sénégalais, avec le risque de faire de la prochaine victoire du candidat de Bennoo Bokk Yakaar, plus un effet induit de la vaillante lutte du M23 contre le troisième mandat de Wade qu'une adhésion explicite au "Yoonu Yokuté".

QUID DES ENJEUX DEMOCRATIQUES ET DE REFONDATION INSTITUTIONNELLE ?

C'est cette posture inattendue dans laquelle le président Macky s'est trouvé placé, qui l'a sans doute conduit à tendre la main au Peuple des Assises. Il devient, en effet, clair que l'enjeu de l'élection présidentielle en cours ne saurait se réduire à un simple changement d'homme, ou d'équipe mais plutôt de système. C'est pourquoi, la période de transition théorisée par le Bennoo originel semble devoir retrouver toute sa pertinence. En effet, face à l'imminence des élections législatives, la problématique de la refondation institutionnelle devrait être la pierre angulaire de toute alliance ayant pour ambition d'appliquer les conclusions des Assises Nationales. Pour résumer, deux cas de figure s'offrent aux formations politiques de l'Opposition : aller ensemble ou séparément aux prochaines élections législatives.

- Au cas où la coalition Macky 2012 acceptait de souscrire sincèrement et sans réserve aux conclusions des Assises Nationales, un accord politique précis et détaillé devrait être élaboré au sein de la grande coalition électorale de Bennoo Bokk Yakaar, qui devrait servir de socle à une liste commune aux prochaines législatives, dans la perspective d'un gouvernement de législature. Cette hypothèse recoupe la théorie initiale du Bennoo originel sur la période de transition, finalement portée à cinq ans. L'avantage de cette formule serait un large consensus

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 87

de la classe politique sur la refondation institutionnelle et la priorisation des activités de développement sur la politique politicienne dont on nous aura saturés, depuis un certain 19 mars 2000. L'inconvénient serait que les forces de gauche risqueraient, une nouvelle fois, de se détourner de leurs tâches cardinales de lutte pour la justice sociale et l'équité, au profit des couches laborieuses de notre pays et d'avoir les mains liées face à un Président, qui jusqu'à preuve du contraire se réclame du libéralisme.

- Une autre possibilité serait que le président Macky, qui a toujours fait montre d'une certaine circonspection à l'endroit des conclusions des Assises, table sur la dynamique créée par son accession à la Magistrature Suprême et décide de présenter une liste propre aux élections législatives, afin de s'aménager une plus grande marge de manœuvre pour la mise en œuvre de ses "recettes libérales". Les partis de gauche du Bennoo originel devraient alors s'atteler à présenter leur propre liste, pour jouer un rôle de régulation, face au nouveau président. Et ce, d'autant plus que l'APR semble manquer d'homogénéité, comptant en son sein plusieurs personnalités excentriques et court le risque d'être inondé par des transhumants du PDS, qui n'accordent pas une importance particulière aux questions de gouvernance institutionnelle ou de demande sociale.

NECESSITE DE ROMPRE AVEC LE PRESIDENTIALISME OBSOLETE

Loin de sous-estimer les qualités et défauts des différents hommes politiques, qui ont eu à occuper la fonction présidentielle dans notre pays depuis 1960, il va de soi, que c'est la concentration de pouvoir au niveau de la Présidence de la République, qui est à l'origine des principales tares observées dans notre système politique. C'est pourquoi, les démocrates de notre pays comprendraient difficilement, qu'on puisse renoncer à l'agenda des Assises et à la nécessité de procéder à un rééquilibrage des pouvoirs au profit du Parlement, pour de futiles positionnements tactiques. Une des grandes leçons qu'on peut tirer de la vie politique de notre pays depuis l'avènement de l'Alternance, est le fait que le peuple sénégalais semble avoir une longueur d'avance sur sa classe politique. Prise de court par la défaite politique du camp libéral lors des élections locales de 2009, l'Opposition sénégalaise n'a pas non plus su anticiper sur la mémorable journée du 23 juin 2011, qui a consacré l'entrée en scène du mouvement citoyen et de la jeunesse patriotique (particulièrement le mouvement Y'en a marre), qui se sont placés de fait à l'avant-garde de la lutte contre la candidature inconstitutionnelle de Wade. Plus récemment, le peuple sénégalais a dénoué de manière admirable, l'imbroglio dans lequel était empêtrée la classe politique, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle en cours, en préservant la paix sociale, en même temps qu'il désavouait le comportement antirépublicain de Wade. Le "mérite" du président sortant, aura été de permettre au peuple sénégalais de tirer toutes les leçons du contre-exemple qu'aura constitué son règne. A force de prendre le contrepied des grands axes du programme de la CA2000 (qu'il a pourtant préfacé), confirmés et amplifiés par les Assises Nationales,

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 88

Wade a clairement mis en évidence le caractère obsolète et antidémocratique de son mode de gouvernance.

Prisonniers des logiques d'appareil, la plupart des partis politiques et organisations de la société civile doivent faire preuve de modestie et reconnaître la primauté au mouvement populaire, seul véritable garant de changements véritables et durables, au lieu de se lancer dans des combinaisons politiques, dans une perspective de partage de gâteau. C'est pour cela, qu'il faut préserver l'autonomie populaire, impulser la défense des intérêts locaux au niveau des collectivités de base et sauvegarder les intérêts des couches populaires, particulièrement ceux de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Médina, le 18 mars 2012

**D) QUATRIEME PERIODE : A PARTIR DU 25
MARS 2012, LE TEMPS DES RUPTURES
ATTENDUES**

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 90

Les craintes déjà perceptibles et exprimées dans l'entre-deux tours, se traduisant par la mise en place d'une large "Coalition de la Victoire", sans véritable programme commun alternatif vont se confirmer, dès les premières mesures du nouveau pouvoir.

C'est ainsi que le président Macky SALL va opter pour le maintien du sénat, désigne une personnalité éminente de son parti comme ministre de l'Intérieur et continue, comme son ex-mentor, à cumuler sa fonction présidentielle avec celle de secrétaire général de l'APR. Autant dire qu'en direction des [Assises Nationales, la transition semble mal engagée.](#) Seule la jeunesse fougueuse et dynamique du M23 ainsi que quelques chroniqueurs d'un certain âge, mais toujours infatigables trouvent encore la force de relever les dérives du nouveau pouvoir baignant dans un unanimisme béat.

C'est dire que le processus de matérialisation des conclusions des Assises nationales, auxquelles, le nouveau président – pour des raisons tactiques – n'a toujours pas renoncé, semble déjà hypothéqué.

Les législatives de juillet 2012 pointent à l'horizon. Non seulement, elles n'ont pas été différées, comme le préconisait le programme de transition de BennooSiggilSenegaal, ne serait-ce que pour revoir un mode de scrutin obsolète et injuste, mais encore elles vont se tenir sur la base de ce mode de scrutin inéquitable, en maintenant la parité populiste et démagogique initiée par la précédente majorité libérale, pour séduire l'électorat féminin et mettre les Coalitions concurrentes dans l'embarras. Par ailleurs, au moment où le règlement des urgences sociales et la refondation institutionnelle s'imposent comme plateforme incontournable à toutes les forces politiques désireuses d'œuvrer pour le bien-être des Sénégalais, les observateurs impartiaux et désintéressés se demandent "[Quel programme pour la liste de BennooBokkYakaar ?](#)"

C'est la désillusion pour tous ceux qui, à travers l'organisation des Assises nationales, l'historique journée du 23 juin 2011 et les manifestations épiques du M23, avec sa cohorte de morts et de blessés avaient cru à l'émergence d'un nouveau Sénégal. Ils espéraient, au-delà de la défaite du régime libéral, l'instauration d'une nouvelle République plus soucieuse des valeurs républicaines. Or, tous les gestes posés par le nouveau pouvoir néolibéral, spécialement en direction des élections législatives traduisaient une fébrilité et un pragmatisme, qui ne pouvaient objectivement pas s'embarrasser d'accords programmatiques pour aller résolument vers les ruptures tant attendues par le peuple sénégalais. Assurément, BennooBokkYakaar semblait privilégier [l'approche pragmatique sur l'approche programmatique.](#)

Les observateurs notent une [forte abstention lors des premières élections législatives](#) de l'ère Macky SALL, traduisant le manque d'enthousiasme populaire suscité par le nouveau pouvoir. Y ont contribué l'absence de lisibilité de la démarche politique de la Coalition BennooBokkYakaar, les frustrations occasionnées au sein des partis alliés par le mode de désignation des candidats, (très souvent laissé à l'appréciation discrétionnaire des principaux dirigeants) et surtout l'absence de progrès ou tout au moins de signaux forts sur les questions liées à la demande sociale et à la bonne gouvernance.

Décidément, le mois d'Août est celui, au cours duquel, le peuple sénégalais vit toujours les plus grandes souffrances ! C'est le mois des inondations, de la chaleur torride, des délestages, de la soudure. Et il se trouve, très souvent, que c'est la période où nos gouvernants sont en vacances, loin de notre « enfer tropical ». Il en a toujours été ainsi depuis Senghor et cela a été le cas, cette année,

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 91

malgré l'inextinguible soif de rupture du Sénégal. Il est vrai, qu'au cours de l'hivernage 2005, année du fameux plan Jaxaay, le président WADE avait essayé d'interdire à ses ministres de prendre leurs congés, durant le mois d'Août.

Devant l'exacerbation de la crise sociale avec la multiplication des crimes gratuits et de terribles accidents de la circulation, le désespoir gagne de plus en plus les masses populaires qui se demandent, avec une profonde anxiété, s'il était possible de conjurer l'apocalypse imminente.

Le président MackySall et sa grande coalition, qui compte de remarquables hommes politiques, commencent à perdre leur désinvolture passagère, certainement liée à l'euphorie de la victoire de mars 2012. Les choses commencent enfin à bouger ! Le 29 août 2012, interrompant un séjour privé en Afrique du Sud, le président MackySall, devant l'ampleur des inondations, déclare vouloir proposer aux députés de sa majorité, la suppression du Sénat, ramant à contre-courant de ses propres camarades de parti. Deux mois après, c'est au tour du gouvernement de subir une mue, avec un remaniement ministériel, qui consacre le limogeage du Ministre de l'Intérieur, membre éminent du parti présidentiel et l'éviction de quelques autres cadres émérites de l'APR de leurs responsabilités gouvernementales. Selon le premier ministre Abdoul Mbaye "Il nous faut renforcer l'efficacité des actions du gouvernement en privilégiant la compétence". Autant de signaux positifs qui, malgré quelques inévitables erreurs de casting, ont pu démontrer aux Sénégalais, qu'il restait encore assez de marge de manœuvre au Président pour conduire les ruptures tant attendues.

Il ne fait aucun doute qu'après le remaniement, il s'agit d'aller résolument vers la rupture véritable, pour le plus grand bonheur du peuple sénégalais.

1. ASSISES NATIONALES: UNE TRANSITION MAL ENGAGEE?

Dans la longue bataille menée par l'Opposition depuis plusieurs années, la réflexion dans les salons feutrés et les hôtels aura joué un rôle important, pour ne pas dire prépondérant. Outre le processus éminemment citoyen des Assises Nationales ayant intéressé la quasi-totalité des couches sociales de notre pays, y compris la diaspora, la coalition Bennoo Siggil Senegaal a organisé une multitude de réunions et séminaires. Il aura fallu la jonction avec le Mouvement du 23 Juin 2011 et Y'EN A MARRE, pour que l'accent soit davantage mis sur les batailles de terrain, contraignant ainsi le pouvoir libéral à une attitude défensive, se traduisant par l'enrôlement de nervis parfois accompagnés de méchants molosses et armés de gourdins ou de machettes. Le parti démocratique sénégalais victime de son mode de gouvernance obsolète parce que dirigiste et "patrimonialiste", sans oublier sa gestion clientéliste, n'a pas su apporter des réponses politiques aux questions brûlantes de la demande sociale et de la régression démocratique, ce qui aboutira à son éviction de la gestion des affaires publiques, le 25 mars 2012.

LA PLATEFORME DES ASSISES OCCULTEE

Les leaders de la coalition Bennoo Siggil Senegaal, malgré leur admirable travail fait de dépassement et d'esprit inclusif, n'ont pas su engranger, lors de ces joutes présidentielles, les bénéfices politiques qu'ils auraient pu tirer des Assises Nationales et que semblait annoncer la défaite politique du PDS, lors des élections locales de 2009. Il faut reconnaître que l'APR, s'est toujours évertuée, à développer, à la périphérie de Bennoo, une démarche solitaire et singulière, prônant la pluralité des candidatures et une certaine distanciation vis-à-vis des recommandations centrales issues des Assises Nationales.

Sanctionnées par les électeurs à l'issue du premier tour, au même titre que les tenants du pouvoir, les deux coalitions issues de Bennoo Siggil Senegaal seront confinées au rôle de faiseurs de roi. De la même façon qu'elles n'avaient pu faire aboutir la Candidature de l'Unité et du Rassemblement, les deux fractions du Bennoo originel ne réussiront pas non plus à négocier avec le Président Macky, un programme commun dans lequel seraient consignées les préoccupations essentielles des initiateurs des Assises Nationales. Ils se contenteront de vagues promesses d'une "Commission pluridisciplinaire devant soumettre des recommandations précises dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions des Assises nationales".

Sur quoi pourrait alors reposer une alliance électorale en direction des législatives ?

Il est vrai que le programme présidentiel prévoyait aussi un recours à la voie référendaire, (dès les prochaines législatives), pour le maintien ou non du sénat, le verrouillage contre toute modification de nature à remettre en cause la forme républicaine de l'État, le nombre et la durée du mandat présidentiel, ainsi que l'intégration de révisions constitutionnelles. Néanmoins, en lieu et place de signaux forts vers une refondation institutionnelle, le nouvel homme fort semble vouloir renoncer à la suppression du sénat, nommer le Chargé des Elections de son Parti au Ministère de l'Intérieur et

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 93

conserver son poste de dirigeant de parti, contrairement à une disposition inscrite en bonne place dans la Charte de gouvernance démocratique.

Pour les partisans de l'APR en devenir et les nouveaux "courtisans", si prompts à proclamer que seul le programme du candidat vainqueur doit avoir de cité, il doit être clair que le Yoonu Yokkuté n'a réuni que 26% de suffrages au premier tour. Sans compter, que lors des dernières joutes électorales, qui ont vu la participation du non-candidat Wade, il s'agissait moins de rivalité programmatique que de rassemblement des forces vives de la Nation contre la forfaiture du président sortant. Dans le même ordre d'idées, le plébiscite constaté lors du deuxième tour de la dernière présidentielle semble plus relever d'un ras-le-bol anti-wadiste que d'un attachement aux valeurs du social-libéralisme. Cet état de fait n'exclut évidemment pas une dynamique pro-Macky lors des prochaines législatives, qui pourrait être amplifiée par un mode de scrutin inique, à prédominance majoritaire, ayant toujours fait la part trop belle à la mouvance présidentielle.

NECESSITE DE REFORMER TOUS LES CADRES ORGANISATIONNELS

Une observation attentive de la scène politique sénégalaise, ces dernières années, met en évidence la nécessité d'une réforme profonde de la gouvernance de la quasi-totalité des cadres organisationnels (partis, syndicats, organisations professionnelles...), dont la plupart sont instrumentalisés pour satisfaire les ambitions d'une personne ou d'un groupe, au mépris des normes élémentaires de fonctionnement démocratique. Citons, à titre d'illustration, l'échec du processus, qui devait aboutir à la Candidature de l'Unité et du Rassemblement ainsi que les soubresauts post-électoraux qui, loin de ne concerner qu'un PDS agonisant, n'épargnent pas non plus les Coalitions ayant défait le pouvoir libéral.

Pour les observateurs avertis, il était évident, depuis quelques années, que des difficultés surviendraient pour la matérialisation des conclusions des Assises Nationales. En effet, malgré la défaite politique infligée par le Peuple des Assises au camp libéral, très peu de collectivités locales gagnées par l'Opposition vont mettre en œuvre de véritables politiques de rupture, s'inspirant de la Charte de Gouvernance Démocratique. Au-delà des querelles de préséance entre partis alliés, dont certains avaient des aspirations hégémoniques, les principes de bonne gouvernance sont loin d'avoir été le fil conducteur de leur pratique politique. Combien de présidents de collectivités locales ont-ils fait une déclaration de patrimoine ? Combien d'entre eux ont-ils publié leurs résultats budgétaires ? Dans la plupart des collectivités locales, on a plutôt assisté à des querelles interminables, qui loin de porter sur les questions de gouvernance vertueuse, avaient plutôt trait à des déballages sur de supposés scandales financiers.

RENFORCEMENT DES MOUVEMENTS SYNDICAL ET CITOYEN

Il apparaît évident que durant les douze années de régime libéral, les partis d'opposition, dont certains ont de solides positions au sein du mouvement syndical, se sont insuffisamment préoccupés de la lutte des travailleurs contre les conséquences désastreuses de la politique économique du PDS et de ses

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 94

alliés. Nous n'en voulons pour preuve que l'indulgence manifeste dont ont fait preuve les hommes politiques de l'Opposition, qui ont toujours pudiquement détourné les yeux sur les travers de la bureaucratie syndicale, que sont les entorses graves aux principes bonne gouvernance et de démocratie syndicale, les enveloppes distribuées lors des audiences avec les autorités de la République, les délits fonciers...

Le forcing de Wade, qui a malgré tout réussi à imposer sa candidature est à mettre sur le compte de l'impréparation du mouvement populaire, à cause de l'insuffisance du travail des partis d'opposition, surtout ceux de gauche, au sein des masses, par carence dans la décentralisation des mouvements de protestation focalisés au cœur de la capitale, l'inexistence de comités de quartiers regroupant des militants des différentes organisations politiques dans la plupart des collectivités locales. Il faut dire que l'irruption des masses sur la scène politique, n'est pas bien perçue par ceux qui font passer leurs intérêts de parti sur ceux de la Patrie et qui semblent vouloir se contenter d'un statu quo institutionnel ou de replâtrages minimes, au lendemain de la défaite du camp Wade.

C'est le lieu d'en appeler à la poursuite de la mobilisation citoyenne pour le parachèvement de la révolution démocratique en cours, qu'on ne saurait réduire à une simple défaite électorale d'un autocrate autiste et illuminé !

Médina, le 16 avril 2012

2. QUEL PROGRAMME POUR LA LISTE DE BENNOO BOKK YAKAAR?

Déjà, en juin 2011, des voix s'étaient élevées au sein de la conférence des leaders de la coalition Bennoo Siggil Senegaal, pour exiger l'expulsion de l'APR, qui refusait d'avaliser les thèses ayant trait au «président de transition» et au «candidat du rassemblement et de l'unité». Est-ce pur hasard si l'adhésion de l'APR/Yakaar, à la veille des élections locales de 2009, à Bennoo Siggil Senegaal a coïncidé avec l'apparition de fissures dans la cohésion programmatique et l'homogénéité idéologique du peuple des Assises ?

DES DIVERGENCES TACTIQUES ET STRATEGIQUES

Toujours est-il qu'au moment où les forces de gauche et le mouvement citoyen revendiquaient une refondation institutionnelle, l'APR représentait la ligne minoritaire, qui émettait de sérieuses réserves sur la candidature de l'Unité et du Rassemblement et sur la période de transition, qui sans être les panacées, semblaient devoir faciliter la réalisation, par des voies pacifiques, de la révolution citoyenne tant convoitée. Car le peuple des Assises en était arrivé à la conclusion, que « pour changer réellement, il ne suffisait pas de changer de personnel politique, mais qu'il était capital de rompre avec les systèmes politiques et les modes de gouvernance qui ont existé depuis 1962, sous Senghor, Abdou Diouf et Abdoulaye Wade, respectivement, pour les remplacer par d'autres, en mesure de restituer au peuple toute sa souveraineté ». En réalité, il s'agissait de rompre avec les pesanteurs du passé, avec le clientélisme politique, avec le mode d'accumulation parasitaire et les préoccupations électoralistes et de consolidation de son propre parti, au détriment de la sauvegarde de la Patrie.

RENDONS A MACKY CE QUI LUI APPARTIENT !

On peut ne pas être d'accord avec ses choix tactiques et stratégiques, ni avec son idéologie socialo-libérale mais on doit reconnaître à Macky sa rupture définitive et irrévocable avec Me Wade, sans aucune animosité excessive, ni déballages indécents. Par ailleurs, il est demeuré constant dans son opposition au «président de transition» et au «candidat du rassemblement et de l'unité». Sans compter le travail de terrain unanimement constaté par tous les observateurs, au moment où d'autres forces politiques restaient cloîtrées entre quatre murs pour délibérer d'une unité électorale, que leurs rivalités stériles empêcheront de voir le jour.

C'est cet ensemble de faits, qui conduiront les électeurs sénégalais, malgré les sérieuses réserves, qu'ils nourrissaient à l'endroit d'un ancien fils spirituel de Wade, à identifier le vote pour le candidat de l'APR, comme le plus à même de mettre fin au régime libéral hideux, car porteur de misère sociale, de régression démocratique et de risques pour la paix civile, comme l'ont largement démontré les événements pré-électorales consécutifs aux manifestations citoyennes du M23. C'est précisément parce que les forces les plus antagoniques au régime libéral n'ont pas été en mesure d'empêcher la matérialisation de la candidature anticonstitutionnelle de Wade, à cause de leur dispersion et de leur inconséquence, que des forces réformistes bénéficiant de la bienveillance l'Union Européenne, particulièrement de la France sarkozyste et des coups de pouce du département d'Etat américain,

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 96

pèseront pour que se tiennent à date échue des élections tronquées, mais qui présentaient l'avantage de faire émerger des scénarii plus en conformité avec les intérêts bien compris des puissances occidentales.

L'absence de candidature unitaire a désorienté et déçu le Peuple des Assises et permis la qualification des tenants du Yoonu Yookuté au deuxième tour. Le score électoral obtenu par le candidat de l'APR, légèrement au-dessus du quart des électeurs ayant voté, laissait encore la porte ouverte à des négociations sérieuses pour juguler ou tout au moins atténuer ses réticences sur le programme du Bennoo Siggil Senegaal originel. Mais bien peu sera entrepris pour essayer d'infléchir les positions de Macky. En lieu et place d'un programme commun, on se contentera d'une visite de courtoisie au Président des Assises et d'une hypothétique « Commission pluridisciplinaire devant soumettre des recommandations précises dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions des Assises nationales ».

QUE VEUT LE NOUVEAU POUVOIR ?

Il y a des difficultés certaines à identifier les forces sociales soutenant le projet « yakaariste » de Macky. A côté de véritables forces de gauche, on note la présence dans le gouvernement, de personnalités liées au Capital français, auxquelles on a confié, de manière assez imprudente, les rênes de notre économie nationale, sous le fallacieux prétexte d'appels de fonds au profit d'une trésorerie nationale mal en point. Paradoxalement, les questions ayant trait à la refondation institutionnelle, à l'approfondissement de la démocratie et à l'amélioration de la gouvernance, qui avaient fait l'objet d'un large consensus au sein du Peuple des Assises (incluant la bourgeoisie nationale) sont reléguées sinon au second plan, tout au moins dans des travaux de Commissions interminables et incertains. Au lieu de s'appuyer sur la dynamique citoyenne pré-électorale pour contourner les contraintes liées à l'héritage wadiste et faussant l'expression libre du suffrage des citoyens, on préfère tabler sur les positions acquises au plus haut sommet de l'Etat, pour arracher une victoire –non pas politique, autour du programme des Assises-, mais électorale, pour ne pas dire électoraliste, à l'aide d'un mode de scrutin inique à prédominance majoritaire favorisant la mouvance présidentielle. Tout cela nous autorise à dire que le mode de gestion actuel des conclusions des Assises est plus marqué par la distanciation que par l'appropriation.

DES FONDEMENTS DE L'ALLIANCE ELECTORALE DE BENNOO BOKK YAKAAR

Et pourtant, après les deux mandats épouvantables de Me Wade, qui ont différé de plus d'une décennie, la résolution des questions liées à la demande sociale ainsi qu'aux enjeux de la nouvelle citoyenneté et de l'approfondissement de la démocratie, il ne reste au nouveau pouvoir d'autre issue, que celle de matérialiser les dispositions pertinentes contenues dans les conclusions des Assises nationales. Au risque de se retrouver en face du mouvement citoyen, qui a gagné en maturité et en profondeur !

Wade défait, la logique aurait voulu que soient mises en compétition les différentes variantes de la refondation institutionnelle telles que portées par la Coalition Macky 2012 et les Coalitions Bennos

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 97

dirigées par Niasse et Tanor. Au lieu de cela, par une approche sommaire et de sommet, une liste commune aux législatives a été mise sur pied, sans validation officielle des instances régulières de la plupart des partis impliqués, à commencer par celui présidentiel, comme en attestent les multiples remous agitant la scène politique, ces temps derniers. Au-delà de la course aux strapontins inhérente au monde politique, il est clair qu'il y a objectivement des risques politiques certains à donner carte blanche au nouveau pouvoir « yaakariste ». Il est en effet établi que c'est la concentration excessive de pouvoir au niveau de la Présidence de la République, qui est à l'origine des principales tares observées dans notre système politique, depuis 1960, date d'accession de notre pays à la souveraineté internationale.

Le préalable incontournable à une liste commune aux législatives, pour faire partie intégrante d'une majorité présidentielle devrait être un programme commun sinon de transition, du moins de législature, basé sur la nécessité de procéder à un rééquilibrage des pouvoirs au profit du Parlement. Autrement, les démocrates de notre pays pourraient croire, qu'on envisage de renoncer à l'agenda des Assises pour de futiles positionnements tactiques et politiques.

Il est devenu patent que la bonne gouvernance au niveau de l'appareil d'Etat, la refondation des Institutions de la République et l'institutionnalisation de la démocratie participative ne pourront jamais se réaliser dans notre pays si les cadres organisationnels que sont les partis, syndicats, organisations professionnelles et même organisations de la société civile...etc. ne rompent pas avec leurs logiques d'appareil ou continuent à être instrumentalisés pour satisfaire les ambitions d'une personne ou d'un groupe, au mépris des normes élémentaires de fonctionnement démocratique.

C'est pour cela, qu'il faut entraîner les masses dans la mobilisation populaire vigilante, seule garante de changements réels et pérennes, comme on a pu le constater avec les succès engrangés par le Mouvement du 23 juin, certes ternis par la boulimie électoraliste et la ruée effrénée vers les stations mirobolantes.

Médina, le 17 mai 2012

3. BENNOO BOKK YAKAAR ET LES LEGISLATIVES: UNE SIMPLE QUESTION

D'APPROCHE!

S'il est vrai, que la parole est d'argent et que le silence est d'or, il est tout aussi indéniable, qu'en ces heures cruciales de l'Histoire de notre pays, se taire pourrait être assimilé à une démission coupable par rapport aux premiers pas hésitants de la Coalition Bennoo Bokk Yakaar, qui cristallise tant d'espoirs populaires. Même s'il peut paraître déloyal et incohérent de critiquer un régime, à l'installation duquel, on a tant soit peu contribué, l'histoire récente de notre pays nous a montré que c'est à cause de la complaisance coupable dont il a bénéficié, aux tous débuts de la première alternance démocratique dans notre pays, que le régime wadiste a pu installer notre pays dans une logique d'arbitraire et d'impunité, qui a failli lui être fatale.

Les militants disciplinés des différents partis alliés, moralement tenus de voter pour la liste Bennoo Bokk Yakaar, ne peuvent s'empêcher d'être envahis par une forte impression de "transhurance institutionnelle", à la vue du bulletin de vote de leur coalition, qui vient d'être pudiquement dévoilé au grand public, après moults attermoissements. Et pour cause ! Hormis la photo de Moustapha Niasse, il s'agit bel et bien du même bulletin de vote que celui de la coalition Macky 2012, victorieuse lors des dernières élections présidentielles.

Qui aurait cru, après les épiques querelles de préséance dans le cadre de Benno, que nos leaders bien aimés étaient si semblables, si interchangeables ? Quant aux militants de la gauche, on a dû oublier de leur dire, que le simple fait de n'avoir pas gagné une élection présidentielle devait les condamner à se « convertir » au social-libéralisme, au risque d'attraper une indigestion de chocolat (en rapport avec la couleur marron de l'APR). Surtout qu'on ne peut s'empêcher de noter un contraste patent entre la proximité idéologique des tenants des Assises et de la révolution citoyenne regroupés autour du respectable doyen Mbow, des leaders de la gauche, du courageux président de la RADDHO et des intrépides rappeurs de Y'EN A MARRE avec l'hétérogénéité du clan de Macky Sall, qui cherche à se structurer en formation politique moderne. Il n'est donc pas étonnant que certains faucons au sein et en marge de sa Coalition cherchent à le faire revenir sur ses engagements ayant trait à la durée du mandat présidentiel et plus généralement à la mise en œuvre des conclusions des Assises Nationales.

Pour mettre fin au régime wadiste, il fallait bien soutenir le candidat de l'Opposition le mieux placé au deuxième tour de l'élection présidentielle. Il est inimaginable, que le prix à en payer puisse être le renoncement aux options programmatiques basées sur les pertinentes conclusions des Assises Nationales. Toujours est-il que les militants de Bennoo Bokk Yakaar, désireux, malgré tout de voter pour leur liste, attendent toujours la publication du programme engageant officiellement les diverses parties prenantes et qui ne repose pas simplement sur la bonne foi supposée du nouvel homme fort et de quelques autres vénérables leaders de la nouvelle majorité.

Est-ce la victoire définitive de l'approche pragmatique sur l'approche programmatique ?

C'est vrai que le Peuple des Assises a du mal à se reconnaître dans l'inélégance d'une campagne électorale déguisée ou assumée d'un Président, qui nourrit une ambition aussi illégale qu'illégitime, de participer à la campagne électorale des Législatives. Il désavoue également les entorses assez sérieuses au processus devant conduire notre République vers la Refondation Institutionnelle. Il en est ainsi de la nomination d'un ministre de l'Intérieur partisan, du cumul des mandats de secrétaire général de parti et de Président de la République, de la renonciation annoncée à la suppression du sénat...

Tout cela fait, que le peuple sénégalais dans son ensemble, au-delà de son soulagement compréhensible après l'éprouvant règne du tyran autiste, se trouve dans une phase d'expectative. Il veut savoir vers quels rivages le successeur de Wade veut mener la barque sénégalaise. Même s'il se réjouit du désir proclamé des nouvelles autorités de mettre fin à l'impunité et de passer en revue la gestion tant décriée des responsables libéraux aussi innocents que des parrains de la mafia sicilienne, il a parfois l'impression que les effets d'annonce priment sur l'investigation froide et rigoureuse.

La Coalition Bennoo Bokk Yaakaar, à force d'user de combinaisons et d'artifices moralement équivoques pour obtenir coûte que coûte une majorité parlementaire, n'est-elle pas en train de lâcher la proie de la refondation institutionnelle et de l'assainissement des mœurs politiques pour l'ombre d'une victoire électorale, toujours fragile, eu égard aux défis de la demande sociale et des exigences démocratiques ?

Médina, le 17 juin 2012

4. QUELLES RAISONS POUR L'ABSTENTION MASSIVE LORS DES ELECTIONS

LEGISLATIVES DU 1er JUILLET 2012?

Les élections législatives tenues, cent jours après l'accession du président Macky à la magistrature suprême, ont été surtout caractérisés par un fort taux d'abstention.

A notre sens, les principales raisons de ce faible taux de participation se trouvent être le flou artistique entretenu autour des véritables intentions du nouvel homme fort, particulièrement sur les questions institutionnelles et le dévoiement des procédures démocratiques au sein des principales formations politiques de la Coalition Bennoo Bokk Yakaar.

Il y a également le manque d'enthousiasme des citoyens sénégalais assaillis de doutes, quant à la capacité des nouveaux tenants du pouvoir, qui sont loin d'avoir fait preuve de cohésion et de cohérence, à résoudre les questions brûlantes liées à la demande sociale et à la refondation institutionnelle.

En effet, outre l'absence d'engagements forts et de programme commun, les apéristes auront surtout brillé par un pragmatisme des plus cyniques, (avec, entre autres, une utilisation sans scrupule du phénomène de la transhumance politique), qui se trouve être en porte-à-faux avec les généreuses idées de la révolution citoyenne, initiée par les Assises Nationales et ayant culminé avec la journée du 23 juin 2011.

Le refus des citoyens sénégalais de servir de bétail électoral à cette nouvelle nomenclature à l'approche technocratique s'est traduit par une érosion de l'électorat de la Coalition de Bennoo Bokk Yakaar, qui est passé de 65% à un peu plus 50%, selon les premières estimations.

On ne peut qu'être préoccupé du fait que les errements de la Coalition Bennoo Bokk Yakaar aient libéré des espaces politiques au profit de forces d'obédience islamique. Certaines de ces formations politiques caractérisées par un haut niveau de populisme, ont certes pris part au processus de libération du peuple sénégalais de la dictature des Wade, mais défendent parfois des positions, que ne renieraient pas les islamistes les plus radicaux.

Il faudrait être aveugle pour sous-estimer les dangers que nous font courir l'amateurisme et l'excès de pragmatisme d'une classe politique, qui empêche l'amélioration de la gouvernance des organisations politiques et le renouvellement de leurs cadres dirigeants.

Il n'est pas encore trop tard pour redresser la barre, en s'accordant sur un programme concerté pour aller sur la voie de la matérialisation conséquente des conclusions des Assises Nationales.

Médina, le 1^{er} juillet 2012

5. SENEGAL: PEUT-ON CONJURER L'APOCALYPSE ?

Comme on pouvait s'y attendre, de gros nuages sombres sont en train de s'amonceler dans le ciel sénégalais. Confrontés au lourd héritage wadiste, les tenants du Yoonu Yookuté et leurs alliés ne réussissent pas, pour l'instant, à atténuer, encore moins à juguler la grave crise sociale, qui sévit dans notre pays. Ne sentant aucune amélioration dans leur vécu quotidien, malgré les campagnes médiatiques plus tapageuses que pertinentes des thuriféraires néo-libéraux, les masses populaires, après une longue période d'expectative, marquée par un profond doute - comme l'a éloquentement indiqué la forte abstention aux dernières législatives - montrent des signes inquiétants de désespérance sociale marquée par l'indiscipline, l'irresponsabilité et le retour aux théories du conservatisme social. En somme, tout le contraire du projet "yakaariste" porté par l'APR et Benno Bokk Yakaar.

En témoigne la montée inquiétante de l'insécurité illustrée par l'inexorable spirale de crimes gratuits et d'accidents de la circulation meurtriers et spectaculaires, donnant parfois le sentiment d'une apocalypse imminente. Face à cette situation délétère et aux défaillances des pouvoirs publics à assurer leur sécurité, les populations tendent de plus en plus à instaurer leurs propres systèmes d'autodéfense et à prôner l'instauration d'une justice expéditive (avec rétablissement de la peine de mort), autant de jalons vers la remise en cause des normes et valeurs démocratiques, d'où le succès grandissant d'une nouvelle génération de leaders religieux.

Du fait même de l'étroitesse de la marge de manœuvre dont dispose le nouveau pouvoir sur les questions économiques, malgré l'enrôlement d'experts de la haute finance, en raison de l'état lamentable des finances publiques mises à mal par le pillage effréné des ressources nationales par les responsables du régime précédent et à cause de la gravité de la situation économique mondiale, le gouvernement d'Abdoul MBAYE serait bien inspiré de s'atteler à mener à bien le processus de refondation institutionnelle, à élaborer une vision claire et à proposer des axes programmatiques pertinents, vers une rupture véritable, ce qu'il est loin de faire.

C'est ainsi que, près de cinq mois après l'éviction du Président Wade du pouvoir, l'opinion nationale ressent, après les premières mesures de son successeur, une désagréable impression de **déjà-vu**.

Entre théâtralisation de la vie politique, effets de manche en lieu et place de solutions concrètes, persistance des travers au niveau de la Justice et des forces de sécurité, recrutement de mercenaires transhumants, on ne peut que constater la similitude des démarches entre le nouveau président et son ex-mentor, en ce que tous deux sous-estiment l'importance de la refondation institutionnelle et du renouveau éthique qui, pourtant demeurent les plus accessibles à l'intervention d'une classe politique chevronnée et expérimentée avec tous les effets induits sur la bonne gouvernance, qui va attirer de nouveaux investisseurs.

Il semblait pourtant, que les forces progressistes de notre pays, pionnières dans la lutte contre les pouvoirs autoritaires et patrimoniaux, étaient depuis longtemps convaincues de la nécessité d'un réaménagement institutionnel en vue de procéder à un rééquilibrage des pouvoirs entre les différentes

Institutions par une réduction des attributions de la Présidence et un renforcement des prérogatives du Parlement, sans oublier l'autonomisation du "pouvoir judiciaire". Ne disposant pas encore d'une représentativité suffisante pour prendre, elles-mêmes, les rênes du pays, les forces de gauche de notre pays, ont été confrontées aussi bien en 2000 qu'en 2012, à ce qu'il faut bien qualifier de quadrature du cercle ! En effet, il devient de plus en plus clair, qu'il est extrêmement difficile pour un Président déjà élu, subissant de fortes pressions sociales et même familiales (sic !), de toutes sortes, d'initier des mesures visant à la réduction de ses propres pouvoirs ! C'est ce qui faisait toute la pertinence de la transition politique qui implique la rupture avec les anciens régimes dans une optique de préservation des principes démocratiques et de respect de l'Etat de Droit.

Autant dire que la refondation institutionnelle pourra difficilement être octroyée par un leader visionnaire, même bien entouré par une pléthore de conseillers avisés, mais devra être arrachée par le peuple souverain !

Il est indéniable que le leader de l'APR a réussi habilement à rassembler l'essentiel des appareils dirigeants de l'ancienne opposition wadiste autour de sa personne, en vue de remporter successivement les élections présidentielles et législatives. Il faut, toutefois déplorer le fait que la base programmatique présumée (car non encore officialisée), de cette alliance au sommet ne semble pas s'inscrire dans la dynamique des Assises Nationales, occasionnant des grincements de dents au sein du peuple des Assises, notamment les diverses composantes du M23.

Pour cette deuxième alternance de 2012, tous les espoirs étaient pourtant permis avec l'organisation des Assises Nationales et la révolution citoyenne conduite par les organisations de la société civile et le mouvement Y'EN A MARRE. Les conclusions de cette importante concertation nationale ont constitué le socle programmatique de la Coalition Bennoo Siggil Senegaal, qui finira par se désintégrer en plusieurs fragments, laissant ainsi la voie libre à l'APR, dont les réserves sur des éléments décisifs du processus de refondation institutionnelle étaient de notoriété publique. De fait, dès sa prise de fonction, les premières mesures du Président Macky, à une exception près (le retour au quinquennat), vont confirmer son profond scepticisme vis-à-vis des mesures institutionnelles préconisées par les Assises. C'est ainsi qu'il opéra pour la continuité concernant trois mesures en porte-à-faux avec le processus de refondation nationale, à savoir le cumul des mandats de président de la République et de secrétaire général de l'APR, la nomination d'un homme politique au Ministère de l'Intérieur et le maintien du Sénat.

Les observateurs attentifs et désintéressés de la vie politique nationale ont déjà commencé à tirer sur la sonnette d'alarme, sur le hiatus entre une élite politique occupée à se partager des strapontins et des populations plongées dans une misère de plus en plus accentuée. Une révolte sourde couve dans certains grands partis contre des dirigeants, à cause de l'extrême indulgence, dont ils font preuve vis-à-vis de néolibéraux hostiles aux conclusions des Assises Nationales et faisant montre d'appétits politiques démesurés.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 103

Pour faire face à la demande sociale exacerbée et au rétrécissement graduel de la base sociale de Bennoo Bokk Yaakaar, le nouveau pouvoir ne dispose que d'une équipe gouvernementale composée selon une logique de quotas préjudiciable au leadership du chef de gouvernement et à l'homogénéité du groupe, d'une Assemblée Nationale, frappée dès le départ du sceau du marchandage alimentaire et d'un Sénat illégitime et obsolète.

Autant dire que le peuple sénégalais attend, en plus de la résolution des urgences socio-économiques, l'adoption des mesures rectificatives urgentes et le retour aux valeurs cardinales de la nouvelle citoyenneté, de la refondation institutionnelle et du renouveau moral pour sauver la Patrie en danger.

Puisse Dieu nous préserver de l'Apocalypse qui nous guette !

Médina, le 24 août 2012

6. APRES LE REMANIEMENT, ALLER RESOLUMENT VERS LA RUPTURE

VERITABLE !

Ne faisons pas la fine bouche !

Le remaniement ministériel, auquel nous venons d'assister, venant après la suppression du Sénat, ne fait que confirmer le bien-fondé des avertissements que maints observateurs objectifs et désintéressés n'ont cessé de lancer depuis la prise du pouvoir par le Président Macky Sall, qui, il faut le reconnaître, fait une nouvelle fois preuve de dépassement. Pour ne citer que certains d'entre eux, il y a les doyens Mandiaye Gaye et Mody Niang! Sans oublier les jeunes de Y'EN A MARRE et le mouvement citoyen du M23 !

Et Dieu sait qu'ils ont agi, de manière désintéressée, mettant les intérêts populaires au-dessus de toutes autres contingences basement matérielles! Ils n'ont jamais cru que la meilleure façon d'aider un Président nouvellement élu était de chanter, à longueur de journée, ses louanges, ce qui devrait d'ailleurs être banni des pratiques politiques dans un pays ayant vécu deux alternances démocratiques!

Au contraire, en militants anticolonialistes et anti-néocolonialistes convaincus et/ou adeptes de l'émergence citoyenne, ils se sont fait un point d'honneur à transmettre le fond de leurs pensées, que cela plaise ou non, aux nouveaux tenants du pouvoir et à leurs thuriféraires attitrés!

Certes pour un nouveau pouvoir, confronté aux attaques implacables d'escrocs politiques de toutes sortes, cherchant à faire de l'intimidation, en vue d'empêcher que la lumière soit faite sur leur gestion nébuleuse et peu orthodoxe, la solidarité gouvernementale est très importante. Elle ne saurait, néanmoins passer avant le rôle de "sentinelle vigilante" qu'ont toujours joué les partis de gauche ainsi que le mouvement citoyen ! Il est donc hors de question de tenter d'empêcher les Sénégalais de donner leur avis sur la manière, dont ils sont gouvernés ou de les dissuader de conduire, à leur manière, les luttes nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie.

Sans cautionner les luttes populaires ayant des relents anarchosyndicalistes, qui risquent de faire (consciemment ou non), le jeu de forces réactionnaires et rétrogrades, nous pensons que face à tout pouvoir, quel qu'il puisse être, il y a une impérieuse nécessité de laisser libre cours aux entreprises citoyennes cherchant à contenir les inévitables vellétés d'unanimisme béat, voire de totalitarisme, qui pourraient se manifester!

Bâtir des consensus forts, implique que la définition de la Vision et des objectifs politiques ne relève pas du pouvoir discrétionnaire du Président de la République entouré de dirigeants de Coalitions alliées, qui ne tombent pas du ciel, ayant eu à gérer pendant des années ou des décennies certains départements ministériels dans notre pays, de 1960 à nos jours et ayant souvent montré leurs insuffisances- et ce jusqu'à la veille des présidentielles de 2012-, quand il s'est agi de choisir entre la Patrie et leurs partis.

Nous demeurons persuadés de la nécessité d'un accord politique, dans lequel seront consignés les points d'accord essentiels servant de socle au programme de Bennoo Bokk Yaakaar, qui tarde à émettre les signaux forts attendus.

CHRONIQUE DE COLERES CITOYENNES AU SENEGAL APRES L'ALTERNANCE DE 2000 105

Cela permettrait d'évaluer objectivement l'action gouvernementale ainsi que la pertinence du maintien de la Coalition Bennoo Bokk Yaakaar, telle qu'elle existe actuellement. Cela nous épargnerait des phénomènes négatifs suivants:

- l'attitude défensive de notre Coalition (suppression de sénat suite à des inondations, remaniement après problèmes liés à la gestion de l'équipe gouvernementale, à la persistance du malaise social et à la sécurité publique...),
- les clins d'œil présidentiels à l'endroit de ses anciens frères et sœurs libéraux (Congrès de l'Internationale Libérale à Abidjan, nominations d'Aminata Niane, de Seynabou Mbacké...)
- et les limogeages "outrageusement diplomatiques" (SENELEC, RTS...) d'anciens exécutants des basses œuvres de la défunte dynastie wadiste.

Des forces populaires considérables sont disponibles pour appuyer de véritables politiques de rupture pour une redistribution équitable des richesses nationales, la fin de l'impunité, l'approfondissement de la démocratie, la refondation institutionnelle par l'application des conclusions des Assises Nationales. A contrario et comme l'ont prouvé les troubles lors du match Sénégal/Côte d'Ivoire et la journée du 22 octobre 2012, il y a des signes d'un profond découragement populaire, voire de désespérance sociale combinée à la crise des valeurs (crimes gratuits, récurrence des accidents de la circulation, indiscipline caractérisée), sur laquelle des forces obscurantistes s'apprêtent à surfer.

La marge de manœuvre de la Coalition Bennoo Bokk Yaakaar est très étroite et ne nous laisse pas d'autre choix que de mener à terme les revendications citoyennes et démocratiques portées par le Peuple des Assises.

A défaut, notre pays risque la pérennisation de la crise sociopolitique en cours, qu'il sera impossible de juguler avec des remaniements ministériels, quelle que puisse être la valeur des hommes et femmes choisis!

Médina, le 1^{er} novembre 2012

E) ANNEXES

- 1. ANNEXE 1 : BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR**
- 2. ANNEXE 1: LE BLOG DE NIOXOR TINE**
- 3. ANNEXE 2 : AUX TOUS DEBUTS...**
- 4. ANNEXE 3 : DE NIOXOR LY A NIOXOR
TINE**
- 5. ANNEXE 4: AUTRES ARTICLES**

